l'unité

L'HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE

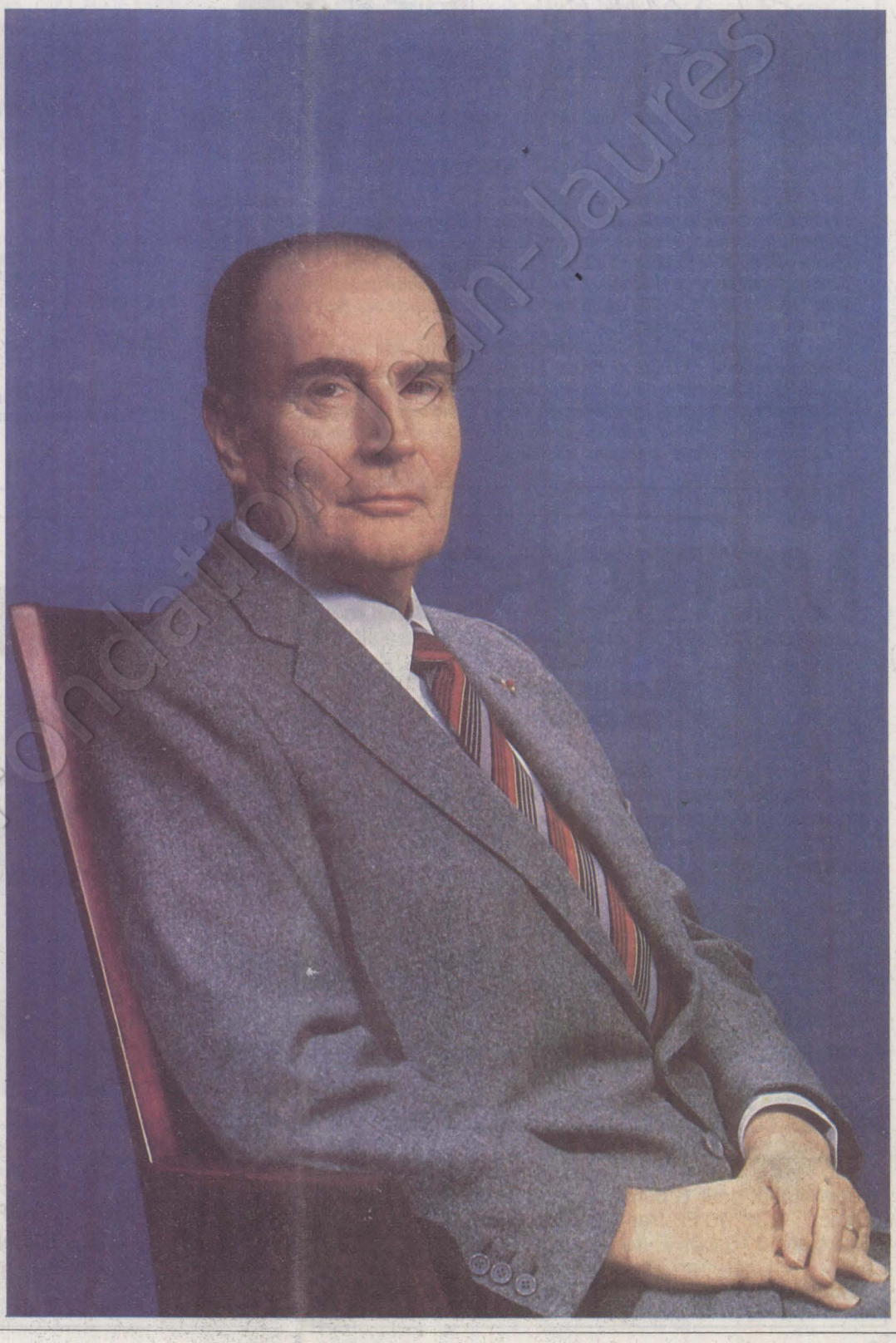
21 MARS 1986 — M 2805 - N° 640 - 8 F

SPECIAL ELECTIONS

LA NOUVELLE DONNE



Pascal Lebrun



Collection Jean-Jaurès



Les résultats des élections législatives du 16 mars ont considérablement modifié les données politiques qui existaient depuis 1981. Après cinq ans de pouvoir, le Parti socialiste se retrouve dans l'opposition mais le score historique qu'il a obtenu et la présence à l'Elysée du Président de la République lui laissent de larges perspectives d'action. C'est donc une nouvelle bataille qui commence pour laquelle le P.s. a plus que jamais besoin d'accroître ses moyens d'information et de communication.

C'est pourquoi nous lançons immédiatement une nouvelle campagne d'abonnements à « l'Unité ». Toutes celles et tous ceux qui ont contribué à ce que le P.s. dépasse le seuil de 30 % doivent prolonger leur action en participant directement à cette campagne. Permettre à « l'Unité » de parler plus fort et d'être plus efficace face à la grande presse de droite, c'est votre affaire à tous. N'attendez pas. Nous comptons sur vous.

Bulletin d'abonnement
à retourner
à l'administration de « l'Unité »
10, rue de Solferino
75007 PARIS

Je soussigné .....
.....
.....
demeurant .....
.....
.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » et vous adresse la somme correspondante.

★ ***abonnement de six mois (210 F)***
★ ***abonnement d'un an (310 F)***
★ ***abonnement de soutien (à partir de 500 F)***

par chèque bancaire par chèque postal
ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35.J. Paris

Date Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

METROPOLIS

URBANISME / PLANIFICATION REGIONALE / ENVIRONNEMENT

IMAGES SPOT
MODE D'EMPLOI

A l'intention des aménageurs de tout niveau, des géographes et cartographes, des urbanistes et des techniciens de l'environnement.

Une « première » absolue. A ce jour le seul document complet existant.

« METROPOLIS »
8 RUE DE LA COSSONNERIE
75001 PARIS. Tél. 45.08.51.03

« METROPOLIS » N° 70/71 « AMENAGEMENT ET PIXELS »
120 pages 20 × 28, 69 planches couleurs
Prix 195,00 F

Abonnement pour 6 numéros à partir du n° 72
France : 338,00 FF franco TTC.
Etranger : 370,00 FF (forfait avion : + 50,00 FF)

Demandez les tables de « METROPOLIS » (gratuit).

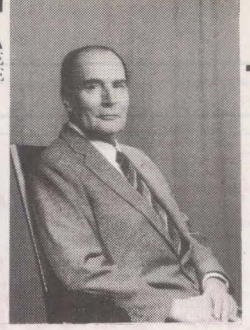
transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

.la création
.la gestion
.l'organisation
.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

TOUR EUROPE - 92080 PARIS
LA DEFENSE CEDEX 07
☎ 47.78.16.60 - TELEX : 610579





SOMMAIRE

« L'UNITE » N° 640

4 SPECIAL ELECTIONS

Elysée-Matignon : Le choix des armes, par Claude Estier.
P.s. : Le meilleur, par Jean-Pierre Bédéï.
La conquête de l'Ouest, par Jean-Yves Marrec.
Ile-de-France : L'as des as, par Antoine Violet.
P.c. : Mortelle randonnée, par Jean Liberman.
Après nous le déluge, par Jean-Paul Liégeois.
Droite : Trois hommes et un couffin, par Martine Ducousset.
Front national : Affreux, sales et méchants, par Pierre-Yves Poindron.
Vote « beur » : Les inconnus dans la maison, par Frédérique de Gravelaine.
Vote des jeunes : Marianne de ma jeunesse, par Philippe Maquat.
Pôles de reconversion : La guerre est finie, par Claude Jadoul.
Verts : Le désert rouge, par Denis Dangaix.
Les élections vues de l'étranger : Drôle de drame, par Carlos Ferrari-Lopez.
Droites : Les enchaînés, entretien avec René Rémond (propos recueillis par Michel Mathieu).
Divers droite : Péril en la demeure, par Marc Perry.

22 JEUNES

Chômage des jeunes : Un drame européen, par Philippe Maquat.
Elles ont la bosse des maths et... la bourse d'Yvette, par Françoise Loriol.

25 MONDE

Espagne : Le second roi d'Espagne, par Carlos Ferrari-Lopez.
Chine : Le maoïsme à visage humain par Claude Geoffroy.

30 DEMOGRAPHIE

Les Français n'aiment-ils plus les bébés ? par Françoise Loriol.

32 ESPACE

Sous le regard indiscret de Spot, par Pierre-Yves Poindron.

34 THEATRE

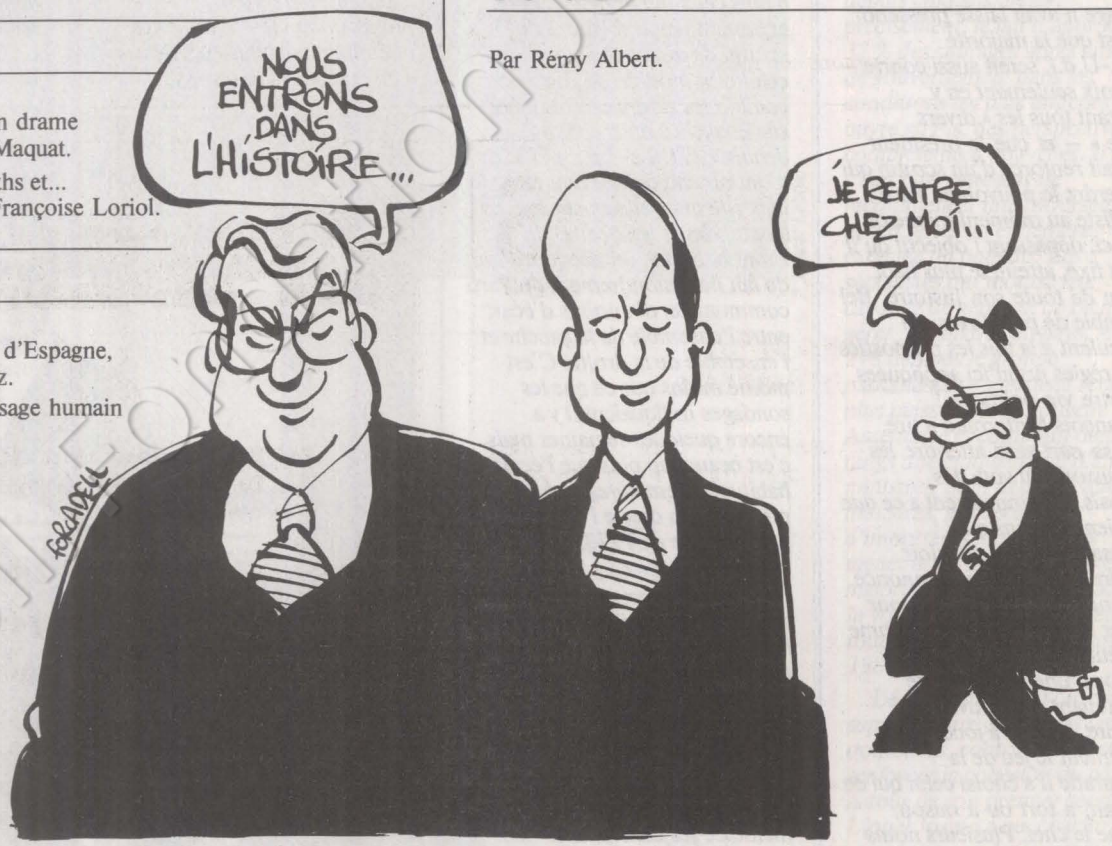
Par Fabian Gastellier.

36 LIVRES

La chronique littéraire de Claude Glaymann.

38 JEUX

Par Rémy Albert.



Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 48.78.40.73. Administration : 10, rue Solferino 75007 Paris. Tél. : 45.50.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Jean Liberman, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Chaussepied, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 48.78.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité, 12, cité Malesherbes. Capital social : 250 000 F. Principaux associés : Claude Estier, Nicole Chaillot, Lionel Jospin, André Laigniel. Directrice de la publication : Nicole Chaillot. Tirage moyen : 42 000 ex. Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

Elysée-Matignon : Le choix des armes

Respectueux de la démocratie, François Mitterrand a fait vite et simple en appelant Jacques Chirac à constituer un gouvernement auquel les 216 députés socialistes entendent bien mener la vie dure.

PAR CLAUDE ESTIER

TOUT le monde savait que le soir du 16 mars la France se trouverait dans une situation politique inédite sous la Ve République : une majorité parlementaire de droite et un président de la République de gauche. Ce qui n'était pas prévu — et qu'aucun institut de sondage n'avait laissé pressentir — c'est que la majorité R.p.r.-U.d.f. serait aussi courte — une voix seulement en y intégrant tous les « divers droite » — et que le président sortirait renforcé d'un scrutin qui fait perdre le pouvoir au Parti socialiste au moment même où celui-ci, dépassant l'objectif qu'il s'était fixé, atteint le plus haut niveau de toute son histoire. Bel ensemble de paradoxes qui bousculent à la fois les pronostics et les règles jusqu'ici appliquées de notre vie politique !

François Mitterrand a tiré, pour sa part, sans attendre les conclusions du vote des Français. Contrairement à ce que croyaient certains qui l'accusaient déjà de vouloir prendre son temps, il a annoncé dès lundi qu'il appellerait pour former le gouvernement, comme il s'y était engagé avant les élections, une personnalité appartenant à la nouvelle majorité. Décidé à jouer pleinement le jeu de la démocratie il a choisi celui qui en apparaît, à tort ou à raison, comme le chef. Plusieurs noms de premiers ministrables étaient déjà lancés ici ou là mais c'est bien Jacques Chirac qu'il a dès mardi après-midi convié à l'Elysée, plaçant celui-ci au cours d'un entretien de plus de deux heures, devant les responsabilités auxquelles le président du R.p.r. ne peut échapper quant à l'exercice de la cohabitation.

Ce qui veut dire que redevenu Premier ministre dix ans après avoir claqué la porte de l'Hôtel Matignon, il devra tenir compte d'une stricte répartition des prérogatives entre lui-même et le chef de l'Etat qui avait également son mot à dire dans le choix des hommes appelés à composer le gouvernement.

L'arrivée de Jacques Chirac à l'Elysée a fait prendre conscience à tous ceux qui tiraient encore argument des ambiguïtés du scrutin de dimanche que celui-ci a modifié de fond en comble les données politiques sur lesquelles nous vivions depuis 1981. Le R.p.r. et l'U.d.f. n'ont obtenu qu'une courte majorité mais elle existe et si on ajoute à leurs voix celles du Front national, il y a aujourd'hui, du fait de l'effondrement du Parti communiste, dix points d'écart entre l'ensemble de la gauche et l'ensemble de la droite. C'est moitié moins que ce que les sondages indiquaient il y a encore quelques semaines mais c'est beaucoup plus que l'écart habituellement enregistré alors même que la droite l'emportait, par exemple en 1973, en 1974 ou en 1978.

Nous analysons dans les pages suivantes ce que signifient ces résultats pour chacune des grandes formations politiques. Retenons-en ici quelques caractéristiques.

La droite a donc gagné. Mais sa victoire, dont l'ampleur est très éloignée de ses espérances et même de ses certitudes si souvent affirmées, lui pose et lui posera bien des problèmes. Certes, une voix de majorité suffit pour gouverner, d'autant qu'il n'y a pas dans la nouvelle Assemblée nationale de majorité alternative, mais à condition que cette majorité soit unie et disciplinée. Elle proclame qu'elle le sera et dans l'immédiat on peut penser qu'elle serrera les rangs. Raymond Barre lui-même à qui sa virulente campagne contre la cohabitation n'a pas spécialement réussi, est obligé de se montrer prudent. Mais l'ancien Premier ministre ne constitue pas le seul ferment de division au sein de la nouvelle majorité et particulièrement de l'U.d.f. Ce n'est pas par hasard que Jacques Chirac voudrait recourir à la procédure des ordonnances pour mettre en œuvre certaines réformes prévues dans la plate-forme de l'ex-opposition. Parmi ces réformes, le retour au scrutin majoritaire, toujours annoncé comme prioritaire, pourrait d'ailleurs se révéler moins aisé que prévu dans la mesure où certains députés de droite qui ne doivent leur élection d'aujourd'hui qu'à la proportionnelle — c'est le cas notamment de plusieurs de ces « divers » si courtisés — y regarderont sans doute à deux fois avant d'accepter le changement du mode de scrutin.

Les dirigeants du R.p.r. et de l'U.d.f. comptaient sur une large marge de manœuvre qui leur aurait permis d'imposer leur volonté sans coup férir y compris au président de la République. Ils doivent maintenant avancer plus prudemment surtout s'ils maintiennent leur refus proclamé avant les élections de pactiser avec le Front national. De la fermeté de ce refus on aura d'ailleurs une idée précise dès ce vendredi avec l'élection des présidents des conseils régionaux puisque dans cinq régions au moins (Haute-Normandie, Picardie, Franche-Comté, Aquitaine et Languedoc-Roussillon) la droite ne peut l'emporter qu'avec le concours des élus du Front national.

A gauche aussi on se trouve devant une situation nouvelle du



Gamma

Laurent Fabius quittant l'Hôtel Matignon.



Pascal Lebrun

Jacques Chirac à sa sortie de l'Elysée, mardi dernier.

fait de l'écart qui s'est encore accentué entre le Parti socialiste et le Parti communiste. Il y a seulement huit ans, c'était aux législatives de 1978, que le P.s. a devancé pour la première fois le P.c.f. et encore n'était-ce que d'un peu plus de 1 %. Aujourd'hui les suffrages socialistes sont plus de trois fois plus nombreux que les suffrages communistes ce qui mesure crûment la progression des premiers, la chute irrémédiable des seconds.

Passant pour la première fois depuis les années trente au-dessous de la barre des 10 %, la Parti communiste est le grand vaincu de ces élections. Pendant toute la campagne « l'Humanité » a voulu faire croire que le P.c.f. regagnait du terrain par rapport aux européennes de 1984 qui avaient marqué un nouveau recul après celui de 1981. C'est le contraire qui s'est produit et les dirigeants communistes ne pourront pas tenir longtemps sur la seule explication qu'ils ont été capables de fournir depuis dimanche à savoir que « c'est la faute aux socialistes ». Déjà des hommes comme Pierre Juquin ou Marcel Rigout invitent leur parti à un examen de conscience pour éviter ce qui pourrait être à terme sa liquidation. Sans doute s'exprimeront-ils la semaine prochaine au Comité central où, pour la première fois, les arguments de Georges Marchais, Roland Leroy et autres Jean-Claude Gayssot pourraient être sérieusement battus en brèche.



Le Comité directeur du Parti socialiste se réunira quant à lui samedi dans une tout autre ambiance. Certes, et il ne faudrait pas l'oublier, nous avons perdu les élections et avec elles le pouvoir que nous détenions depuis cinq ans. Mais précisément, le fait d'approcher 32 % des suffrages après cinq ans de gouvernement dans les conditions les plus difficiles, ouvre au P.s. des perspectives complètement nouvelles. Il ne s'agit plus cette fois de recommencer une traversée du désert après un éphémère exercice du pouvoir. Les socialistes ont montré leur capacité de gérer, et de bien gérer, les affaires du pays. Avec 216 députés le groupe parlementaire socialiste sera le plus puissant de la nouvelle Assemblée et comptant dans ses rangs une cinquantaine d'anciens ministres, dont deux Premiers ministres, il disposera d'importants moyens pour mener la vie dure à la nouvelle majorité et pour faire obstacle à la volonté de celle-ci de détruire tout ce qui a été réalisé depuis 1981.

Le résultat obtenu dimanche, supérieur aux prévisions les plus optimistes, contribuera aussi à renforcer la cohésion du parti autour de son premier secrétaire Lionel Jospin à qui chacun est reconnaissant de l'exceptionnelle campagne qu'il a su mener à la fois à Paris et dans toute la France. La force nouvelle du Parti socialiste, son union, sa solidarité avec le président de la République sont des données déterminantes. Elles n'effacent pas le rapport de forces issu du scrutin du 16 mars. Elles en préparent d'autres. ●

Parti socialiste : Le meilleur

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

Paradoxe de la vie politique, c'est au moment où le Parti socialiste réussit le meilleur score de son histoire (31,5 %) qu'il retourne dans l'opposition. Pourtant en franchissant allègrement la barre des 30 %, il a réalisé l'objectif électoral qu'il s'était assigné. Il lui était difficile de faire mieux. Contrat rempli.

LE P.s. qui n'avait obtenu « que » 26 % au premier tour des élections présidentielles de 1981, sort donc renforcé de cinq années de gouvernement. Il a même opéré un redressement spectaculaire au terme de la législature puisque aux européennes de 1984 il était tombé à 20,5 %. Aujourd'hui, si la gauche n'a pas les moyens de rester au pouvoir ou de former une majorité alternative, ce n'est pas en direction du P.S. qu'il faut chercher la déficience. Mais plutôt du côté de la place du Colonel-Fabien. A gauche, à l'heure des comptes, le P.c. manque à l'appel.

En obtenant le 16 mars près de 32 % des suffrages le P.s. a confirmé sa position de premier parti de France.

Le Sud-Ouest demeure toujours le bastion socialiste. De même que le Nord - Pas-de-Calais. Les socialistes reculent dans certains départements du Midi-méditerranéen tout en regagnant du terrain dans les Bouches-du-Rhône où les pronostics les plus optimistes ne leur donnaient pas cinq élus. Phénomène encourageant, ils progressent sensiblement dans l'Ouest, en Normandie comme en Bretagne. Dans le Morbihan, le P.s. gagne trois points par rapport aux législatives de 1981 (1). Il fait également une poussée en Ille-et-Vilaine et obtient quatre députés dans le Finistère, où l'on n'en espérait raisonnablement que trois *(voir l'article de Jean-Yves Marrec).*

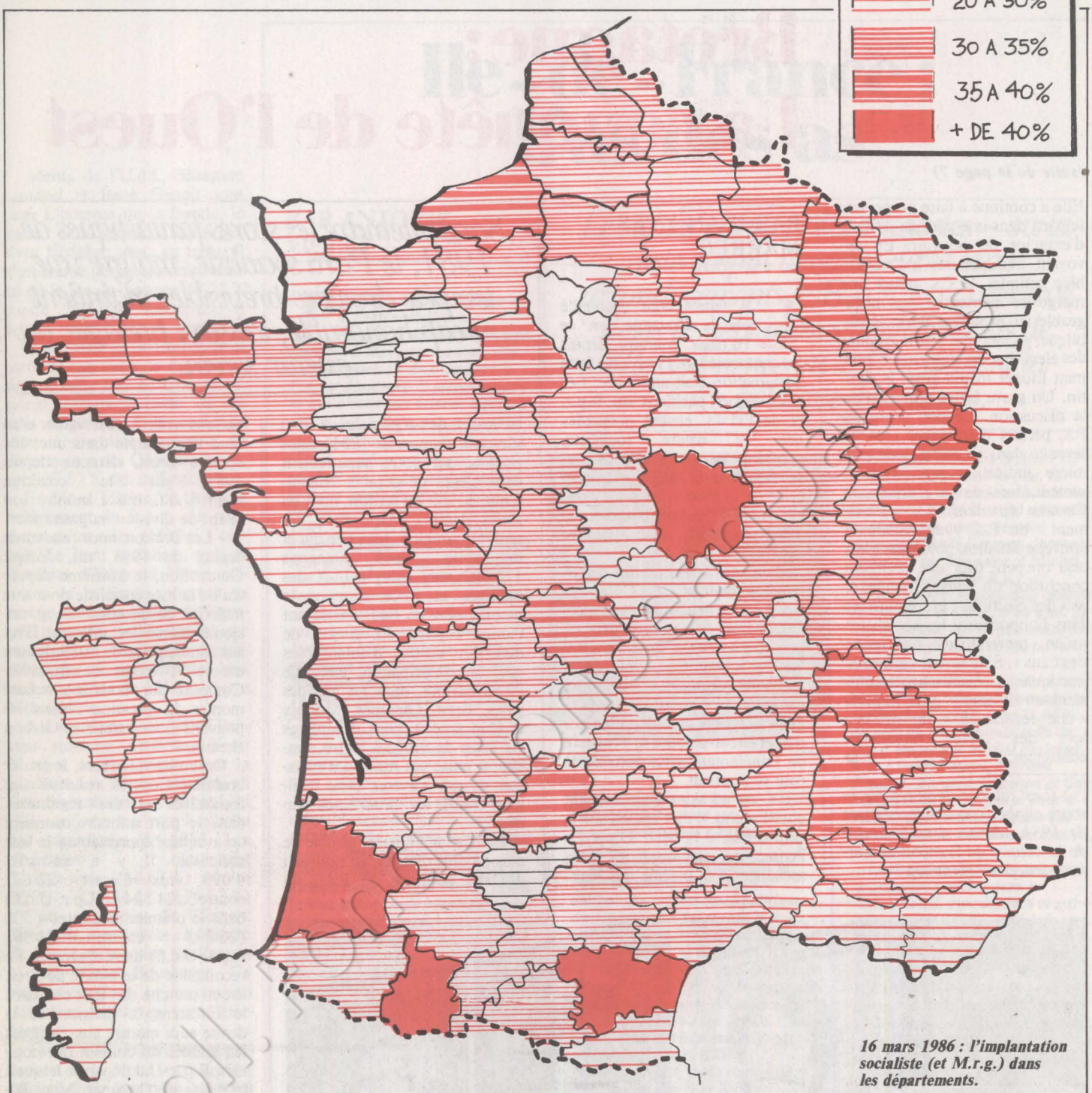
Enfin, le P.s. regagne du terrain dans les grandes villes. Par rapport au premier tour des présidentielles de 1981, il améliore son score de 2 % à Bordeaux, 3 % à Toulouse, 4 % à Lyon, 2 % à Marseille, 7 % à Lille et surtout 7 % à Paris *(voir l'article page 9).* A Rennes, le P.s. obtient à lui seul 45 %. « On peut envisager d'avoir la majorité absolue lors des prochaines municipales », constate-t-on fièrement à la fédération d'Ille-et-Vilaine. La droite connaît de grosses désillusions dans certaines municipalités conquises en 1983. C'est le cas à Grenoble, où Alain Carignon ne compte que mille voix d'avance sur la liste conduite par Louis Mermaz. « C'est la première défaite de Carignon », observent les socialistes locaux. A Nantes, comment ne pas voir dans la remontée des socialistes à 39 %, la condamnation de la gestion du maire Chauty ? Enfin à Brest, les socialistes font autant que les deux listes de la droite. Là aussi, le P.s. profite des dissensions spectaculaires du R.p.r. et de l'U.d.f. dont la gestion municipale fait les frais.

Au contraire, la crédibilité, constitue l'atout majeur du P.s. C'est pourquoi, au niveau national, il a bénéficié du « vote utile » à gauche. A l'heure du choix décisif, face à la droite, certains électeurs de gauche qui s'étaient réfugiés dans l'abstention lors des précédents scrutins, ont finalement apporté à nouveau leur soutien au P.s. Preuve d'une grande maturité politique. Devant le peu de perspectives proposées par le P.c. et les « petites listes », une frange de l'électorat communiste et écologiste, voire gauchiste, ont préféré se ranger sous la bannière du P.s. D'où la faiblesse du score des Verts, des trotskystes, et la poursuite du déclin du P.c.

Ces élections constituent un tournant pour le P.s. Pour la première fois, celui-ci apparaît nettement comme le seul grand parti de gauche, capable de capter à lui les diverses sensibilités progressistes du pays. D'ailleurs l'ouverture de ses listes à des personnalités extérieures s'est révélée un succès. Olivier Stirn, Huguette Bouchardeau, Henri Fiszbin, Henri Nallet et Alain Calmat ont été brillamment élus. Dans la Manche, où l'arrivée d'Olivier Stirn avait été vivement contestée, le P.s. obtient même deux sièges pour la première fois de son histoire. Dans le Doubs, les écologistes avaient renoncé à présenter une liste aux législatives, face à Huguette Bouchardeau. Preuve que lorsque les Verts sentent que leurs préoccupations peuvent être prises en compte, par les socialistes, ils n'hésitent pas à se prononcer pour le P.s.. Enfin, Henri Fiszbin, dans un ancien fief P.c., les Alpes-Maritimes, a accéléré le transfert de l'électorat du P.c. vers les socialistes. Mieux, pour la première fois, il démontre l'existence de solutions, de perspectives, pour les communistes en rupture de ban avec le P.c. L'intégration réussie de ces personnalités symboliques laisse en-



Le dernier meeting de Lionel Jospin dans son fief le XVIII[e] arrondissement de Paris.



16 mars 1986 : l'implantation socialiste (et M.r.g.) dans les départements.

visager, à terme, une ouverture plus profonde du P.s. aux différents courants qu'elles représentent.

La composition sociologique de l'électorat socialiste confirme la très large assise du P.s. Selon le sondage B.v.a.-Bull (« Libération » 18 mars), les ouvriers, les employés, les cadres moyens votent davantage pour le P.s. que pour la droite. Ils sont rejoints également par 30 % des cadres supérieurs. Enfin, 40 % des moins de 34 ans apportent leur suffrages aux socialistes. Le P.s. est donc doté d'une base électorale jeune, implantée dans toutes les couches de la société. Sa diversité constitue bien une force. A l'inverse du P.c., réduit à l'émanation — et encore très partielle — de la « classe ouvrière », le P.s. baigne dans l'ensemble du corps social. Il en est le reflet et se trouve donc bien placé pour en épouser l'évolution, alors que le Parti communiste paye à chaque élection son inadaptation croissante à la société. Après avoir conquis le pouvoir, puis l'avoir exercé, le P.s. est prêt à aborder une troisième étape. Celle qui doit l'amener à devenir « la grande force de gauche » que Lionel Jospin appelait de ses vœux au Congrès de Toulouse.

Son implantation sociologique et les résultats des élections du 16 mars constituent une excellente rampe de lancement pour y parvenir. Dans 28 départements, le P.s. dépasse 35 % de voix. L'objectif des 40 %, au niveau national, n'apparaît pas impossible à atteindre à terme. Faire fructifier son capital dans la perspective d'un retour au pouvoir en tant que « grande force d'alternance », tel est l'enjeu des prochains mois pour le P.s. Dans cette tâche les « locomotives » nationales ou locales socialistes auront certainement un rôle important à jouer. Lors des élections du 16 mars, leur participation a été décisive. Les scores des listes socialistes emmenées par Charles Hernu, Jack Lang, André Labarrère, Henri Emmanuelli, Jean-Marie Bockel, Edmond Hervé, Louis Mermaz, par exemple, en témoignent. Sans oublier Lionel Jospin qui, en plus de la campagne dynamique qu'il a menée dans l'ensemble du pays, a fait un tabac à Paris.

D'ailleurs la direction du P.s. sort renforcée de ces élections.

(suite en page 8)

Bretagne : La conquête de l'Ouest

(suite de la page 7)

Elle a continué à faire progresser le parti dans une période difficile d'exercice du pouvoir. En envoyant 212 députés à l'Assemblée national, le P.s. assure une marge de manœuvre non négligeable au président de la République. « Quel que soit le résultat des élections on débattra », affirmait Lionel Jospin avant le scrutin. Un grave échec aurait tendu la discussion. Le bon score du P.s. permet d'envisager plus de sérénité dans ce débat. Une première indication sera fournie, samedi, lors de la réunion du Comité directeur. Le « Parlement » du P.s. y appréciera la nouvelle situation politique. Mais déjà on peut tirer une première conclusion du nouveau contexte issu des élections : en retournant dans l'opposition, les socialistes « n'en reprendront pas pour vingt ans ». S'ils savent conserver leur unité, ils disposent de suffisamment d'atouts pour espérer « une reconquête » du pouvoir lors des toutes prochaines échéances. ●

(1) *Il est difficile de se référer au score euphorique des législatives de 1981, obtenu dans la foulée de la victoire de François Mitterrand aux présidentielles.*

PAR JEAN-YVES MARREC

Sans atteindre les scores fantastiques de 1981, le Parti socialiste, malgré une tempête droitière prévisible, maintient un cap honorable, laissant présager un avenir serein.

LE temps était ensoleillé sur la Bretagne, en ce 16 mars. Pourtant, depuis les cantonales de 1981, une forte perturbation était annoncée. Les états-majors parisiens du R.p.r. et de l'U.d.f. étaient persuadés que le navire socialiste, confronté aux dures réalités économiques d'un pays, jouant la carte de la modernité pour assurer sa survie industrielle dans le débat mondial, allait prendre eau.

Bien sûr, dans l'un des départements bretons, les Côtes-du-Nord, vieux fief de gauche depuis des lustres, le bateau a pris un peu de gîte. Mais, dans l'ensemble, la Bretagne a confirmé la tendance nationale. C'est-à-dire, une poussée socialiste notamment dans un département conservateur comme le Finistère où l'implantation du parti de la rose se poursuit.

« C'est un signe encourageant pour l'avenir », dit l'ancien secrétaire d'Etat à la Mer, Louis Le Pensec, qui conduisait les listes socialistes à la bataille des législatives et des régionales. « Bien sûr, par rapport à 1981, nous perdons sur notre département deux sièges de député. Aujourd'hui, au soir du scrutin, nous en avons quatre : Marie Jacq, Joseph Gourmelon, Jean Peuziat et moi-même. Nous obtenons 178 692 voix soit 38,11 % des suffrages et nous sommes le premier parti du Finistère devant l'union R.p.r.-U.d.f. Il y a de quoi être satisfait d'autant plus que la participation était de 79 %. Partout, dans les grandes villes, Brest, Quimper, Morlaix et Concarneau, nous devançons les listes de droite ? Notre message a porté ses fruits. La moisson devrait s'avérer bien meilleure dans les prochaines années. »

En effet, le Finistère semble de plus en plus réceptif, au nouveau discours politique du P.s. : du parlons vrai. L'observateur s'en rend vite compte dans une ville comme Brest, détenue depuis 1983 par la coalition R.p.r.-U.d.f., qui a montré son talent de division au grand jour.

« Les Brestois nous rendent le capital de 1981, dit, Joseph Gourmelon, le troisième député élu de la liste socialiste pour une majorité de progrès. Ils y ont ajouté même les intérêts. D'ici aux municipales de 1989, il aura encore le temps de fructifier. Comptez sur nous pour faire monter la pression. Nous ne pouvons nous arrêter en si bon chemin. »

On croit, volontiers, le leader brestois. Car les résultats des législatives et des régionales, dans le port militaire, donnent un avantage appréciable à la liste socialiste. Il y a en effet 4 099 voix d'écart (28 623 contre 24 524 R.p.r.-U.d.f.) dans le premier scrutin et 4 530 (26 093 contre 21 563 R.p.r.-U.d.f.) dans le second. La reconquête de la mairie de Brest est en marche. En tout cas, dans le Finistère, la division de la droite aura montré aux électeurs les réalités du combat des notables R.p.r.-U.d.f. parmi lesquels le maire de Quimper, Marc Bécam, qui a laissé la majorité des suffrages au P.s. dans sa ville, a été l'un des empêcheurs d'élire en rond. Il est le quatrième élu de l'opposition dans ce département.

Dans le département des Côtes-du-Nord le P.s. marque un léger recul avec la perte de trois sièges. Il en comptait cinq en 1981. Charles Josselin, secrétaire d'Etat aux Transports, et Didier Chouat, sont réélus à l'Assemblée nationale. Yves Dollo a échoué de peu (300 voix) pour le troisième siège des législatives, qui revient au parachuté, le R.p.r., Bertrand Cousin, l'homme d'Hersant. Les



Gamma

Yvette Roudy, Georgina Dufoix, Huguette Bouchardeau et Edith Cresson.

Le Parti qui aimait les femmes...

Heureusement que le parti socialiste existe. Pour des tas de raisons. Mais aussi parce qu'il a fait la part belle aux femmes sur ses listes. Un peu contraint et forcé parfois, mais le résultat est là : plus de 10 % des sièges pour les femmes dans la nouvelle Assemblée, contre 7 % en 1981. C'est-à-dire vingt et une élues. Au total 33 femmes sur 577 députés siégeront à l'Assemblée nationale, alors qu'elles étaient 28 en 1981 pour 491 sièges. Ce qui représente, en fait, une régression : le pourcentage d'élues passe de 5,9 % à 5,5 %. Avec 5 dames députés pour le R.p.r., 4 pour l'U.d.f., 1 pour le Front national, et 3 pour les communistes. A noter l'absence de deux candidates de marque : Gisèle Moreau (P.c.) et Marie-France Garaud, battues à Paris.

idents de l'U.d.f., Sébastien Couépel et René Genoit sont élus. L'homme de la fronde, le maire de Lannion, l'ex-R.p.r. Yves Nédellec, reste au tapis. Il n'est même plus majoritaire chez lui où le P.s. le devance 40,23 % contre 30,51 %. En 1989, il devrait payer cher son exploit.

Yves Dollo se consolera de la perte de son siège de député, en siégant cette fois au Conseil régional. Malgré la perte, de ces trois sièges, le Parti socialiste reste la première formation du département des Côtes-du-Nord, avec 37,87 % des suffrages.

En Ille-et-Vilaine, on assiste à l'effritement du R.p.r., qui n'arrache qu'un siège (Michel Cointat). Le Parti socialiste, sous la conduite d'Edmond Hervé, ministre de la Santé, poursuit sa percée dans une région de Bretagne marquée politiquement par le sceau du M.r.p. et, aujourd'hui, par la personnalité dans les campagnes de l'U.d.f. Pierre Méhaignerie.

A Dinard, dans le fief de l'ancien ministre gaulliste, Yvon Bourges, le P.s. passe, pour la première fois de son histoire, en tête des suffrages. A Rennes, la ville confirme son vote à gauche des municipales de 1983. Les socialistes obtiennent 34 826 voix (44,61 %) contre 20 797 à l'U.d.f. (26,62 %) « C'est un succès, dit Clément Théaudin, le troisième élu député du P.s. avec le maire de Rennes et Jean-Michel Boucheron. Ce résultat confirme la progression des idées socialistes dans l'électorat. »

Dans le Morbihan, un département où la droite est bien implantée avec des vieux notables comme l'ancien ministre de l'Intérieur, Raymond Marcellin, le Parti socialiste conserve ses deux sièges de députés. Le maire de Lorient, Jean-Yves Le Drian et Jean Giovannelli retrouvent donc le chemin de l'Assemblée nationale. Si la droite R.p.r.-U.d.f., obtient 171 149 voix (52,04 %), le P.s. augmente son score du premier tour des législatives de 1981 (35,66 %) en réalisant cette fois 39,16 %.

« A Vannes, par exemple, fief de droite, dit Jean Giovannelli, nous enregistrons un score de 34,56 %. Cela ne s'était jamais vu. Comme quoi, nous n'avons pas été mauvais, lors de notre passage au gouvernement. » ●

Ile-de-France : L'as des as

PAR ANTOINE VIOLET

Le succès parisien des socialistes – où la liste Jospin devance dans onze arrondissements le R.p.r. – se retrouve dans les sept autres départements de l'Ile-de-France où le P.s. devient la force politique principale.

PARMI toutes les régions où le Parti socialiste a enregistré dimanche de bons résultats il faut mettre au premier plan la région Ile-de-France où le P.s. est désormais le premier parti, ce qui n'était pas évident a priori.

A Paris même, les socialistes réussissent, contre toute attente, à obtenir le même nombre de sièges que le R.p.r., ce qui traduit une sensible remontée depuis l'échec des élections municipales de mars 1983. C'est à la fois le résultat d'une campagne dynamique et aussi sans doute la conséquence du fait que Jacques Toubon, chef de file des chiraquiens, n'a pas capitalisé sur son nom tous les suffrages qui auraient pu se porter sur Jacques Chirac lui-même qui avait préféré se représenter en Corrèze. Maire du XIIIe arrondissement, Toubon y est devancé par la liste Jospin qui arrive également en tête de toutes les formations dans dix autres arrondissements : les IIe, IIIe, IVe, X^e^, XIe, XIIe, XIVe, XVIIIe, XIXe et XXe.

Il s'agit donc d'un véritable rééquilibrage politique à Paris qui permet au P.s. d'avoir huit députés (Lionel Jospin, Paul Quilès, Georges Sarre, Michel Charzat, Edwige Avice, Gérard Fuchs, Gisèle Stievenard et Louis Moulinet) et quinze conseillers régionaux. Du fait même de l'effondrement du P.c. qui ne réussit pas à atteindre la barre des 5 %, le Parti socialiste demeure donc la seule force face à la majorité municipale, à laquelle s'ajoutent les deux élus du Front national dont Edouard Frédéric-Dupont, que Chirac n'a toujours pas démis de ses fonctions d'adjoint.

Ce succès parisien des socialistes se retrouve dans les sept autres départements d'Ile-de-France où les résultats sont partout supérieurs aux pronostics les plus optimistes. Là encore, le scrutin se caractérise par un recul sensible du Parti communiste, qui enregistre de nouveaux échecs dans plusieurs de ses anciens bastions de la petite couronne, naguère qualifiée de « ceinture rouge », et par un succès moindre que prévu de la droite parlementaire, grignotée partout par le Front national.

Les socialistes talonnent le R.p.r. dans les HAUTS-DE-SEINE (28,26 % contre 31,03 %) ce qui leur vaut quatre élus à l'Assemblée nationale (Philippe Bassinet, Georges Le Bail, Michel Sapin et Michel Margnes) et huit au conseil régional, soit autant que la liste R.p.r. conduite par Charles Pasqua.



Gisèle Stievenard. Pascal Lebrun

En SEINE SAINT-DENIS, le Parti socialiste, avec 29,13 %, devient la première force politique du département devançant le R.p.r. (22,39 %) et le Parti communiste (18,66 %) dont on remarquera que sa liste conduite par Jean-Claude Gayssot fait un moins bon score que celle des régionales menée par l'ancien ministre Jack Ralite. Ce résultat permet aux quatre députés sortant socialistes (Gilbert Bonnemaison, Claude Bartolone, Véronique Neiertz et Jacques Mahéas) d'être aisément réélus. Un cinquième siège a même été manqué de peu alors que le R.p.r. et le P.c. n'ont chacun que trois élus, l'U.d.f. et le Front national deux.

Même situation dans le VAL-DE-MARNE où la liste socialiste arrive largement en tête avec 28,79 %, ce qui lui permet, contrairement aux pronostics, d'enlever quatre sièges de députés (Joseph Franceschi, Laurent Cathala, Roger-Gérard Schwartzemberg et Paulette Nevoux) et sept au conseil régional, alors que le R.p.r. doit se contenter de trois sièges et que la liste communiste conduite par Georges Marchais, avec 15,95 % n'a que deux élus.

Gros succès socialiste également dans L'ESSONNE où la liste P.s. arrive très largement en tête, en dépassant la moyenne nationale du Parti, avec 32,84 % ce qui permet la réélection des quatre députés sortants (Claude Germon, Jacques Guyard, Yves Tavernier et Michel Berson) alors que le R.p.r. et l'U.d.f. doivent se contenter chacun de deux élus et le P.c. d'un seul. La liste socialiste fait un peu moins de voix aux régionales, ce qui lui vaut sept élus.

Quatre députés P.s. aussi dans les YVELINES où la liste conduite par Michel Rocard, avec 31,04 % devance de dix mille voix celle du R.p.r. menée par Michel Péricard. Avec Michel Rocard, Martine Frachon, Bernard Schreiner et Guy Molandain qui reviennent donc à l'Assemblée nationale tandis que huit socialistes sont élus au conseil régional.

La liste socialiste est également en première position dans le VAL-D'OISE avec 31,30 % ce qui lui vaut trois députés (Michel Coffineau, Alain Richard et Marie-France Lecuir) contre deux au R.p.r. et à l'U.d.f. et un seul au P.c. qui n'atteint pas 12 % dans ce département où il dépassait encore 22 % aux législatives de juin 1981.

Enfin en SEINE-ET-MARNE, la liste socialiste conduite par Alain Vivien réussit l'exploit, avec 30,62 %, de devancer de plus de 10 000 voix la liste R.p.r. d'Alain Peyrefitte. Les trois députés P.s. sortants (Vivien, Robert Le Foll et Jean-Pierre Fourré) sont donc réélus tandis que six socialistes entrent au conseil régional.

Au total, le Parti socialiste compte en Ile-de-France 34 députés (sur 99) et 65 élus régionaux (sur 197). Il sera au conseil régional le premier groupe politique, devançant le R.p.r. (57 élus), l'U.d.f. (32) et le Front national (23). Du coup, la droite parlementaire ne dispose plus de la majorité absolue dans cette Assemblée ce qui posera quelques problèmes à son président sortant le R.p.r. Michel Giraud quand il sera candidat ce vendredi à sa réélection.



Henri Fiszbin élu à Nice.

Sipa-presse

P.c.f.: Mortelle randonnée

Expliquer la déconfiture communiste par le « vote utile » en rejetant comme d'habitude la faute sur les socialistes ça ne marche plus. Au P.c. des voix commencent à s'élever pour que l'échec soit enfin clairement affronté.

PAR JEAN LIBERMAN

« LE P.c. a stabilisé son influence », écrivait sans frémir le rédacteur en chef de « l'Humanité » de lundi dernier, continuant de prendre ses désirs pour des réalités. Certes, si l'on compare le score communiste de dimanche – 9,8 % – avec celui des européennes de 1984 – 11,2 % – la baisse est faible et pas du genre de la « chute en torche ». En revanche, la comparaison avec les chiffres de 1978 – 20,5 % – des présidentielles de 1981 – 16,1 % – suivies des 11,2 % ci-dessus, on s'aperçoit qu'en perdant la moitié de ses voix en huit ans, c'est bien de déclin confirmé qu'il faut aujourd'hui parler. Voire de marginalisation historique quand on pense que le P.c. qui approchait les 30 % en 1946 est retombé au niveau des législatives de 1932 ; et, scandale plus

(suite en page 12)

Après nous le déluge !

Mais où diable sont donc passées les 2 millions de voix perdues en treize ans par le P.c.f. ? Certaines sont restées à gauche d'autres sont allées au diable... en l'occurrence au Front national.

PAR JEAN-PAUL LIÉGEOIS

LE P.c.f., électoralement parlant, est devenu un panier percé. Par rapport aux législatives de 1981 et aux européennes de 1984, son score du 16 mars 1986 est en chute libre : avec 9,79 % des suffrages exprimés, le P.c. français est pratiquement revenu à son niveau de 1924 : les 9,5 % qu'il atteignait péniblement quatre ans après sa fondation au congrès de Tours ! Il n'a plus que 35 élus à l'Assemblée nationale. Encore a-t-il évité le pire : si la proportionnelle n'avait pas été instaurée, si les législatives de 1986 avaient fonctionné sur le mode d'un scrutin majoritaire uninominal à deux tours (comme en 1981), le P.c.f. n'aurait eu que 9 députés au Palais Bourbon ! Mais où sont donc passées les voix communistes ?

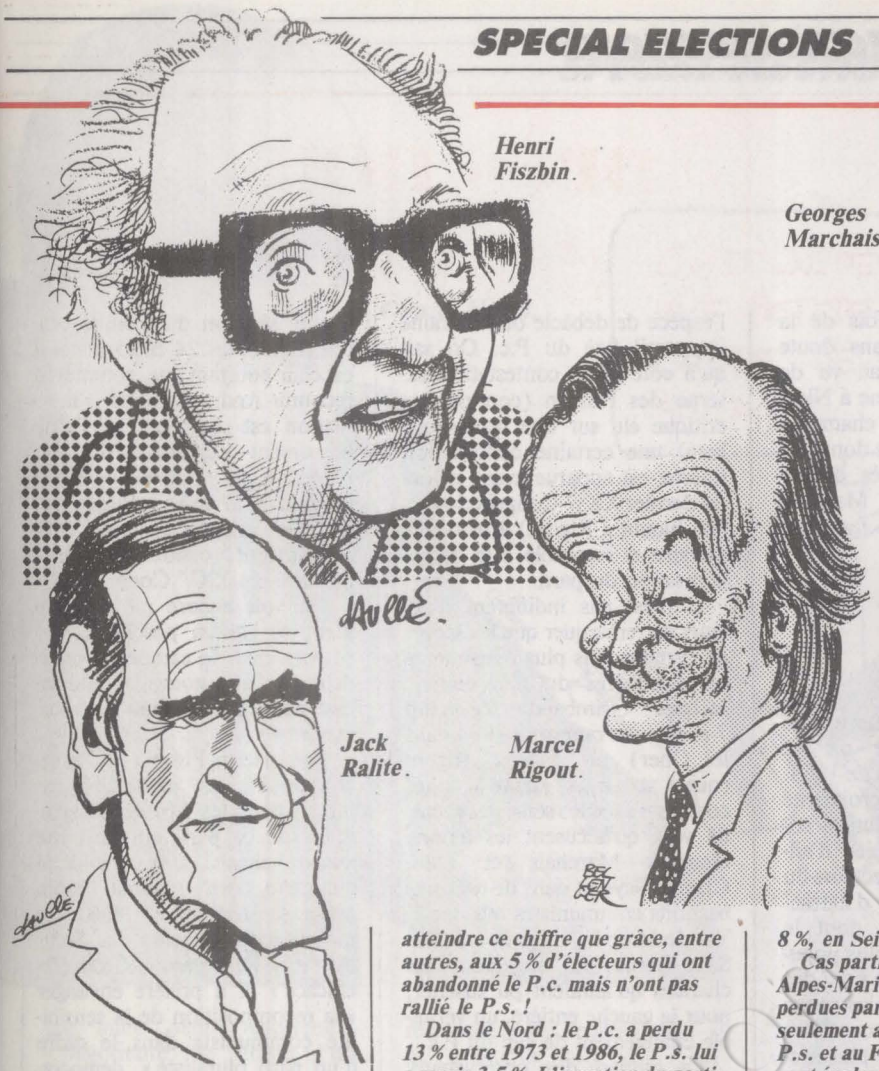
La direction du P.c.f. ne peut parler d'accident : depuis 1973, son déclin va s'accélérant. Les chiffres sont sans appel : 21,42 % des suffrages exprimés aux législatives de 1973 ; 20,61 % aux législatives de 1978 ; 15,34 % à la présidentielle de 1981 ; 16,12 % aux législatives de 1981 (embellie éphémère) ; 11,20 % aux européennes de 1984 ; 9,79 % aux législatives de 1986. En voix, c'est encore plus cruel : 5 085 108 en 1973, 2 724 381 en 1986. La moitié de ses électeurs ont abandonné le P.c.f. au cours des treize années passées. Mais où sont donc passées les voix communistes ?

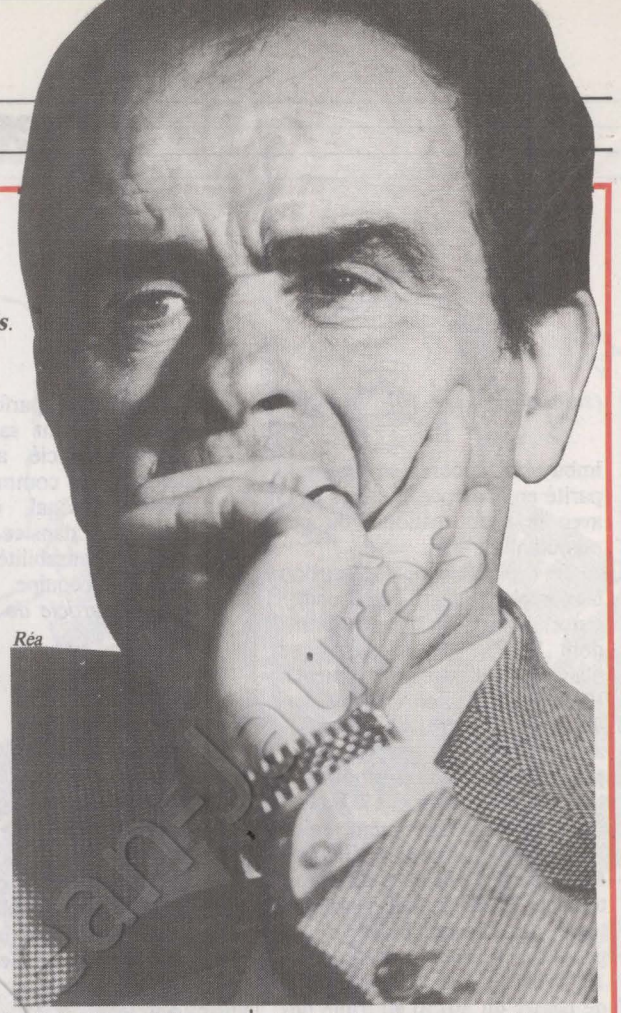
La dégringolade se manifeste tous azimuts. Dans les départements « mythiques » comme la Seine-Saint-Denis : 41,41 % des voix en 1973 ; 36,30 % en 1981 ; 21,84 % en 1984 ; 18,65 % en 1986. Ou comme les Hauts-de-Seine : 28,10 % en 1973 ; 20,10 % en 1981 ; 11,51 % en 1984 ; 10,75 % en 1986. Dans les circonscriptions « historiques », comme celle du « légendaire » Virgile Barel dans les Alpes-Maritimes : 25,68 % en 1973 ; 17,59 % en 1981 ; 11,71 % en 1984 ; 8,61 % en 1986. Dans les « places fortes » où, même sans avoir d'élu, le P.c. était indéboulonnable ; c'est le cas du Vaucluse : 23,87 % en 1973 ; 18,59 % en 1981 ; 12,81 % en 1984 ; 10,79 % en 1986. Dans les grandes concentrations urbaines aussi. A Paris : 17,89 % en 1973 ; 9,4 % en 1981 ; 6,16 % en 1984 ; 4,56 % en 1986. Dans les Bouches-du-Rhône : 32,75 % en 1973 ; 28,90 % en 1981 ; 17,90 % en 1984 ; 14,5 % en 1986. Mais où sont donc passées les voix communistes ?

Les voix, ça fait des élus. Mais, des élus, le P.c.f. en a de moins en moins. Prenons quelques exemples : 6 députés communistes dans le Pas-de-Calais en 1973, 2 en 1986. Dans les Hauts-de-Seine : 5 élus en 1973, 1 en 1986. En Seine-Saint-Denis : 8 élus en 1973, 3 en 1986. Dans le Gard : 3 élus en 1973, 1 en 1986. Dans le Nord : 6 élus en 1973, 4 en 1986. Dans le Val-de-Marne : 4 élus en 1973, 2 en 1986. Dans les Bouches-du-Rhône : 6 élus en 1973, 2 en 1986. A Paris : 7 élus en 1973, 0 en 1986. Mais où sont donc passées les voix communistes ?

Certaines voix communistes sont restées à gauche, d'autres sont allées à l'extrême droite. Démonstration suit : à partir des cas de sept départements où le P.c.f. était fortement implanté jusqu'au milieu des années soixante-dix.

Dans les Alpes-Maritimes, sur la période 1973-1986, le P.c. a baissé de 25,68 % à 8,61 % des suffrages ; parallèlement, le vote socialiste est passé de 10,90 % à 23,51 %. Même phénomène dans le Nord : le P.c. a chuté (de 26,94 % à 13,74 %) au bénéfice du P.s. (de 26,57 % à 30,01 %). Et dans le Vaucluse : un P.c. descendant (de 23,87 % à 10,79 %) au profit d'un P.s. montant (de 26,72 % à 30,11 %). Confirmation du processus dans trois départements de la région parisienne, dans trois bastions de ce qu'on appelait « la banlieue rouge » : l'Essonne, les Hauts-de-Seine et la





Seine-Saint-Denis.

Dans l'Essonne : en 1973, le P.c. était à 31,43 % ; en 1986, il est à 10,60 %. Pendant ce temps, la gauche socialiste est passée de 24,06 % à 32,84 %. Dans les Hauts-de-Seine : entre 1973 et 1986, le P.c. a dégringolé de 28,10 % à 10,75 % ; pendant cette période, les forces socialistes ont grimpé de 18,38 % à 28,26 %. Dans la Seine-Saint-Denis : parti de 41,41 % en 1973, le P.c. est tombé à 18,66 % en 1986 ; tandis que le P.s., sur la même durée, a progressé de 18,97 % à 29,13 %.

Dans les régions où la gauche socialiste a stagné, le P.c.f. ne s'est pas maintenu pour autant. C'est le cas dans les Bouches-du-Rhône : le P.s. était à 27,17 % en 1973, il plafonne à 25,90 % en 1986 ; mais, pendant ce temps, le P.c. a glissé de 32,75 % à 14,50 %. L'exemple des Bouches-du-Rhône souligne une évidence déjà démontrée par les six exemples précédents : toutes les voix perdues par le P.c. ne vont pas, loin de là, au P.s. Où vont-elles ? Le scrutin du 16 mars montre de dangereux transferts : du P.c. vers le Front national !

Dans les Alpes-Maritimes, en treize ans, le P.c. a perdu 17 % des voix ; le P.s. n'en a récupéré que 12 % ; déficit : 5 %. L'arrivée du Front national sur l'échiquier électoral en 1986 a fait baisser la droite traditionnelle de près de 10 points. Mais le Front national totalise 20,88 % ! Il n'a pu atteindre ce chiffre que grâce, entre autres, aux 5 % d'électeurs qui ont abandonné le P.c. mais n'ont pas rallié le P.s. !

Dans le Nord : le P.c. a perdu 13 % entre 1973 et 1986, le P.s. lui a repris 3,5 %. L'irruption du parti de Le Pen a fait perdre 1,5 % à la droite « démocratique ». Pour atteindre 11,35 %, le Front national a nécessairement bénéficié du transfert des voix des 9,5 % d'électeurs qui ont lâché le P.c. tout en se refusant à voter socialiste.

De même dans le Vaucluse : le P.c. a perdu 13 points sur la période 1973-1986 ; le P.s., lui, a progressé de 3,5 %. Dans ce département, le score du Front national atteint 18,08 % : 11 % ont été pris à la droite classique. Restent plus de 7 % qui ne peuvent venir que des électeurs perdus par le P.c.

Le Front national atteint un score record dans les Bouches-du-Rhône : 22,5 %. Comme par hasard, ici, en treize années, le P.s. n'a pas progressé et le P.c.f. a perdu 18,25 %. Les amis de Le Pen ont manifestement trouvé les voix dont ils avaient besoin de ce côté...

Confirmation de ces transferts en banlieue parisienne : partout où le P.c. a reculé, le F.n. a « fait un score ». Jamais les voix prises à la droite classique n'ont suffi. A chaque fois, les chiffres du Front national ne sont explicables que par l'addition des voix enlevées à la droite et des voix perdues par le P.c. depuis 1973 (mais non reconquises par le P.s.). Dans les Hauts-de-Seine 7 % de « voix communistes » sont allées à l'extrême droite, dans l'Essonne 8 %, en Seine-Saint-Denis 3 %.

Cas particulier : les Alpes-Maritimes. Là, les voix perdues par le P.c. ne sont pas seulement allées « à la pêche », au P.s. et au Front national. Elles sont également allées... à un communiste ! C'est-à-dire au premier communiste historiquement élu en dehors du P.c.f. : Henri Fiszbin, « communiste critique » soutenu par le P.s. On ne mesure peut-être pas encore bien la portée de l'événement : jusqu'à maintenant, les dissidents du P.c., oppositionnels de l'intérieur ou de l'extérieur, finissaient par s'égayer dans la nature, par disparaître politiquement. Cette fois un communiste a gagné, un communiste a été élu sur son identité de communiste mais en dehors de l'appareil du P.c.f. ! Cette élection symbolique annonce la « recomposition de la gauche » : un grand parti composite aux sensibilités multiples est à l'horizon ; le P.c.f. risque encore, par contrecoup, d'y perdre des plumes.

« L'effet Fiszbin » est confirmé à l'intérieur même du P.c. : la chute électorale des communistes est nettement moins dure dans les départements où ils ont présenté des candidats « rénovateurs ». Ainsi, en Haute-Vienne, l'ancien ministre Marcel Rigout, tout en se faisant réélire, a pu limiter l'hémorragie : chez lui, entre 1973 et 1986, le P.c. n'a perdu qu'un tiers de ces électeurs. Par contre, il en a perdu deux tiers dans l'Essonne où la fédération communiste s'est refusée à re-présenter Pierre Juquin. En Seine-Saint-Denis, on a également pu constater que Jack Ralite, tête de liste des régionales, a fait un meilleur score (20,54 %) que « l'homme de Marchais », Jean-Claude Gayssot, qui était tête de liste des législatives (18,66 %)... Ce type de « score conflictuel » est lisible dans d'autres départements comme la Meurthe-et-Moselle.

Le score des rénovateurs, le score d'Henri Fiszbin, les transferts des voix du P.c. vers le P.s. (ou vers l'extrême droite) et la part « d'abstentionnistes communistes » montrent que l'électorat potentiel communiste en France est loin d'être monolithique, loin aussi d'être insensible aux « événements extérieurs». A quelques-uns près, le noyau dur, quasi militant, qui « votera P.c.f. jusqu'au bout », les électeurs communistes sont des citoyens comme les autres : leurs motivations électorales sont fort diverses ; leur choix peut évoluer. Georges Marchais, pour reprendre ses propres termes, vient d'en faire « la triste et douloureuse expérience ».

La Hongrie, le refus de « déstaliniser » le parti français, mai 1968, la Tchécoslovaquie, la rupture répétée de l'Union de la gauche, l'Afghanistan, la Pologne, les droits de l'homme : depuis quelques décennies, le P.c.f. manque tous ses rendez-vous avec l'Histoire. Au bout du compte, il a fini par payer l'addition (très salée) de toutes ses erreurs et de tous ses errements : l'addition électorale. La direction du P.c.f. a désespéré la moitié des électeurs communistes. Il appartient au P.s. de faire en sorte que ces deux millions et demi de citoyens ne désespèrent pas définitivement de la gauche. Car là est le sens de l'Histoire...

(suite de la page 10)

imbuvable encore, se trouve à parité en audience et sièges (35) avec le Front national du peu ragoûtant Le Pen.

Ce phénomène d'érosion inexorable (malgré, en l'occurrence, un scrutin proportionnel dont le P.c. n'avait pas à se plaindre), s'illustre notoirement à Paris où le P.c. en tombant au-dessous de la barre de 5 % (4,56 % au lieu de 6,16 % en 1984) est privé, en dépit de ses espoirs, de tout député... tandis que le F.n. en obtient deux. De même qu'à Nice. De fait, le parti de Georges Marchais a reculé dans 82 départements. Et le résultat de sa stratégie de « rééquilibrage de la gauche » à son profit depuis 1978 n'a-t-il pas permis au P.s. de passer du 50/50 au triple des voix de son ex-partenaire ! Une stratégie mortifère donc que pourtant le P.c., à en juger par ses « explications » d'après scrutin, ne remet guère en question.

Accusé à nouveau « d'avoir ouvert la porte à la droite », le P.s., par son « chantage au vote utile » aurait de nouveau piégé une partie de l'électorat communiste, victime au surplus, comme d'habitude, de « l'anticommunisme effréné » de la campagne et des médias. Mais la dégradation du vote communiste et l'incontestable vote utile pour le P.s. ne procèdent-ils pas d'abord des péchés du P.c. ? En revenant à ses vieux démons par l'abandon du gouvernement d'union de la gauche – auquel il avait longuement participé – pour porter depuis, l'essentiel de ses coups contre le P.s., identifié absurdement à la réaction, le P.c. était tombé dans une alliance objective et contre nature avec la droite, contre le P.s., relevant de l'« Après moi le déluge ». Dès lors, son offensive tous azimuts contre la droite et le pouvoir de gauche, l'amalgame P.s.-droite, le renoncement enfin à toute perspective d'union, en évacuant toute alternative positive, poussait logiquement l'électeur au vote utile.

C'est donc une défaite purement politique que le P.c. vient d'essuyer. Et les conséquences néfastes de ce désarroi des électeurs communistes – compte tenu des accents chauvins du parti à la limite parfois de la xénophobie – ont sans doute également bénéficié, au vu de certains résultats comme à Nice, au Front national, champion « attrape tout » dans ce domaine. Lourdes responsabilités décidément pour l'équipe Marchais *(voir aussi l'article de Jean-Paul Liégeois).*

Plus rouge que vivant

Mais l'effondrement progressif du « glorieux » P.c. relève plus profondément comme on l'a noté dès les lendemains de 1968, de son inadéquation croissante avec une certaine évolution sociologique. Il semble bien d'ailleurs que si 48 % des électeurs du P.c. du 17 mars sont d'extraction ouvrière, le P.c. dont le propos est de plus en plus populiste, tende à se muer en parti des pauvres, des exclus, « plus rouge que vivant ». D'où le retour à des orientations de plus en plus sectaires rompant avec des traditions plus récentes d'ouverture intellectuelle.

L'archaïsme du discours idéologique va de pair avec l'éloignement avec les couches montantes de notre société. Réticent à affronter les défis de l'an 2000, comme la nécessaire modernisation technologique, la lutte pour l'unité européenne, le P.c. se réfugie ainsi dans la défense des vieux thèmes productivistes, de défense purement corporatiste du pouvoir d'achat, sans réflexion sérieuse sur la « flexibilité » de l'emploi, bref se sclérose. Cette approche périmée le fait décrocher de diverses couches sociales : cadres et nouveaux techniciens, employés de services, intellectuels de tous bords. Enfin, au plan extérieur, l'inféodation maintenue et constamment réaffirmée à l'U.r.s.s., l'incapacité de rompre un cordon ombilical de plus en plus compromettant, ajoutent à son rejet par l'opinion démocratique.

Moins d'un électeur communiste désormais sur dix : c'est un problème d'avenir aussi pour une gauche, aujourd'hui minoritaire et qui ne saurait se permettre d'ignorer la substantielle sensibilité communiste, que de savoir si et comment elle subsistera dans l'espèce de débâcle où l'entraîne l'appareil figé du P.c. On sait qu'à côté de la contestation externe des Fiszbin (communiste critique élu sur une liste socialiste) une certaine contestation interne est apparue avant et lors du dernier XXVe Congrès du P.c. (de Juquin à Rigout) à tendance unitaire et favorable à la démocratisation du parti.

Il n'est pas indifférent d'ailleurs de remarquer que les scores de certains élus plus rénovateurs ou populaires du P.c. comme Jacques Rimbaud (gagnant 7 points par rapport à 1984 dans le Cher) ou Marcel Rigout (quasi stable en Haute-Vienne) contraste avec les sensibles reculs de voix qu'accusent les ténors, Georges Marchais et Jean-Claude Gayssot dans de robustes bastions communistes tels que le Val-de-Marne ou la Seine-Saint-Denis. Ils suggèrent les chances qu'auraient pu susciter, pour la gauche entière, un véritable changement de cap du P.c.

La plupart des observateurs restent cependant sceptiques quant à la portée des remous que pourraient provoquer ces « déviationnistes » lors de la prochaine réunion du Comité central du P.c. les 24 et 25 mars. Il est clair pourtant que, comme l'a reconnu André Lajoinie, « la situation est difficile », et l'affaiblissement croisssant du P.c. rend plus aléatoire que jamais la reconduction de la politique flottante et anti-socialiste du rassemblement contre l'austérité prescrite au XXVe Congrès.

On voit encore moins comment se situera prochainement ce parti dans la campagne présidentielle, une nouvelle candidature de Marchais étant a priori exclue.

Pour Henri Fiszbin : « Le déclin du P.c. est irréversible car inscrit dans les rigidités structurelles de ce parti qui ne laisse aucune chance à la révolution culturelle dont il aurait besoin pour se rénover. » Mais « la mobilisation présente des déçus du P.c. » lui a paru « effective et efficace » et il préfère envisager « la recomposition de la sensibilité communiste dans le cadre d'un parti pluraliste », démocratique et d'alternance selon l'image que vient précisément de donner le P.s. Une autre révolution pacifique en gestation ? ●

Droite : Trois hommes et un couffin

Le R.p.r. et l'U.d.f. n'atteignent – de justesse – la majorité absolue qu'avec l'appoint des « divers droite ». C'est très loin de ce que leur donnaient les sondages et de ce qu'ils croyaient eux-mêmes acquis.

PAR MARTINE DUCOUSSET

LA Bastille à l'envers, ce sera pour une autre fois. Sages Champs-Elysées, tranquille avenue attendant, dimanche soir des vainqueurs qui ne sont pas venus. Le cœur n'y était pas les klaxons se taisaient. Comment fêter un succès au léger goût de défaite, comment clamer sa joie quand on a, certes, gagné, mais en perdant beaucoup ? Dur, dur, d'avoir espéré un formidable raz de marée, et de se retrouver porté par



Charles Hernu.

Gamma



Raymond Barre, vu par Daullé.

une toute petite vaguelette... Majoritaire, la droite l'est redevenue. Incontestablement. Mais pas si nettement qu'elle l'avait envisagé. En totalisant 42 % des suffrages, la coalition. R.p.r.-U.d.f. plus les « divers droite » obtient 291 sièges dans la nouvelle Assemblée nationale. Soit deux de plus que la majorité absolue. C'est un détail — même une majorité relative lui aurait permis de gouverner — mais c'est un détail qui compte. Un détail symbolique. Les Français se sont refusés à donner à l'ancienne opposition les pleins pouvoirs qu'elle réclamait.

Non franchement, la droite n'a pas de quoi pavoiser. D'ailleurs, elle s'est bien gardée de le faire. Fort mesurés dans leurs propos — mis à part Jean Lecanuet, qui a encore trouvé le moyen de se faire remarquer en réclamant la démission du président de la République —, les leaders du R.p.r. et de l'U.d.f. ont pris acte du résultat, et se sont déclarés prêts à gouverner.

Aucune virulence dans les propos, simplement cette constatation : c'est à notre tour maintenant. Jacques Chirac par exemple affirmait au soir du 16 mars : « La nouvelle majorité, consciente de la mission dont le peuple français vient de l'investir, se sent désormais responsable devant lui, sans sectarisme ni esprit de revanche, cela va de soi, responsable du redressement et de l'avenir de notre pays. » Son de cloche identique, chez Valéry Giscard d'Estaing : « Il faudra conduire une alternance ferme et raisonnable. Une alternance sans rancune et sans rancœur. »

Une droite pas revancharde, c'est nouveau. Et c'est tant mieux. Même si l'on se dit qu'une victoire moins étriquée aurait peut-être suscité quelques débordements de langage. Là, pas question. Il y a trop de motifs d'insatisfaction pour la majorité issue des urnes de dimanche dernier : un Parti socialiste trop puissant qui ne se laissera pas oublier, un Front national qui entre en force au Parlement — 35 sièges pour près de 10 % des suffrages — et avec qui il faudra compter, enfin un R.p.r. et une U.d.f. qui sont loin d'avoir accompli la percée souhaitée.

Un P.s. à plus de 31 %, c'est une sacrée épine dans le pied de nos dirigeants tout neufs. C'est le tiers de l'électorat, un tiers qu'aucun vrai démocrate ne peut se permettre de négliger. C'est aussi le parti du président, un président que les Français veulent voir rester à sa place. Et assumer, selon les termes mêmes de François Mitterrand, « les compétences de sa fonction ».

La droite ne pourra l'ignorer. Tout comme elle ne pourra faire l'impasse sur cette extrême droite qui lui a piqué bon nombre de ses électeurs. Et qui s'ingéniera à lui mettre des bâtons dans les roues, chaque fois que possible. Jean-Marie Le Pen existe, des millions de Français l'ont affirmé dimanche. Il entend que ça se sache.

Et ça se saura d'autant plus que les résultats du 16 mars n'ont pas été réellement très brillants pour le R.p.r. et l'U.d.f. Le R.p.r. est le premier parti de la nouvelle majorité, mais de justesse : 15 sièges d'écart seulement entre les deux formations — 145 pour le parti chiraquien, 130 pour l'U.d.f.. Une paille. Et puis, il y a la gifle de Paris, où le P.s., avec 8 députés, fait aussi bien que le Rassemblement de Jacques Chirac.

Sipa-presse



Valéry Giscard d'Estaing.

Désappointée au matin du 17 mars — elle se voyait déjà, dans la nouvelle Assemblée, avec 150 élus (1) —, l'U.d.f. ne fait cependant pas trop triste mine : le parti de Jean Lecanuet a pratiquement doublé ses effectifs,ce qui lui permet de parler d'égal à égal avec le R.p.r. Une jolie performance, pourtant considérablement dévaluée par ce qui apparaît comme l'une des surprises majeures de ce scrutin : le double échec de Raymond Barre. Echec personnel à Lyon, échec des listes qu'il parrainait.

Tonnerre de Lyon !

C'est tombé comme un coup de tonnerre dans la capitale rhodanienne : Raymond Barre, largement distancé par Charles Hernu, ne ravissait que d'un souffle la seconde place au R.p.r. Michel Noir. Là, ce n'est plus une gifle, c'est une grande claque douloureuse. La star incontestée des sondages a fait mentir les instituts. Barre promu trop tôt

(suite en page 14)

(suite de la page 13)

grand triomphateur des urnes, n'a obtenu que 3 sièges, privant ainsi l'U.d.f. des 2 autres députés qui lui semblaient acquis. Trois sièges aussi pour Michel Noir, tout heureux d'avoir damé le pion à son ennemi personnel. Et cinq pour le P.s. mené par Charles Hernu, un résultat qui a fait pâlir l'ex-Premier ministre de Giscard.

C'est sobrement que le député de Lyon a commenté son échec. Reconnaissant que les listes d'« Union des Républicains libéraux et sociaux » qu'il conduisait avaient « obtenu moins de suffrages qu'il ne leur était crédité ». Mais persistant et signant : « Nous restons tous attachés aux idées qui nous inspirent et nous poursuivrons notre action pour les défendre avec fermeté et ténacité. »

C'est peut-être un peu trop d'entêtement de la part du « meilleur économiste de France ». Car on ne peut pas dire que l'électorat conservateur l'ait suivi dans son acharnement anti-cohabitationniste. L'électorat conservateur n'aime pas les diviseurs. Dans les Yvelines, Christine Boutin, dissidente U.d.f. soutenue par Raymond Barre, n'a conquis qu'un seul siège, le sien. La dame avait prévenu qu'un tel cas de figure serait considéré par elle comme un désaveu. Même topo dans l'Ain, où Charles Millon, fidèle lieutenant du député de Lyon, n'a pu que se faire élire tout seul. Quant à Marie-France Garaud, spectaculairement soutenue par Raymond Barre à Paris elle a fait un grand flop. Se contentant, avec ses 2,5 % de voix, d'embêter sérieusement ses petits copains du R.p.r. et de l'U.d.f.

Barre trébuchant à Lyon et ailleurs, c'est une bonne nouvelle pour Jacques Chirac. Un groupe barriste suffisamment puissant aurait pu faire des dégâts... Mais la droite n'est pas pour autant sortie de l'auberge. Parce que sa majorité absolue, elle ne l'a obtenue qu'avec l'appoint de ces fameux divers droite qu'on retrouve systématiquement à chaque élection *(voir encadré page 21)*. Cette fois, ils sont au nombre de treize. Treize qui, s'il leur venait un jour l'envie de contester, pourraient bien se poser en empêcheurs de gouverner en rond.

Majorité absolue, majorité bâtarde. D'accord, en face, il n'y a pas d'autre majorité susceptible de contrer celle de droite. Il n'empêche. La victoire obtenue par le R.p.r. et l'U.d.f. n'est pas une victoire qui leur laisse les mains entièrement libres. On le verra dès ce vendredi lors de l'élection des présidents des conseils régionaux : pour cinq d'entre eux, le Front national se trouve en position d'arbitre. Alliance ou pas alliance ? On le verra plus tard, quand il s'agira de prendre des décisions ou de voter des lois. Les Français alors, pourraient bien demander des comptes.

(1) *« Le Figaro » d'Hersant s'est ridiculisé samedi en publiant à un million d'exemplaires ses « ultimes pronostics ». Il donnait 334 sièges à la coalition. U.d.f.-R.p.r. (elle n'en a que 291) et 174 au P.s. (qui atteint le chiffre de 215).*

Front national : Affreux, sales et méchants

C'est la plus mauvaise surprise sortie des urnes : le Front national a désormais trente-cinq représentants à l'Assemblée nationale.

PAR PIERRE-YVES POINDRON

LA France de la peur, la France de la haine, la France frileuse et étriquée s'est exprimée : un électeur sur dix a voté Front national. Sans doute le parti de Le Pen, mis à part dans quelques départements comme les Bouches-du-Rhône, ne retrouve-t-il pas le niveau qu'il avait atteint aux élections européennes... mais ce recul de 1,15 point est une maigre consolation. Il s'est trouvé 10 % du corps électoral pour juger que les harangues de Jean-Marie Le Pen constituaient un programme décent pour la France.

Un seul précèdent depuis la guerre : la vague poujadiste qui envoya en 1956 une cinquantaine de députés à l'Assemblée nationale dont déjà Jean-Marie Le Pen. Le parallèle s'arrête là. Le mouvement poujadiste était corporatiste, puisait dans la France rurale et commerçante. Le Front national a misé sur les réflexes sécuritaires et racistes et a fait une percée essentiellement dans les zones urbaines.

Sans doute y a-t-il, parmi les électeurs du Front national, un

Vote "beur" : Les inconnus dans la maison

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

UNE catastrophe. A laquelle on s'attendait quand même un peu. Ainsi se résument les premières réactions, à chaud, dans les milieux des antiracistes et des jeunes issus de l'immigration. Avec une première évidence : « Le Pen ne concerne pas que les Mohamed. » Et Samia, animatrice à Radio Beur, répète : « C'est l'affaire des libertés, de la démocratie. L'affaire de tous. »

Le phénomène Le Pen s'est nationalisé. N'y échappent que les régions rurales, traditionnellement de droite et catholiques. Comme le dit Harlem Désir, « dans ce processus de métastase cancéreuse, nous sommes confrontés à une vraie force réactionnaire, qui se stabilise, pas seulement à l'expression épidermique d'un mécontentement ». Le discours du Front national porte, auprès de ceux qui refusent les transformations de la société et se réfugient dans une idéologie d'exclusion, le mythe d'un retour à l'âge d'or.

L'entrée en force de l'extrême droite à l'Assemblée inquiète donc doublement, pour ce qu'elle révèle des comportements politiques des Français et pour ce que son institutionnalisation risque de lui donner comme tremplin à la propagation de ses idées.

D'où la volonté de S.o.s. Racisme : « Il faut constituer autour du Front national un cordon sanitaire en refusant avec lui toute tractation. Sans dérogation. Sinon, en fonction des déstabilisations qu'il peut provoquer, on risque d'accepter d'autres dérogations », explique Harlem Désir. « Question d'honneur et de principe ». S.o.s. Racisme va demander à tous les élus de signer la promesse de ne jamais adopter un texte venu des lepenistes. Avec quel succès ?

Olga Najgeborn, de la revue « Accent multiple », va plus loin : « On ne peut plus se contenter d'une position de refus, d'un antiracisme éthique. Il faut articuler cette révolte démocratique et morale avec des propositions politiques, en termes de rapports sociaux, de gestion quotidienne, de problèmes de logement, de police, de chômage... »

Faire de la politique, oui mais comment ? S.o.s. Racisme compte poursuivre son travail de proposition, autour de sa charte, pour que l'accès à la nationalité française soit facilité, que le vote des immigrés dans les élections locales soit possible, que la création culturelle des jeunes soit encouragée, que les associations trouvent des débouchés dans la vie locale, qu'une Haute Autorité soit créée pour réfléchir à ces problèmes... « Il faut lutter contre le découragement, soutient Harlem Désir. Les formations politiques doivent mettre le grand braquet pour combler l'écart qui les sépare



vieux socle d'extrême droite pétainiste, recouvert un temps par la marée conservatrice des années soixante, caché au C.n.i.p. ou dans d'autres divers droite... Mais le vivier n'est pas assez fourni pour expliquer la percée. Tixier-Vignancour en 1965 ne dépassait pas les 5 % des voix. La nostalgie n'explique pas tout, sinon à quoi attribuer le relatif succès du Front national chez les jeunes de 15 à 18 ans dont une enquête révèle que 11 % d'entre eux auraient voté pour les listes Le Pen.

Il y a donc à cette montée de l'extrême droite d'autres raisons. Les électeurs de Jean-Marie Le Pen ont délaissé leur appartement blindé et cadenassé pour se rassurer dans l'isoloir en votant pour un homme qui leur promet des lendemains policiers. Le thème de la sécurité, remué, monté en épingle par Le Pen — mais pas seulement par lui — a été payant. Et payant pour lui seul, même si certains ténors de la droite classique ont cru de bon calcul d'entonner le même refrain. A travers ce vote de la trouille, c'est une partie de ce qu'on appelait « la majorité silencieuse » qui s'exprime, avec cette même méfiance pour les partis, cette même suspicion pour les débats d'idées et les programmes politiques qu'hier Poujade et son « Sortez les sortants ». « Tous les mêmes » on connaît le refrain du Café du Commerce. La démocratie a tout à y perdre... Mais force est de constater que cette méfiance a été entretenue par certains seconds couteaux des partis de droite lorsqu'ils se sont livrés à une surenchère de démagogie. Cette démagogie se retourne contre eux... juste retour de manivelle.

Le thème sécuritaire n'explique pas tout. L'examen des chiffres est plein d'enseignements. Les listes du Front national enregistrent les meilleurs scores dans les zones urbaines, particulièrement les banlieues et dans les régions industrielles traditionnelles où l'on votait autrefois communiste *(voire l'article de Jean Paul Liégeois).* Les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne, le Val-d'Oise figurent parmi les départements où les listes du F.n. atteignent un pourcentage supérieur à sa moyenne nationale. Le phénomène était déjà frappant lors des dernières consultations électorales. Il s'est étendu. Pour tout dire, il s'est homogénéisé et c'est là un phénomène auquel il faut prêter attention.

Les « thèmes » du Front national mordent sur toute une frange de la population, secouée par la crise et le chômage. Un électorat de « sans-espoir », prompt à évacuer ses rancœurs sur un bouc émissaire — les immigrés — et qui veut croire aux lendemains qui chantent. Ceux-là sont indifférents aux bons indices économiques qui viennent trop tard et dont les fruits pour eux restent lointains, mais n'investissent plus leur confiance dans les partis de la droite classique ni dans le P.c. Et l'on peut se demander si les propos outranciers sur une France prétendument à la dérive n'ont pas exacerbé ce « désinvestissement ». Les attaques sans mesure de la droite classique et du P.c. n'ont en définitive servi que Le Pen. L'espoir perdu ou déçu, ne restent que les fantasmes et les craintes.

Troisième composante de l'électorat Le Pen : les rapatriés. C'est particulièrement net dans les départements du Midi où ils se sont installés : le Var, le Gard, les Pyrénées-Orientales où Pierre Sergent, ancien chef militaire de l'O.a.s., condamné et gracié depuis, a été élu ; le Vaucluse, autant de départements où les rapatriés ont constitué une force d'appoint pour le Front national. Et ce en dépit des efforts faits lors de la législature écoulée pour panser les blessures.

Parallèlement à une montée du F.n. dans les zones urbaines ou dans le Midi on note une stagnation de ce parti dans les départements ruraux. Le F.n. connaît ses plus médiocres résultats dans les départements comme la Mayenne, la Charente, l'Indre-et-Loire, les Deux-Sèvres, la Vendée, départements situés traditionnellement à droite, mais où Le Pen joue finalement les trublions et introduit le désordre, départements où le catholicisme est demeuré vivant et où les autorités ecclésiastiques sont encore écoutées de leurs ouailles. Le Pen et ses amis n'ont pas réussi à persuader ces électeurs-là qu'ils partageaient les mêmes valeurs. Sans doute parce que Le Pen a bien du mal à faire croire qu'il est porteur de valeurs.

Son électorat est bien plus un électorat de mécontents que de convaincus, un électorat du refus que de propositions. L'expression *a contrario* d'une société en mutation. Dans ce cas, on peut peut-être parler de « feu de paille » comme le fut à la fin des années cinquante le mouvement Poujade, lequel du reste a appelé à voter socialiste aujourd'hui, comme déjà en 1981.

Quoi qu'il en soit, le Front national a trente-cinq représentants à l'Assemblée nationale et demeure l'arbitre dans cinq conseils régionaux. On verra si la droite classique fera ou non alliance avec le parti du désespoir... Si oui, ce sera bien la preuve qu'elle n'est guère porteuse du renouveau qu'elle prétend apporter... ●

des jeunes. C'est-à-dire qu'elles parlent d'enthousiasme, de créativité, de respect de l'autre. »

Faire de la politique, c'est aussi voter. Les campagnes de sensibilisation pour que les jeunes issus de l'immigration s'inscrivent sur les listes électorales n'ont pas donné de résultats spectaculaires. En tout cas pour l'instant. Surtout parce que la peur de l'assimilation prime encore alors que les luttes électorales n'ont guère de réalité concrète.

Une exception remarquable, pourtant, à Marseille. Camel Adjina, qui s'est retiré en faveur du P.s. après avoir tenté de présenter sa propre liste, estime qu'environ 35 000 jeunes issus de l'immigration se sont inscrits sur les listes dans les Bouches-du-Rhône. Cela après deux campagnes de sensibilisation. Résultat, alors que ses positions s'effritaient depuis plusieurs années, le P.s. a eu la divine surprise de compter cinq élus aux législatives. Son score inférieur aux régionales (25,1 % au lieu de 25,9 %) renforce cette analyse : les jeunes qui ont voté ont d'abord voulu faire barrage à la droite. Quelques coups de sonde en banlieue parisienne, à Levallois, à Clichy, en Seine-Saint-Denis, confirment ce choix plutôt favorable du P.s.

Preuve d'une indiscutable maturité politique, alors que les socialistes ont plus d'une fois déçu des beurs, par exemple en refusant certains antiracistes sur leurs listes.

Camel Adjina juge les résultats marseillais « de bon augure pour les prochaines échéances, en particulier municipales », et ne cache pas son désir d'être élu en compagnie des socialistes en 1989. « Toutes les autres communautés sont représentées au conseil municipal, pourquoi pas nous ? »

Car l'autre voie d'engagement possible consiste à créer carrément un nouveau parti, une force qui profite de ce que les jeunes se reconnaissent rarement dans les partis traditionnels.

Nous en sommes encore loin. « Nous n'avons aucune vocation à devenir une alternative politique », affirme Harlem Désir. Mehdi Lallaoui, ultime candidat resté en lice, n'a recueilli que 0,46 % des voix aux régionales dans le Val-d'Oise. Et les propositions de Camel Adjina pour que s'établissent des liens entre tous les candidats « 2e génération » sur le territoire n'ont rencontré aucun écho. Mais, d'ici à deux ans, il pourrait couler pas mal d'eau sous les ponts des jeunes antiracistes défenseurs d'une société plurielle.

Vote des jeunes : Marianne de ma jeunesse

Les jeunes font plus confiance à la gauche qu'à la droite pour tenter de résoudre les problèmes économiques et sociaux de l'heure. Ils ont donc voté majoritairement pour le P.s. même si 11 % d'entre eux choisissent le Front national.

PAR PHILIPPE MAQUAT

SELON un sondage « sortie des urnes » réalisé par l'Institut Louis Harris pour le compte du « Parisien libéré » et de « l'Evénement du jeudi », les jeunes âgés de 18 à 24 ans ont voté à 31 % en faveur du Parti socialiste dimanche, la coalition R.p.r.-U.d.f. n'ayant recueilli que 27 % des voix de cette tranche d'âge. Un sondage qui confirme les très nombreuses enquêtes faites avant les élections sur le vote des jeunes et qui s'accordaient toutes à reconnaître une nette préférence de leur part pour les candidats socialistes.

Publié le 5 mars dernier, un sondage Ipsos-« le Monde »-« France-Culture » permettait, en effet de constater que 43 % des étudiants se sentaient proches du Parti socialiste, le R.p.r. et l'U.d.f. arrivaient en deuxième position, mais loin derrière avec seulement 12 % d'avis favorables pour chacune de ces deux formations.

Enfin une enquête très complète effectuée le mois dernier par « l'Etudiant » auprès des 15-25 ans donnait également 32 % d'intentions favorables au P.s., le R.p.r. et l'U.d.f. faisant toutefois meilleures figures avec chacun 21 % des suffrages exprimés. Cette remontée des partis de droite peut s'expliquer par le fait que l'enquête de « l'Etudiant » a pris en compte une tranche d'âge plus large qui va des lycéens au étudiants, les premiers se révélant, selon l'analyse du mensuel, nettement plus conservateurs que les seconds. Une explication à cela : l'influence familiale qui s'exerce bien sûr davantage sur les lycéens que sur les étudiants.

Il n'en demeure pas moins qu'une simulation de vote effectuée peu avant les élections de dimanche dernier dans seize classes de lycées parisiens et périphériques ne confirmait pas le réflexe conservateur des lycéens. L'enquête réalisée à ce propos par « le Matin » montrait en effet qu'à Epinay, Seine-Saint-Denis, les 360 votants du lycée choisi donnaient une large majorité au Parti socialiste. La liste conduite par Gilbert Bonnemaison — député-maire d'Epinay il est vrai — recueillait 130 suffrages et devançait nettement celle conduite par le candidat du R.p.r. Roger Pandraud pour la simulation des législatives. Idem pour Jacques Maheas tête de liste socialiste aux élections régionales. Des résultats similaires furent par ailleurs enregistrés au lycée Léon-Blum de Créteil et au Lycée Gabriel-Fauré de la porte de Choisy à Paris.

Toujours est-il que ces quelques nuances inévitablement constatées d'une enquête à l'autre, ne résistent guère au sondage Bull-B.v.a. publié mardi par « Libération ». Il ressort en effet de celui-ci que la base électorale socialiste est, sans contestation possible, jeune. Le P.s. a en effet recueilli dimanche 40 % des suffrages de la part des moins de 34 ans ! En outre ce sont, toujours selon le sondage Bull-B.v.a. les électeurs dotés d'un niveau d'instruction supérieure, qui, furent les plus nombreux à voter

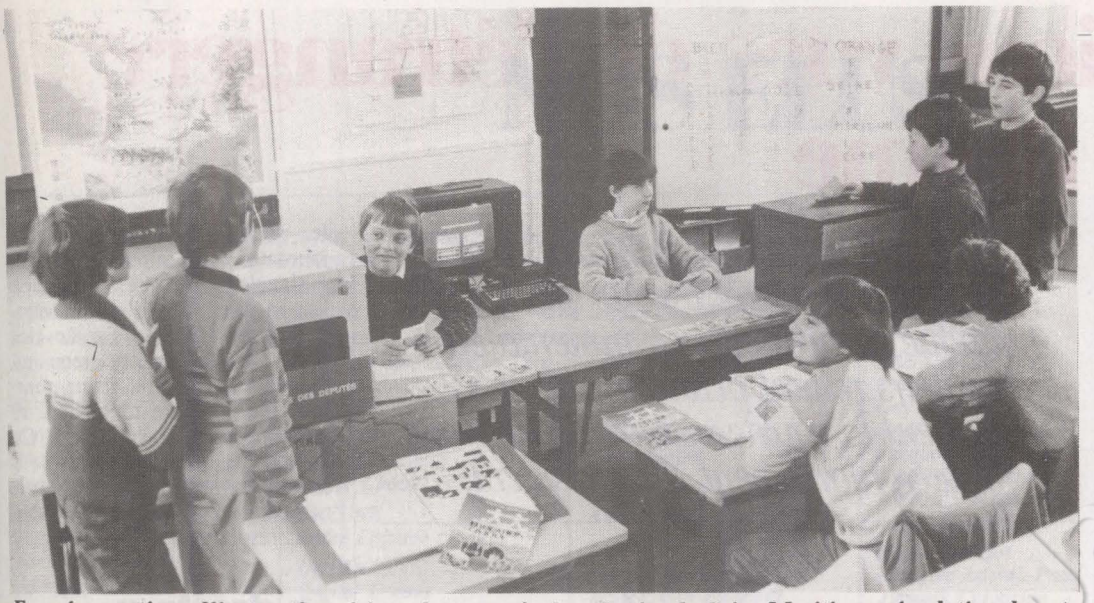
Pôles de conversion : La guerre est finie

PAR CLAUDE JADOUL

« LA Saône-et-Loire « fait » toujours deux point de plus que le score national », commence par expliquer Maurice Mathus, ancien suppléant de Pierre Joxe à l'Assemblée nationale. Pari tenu le 16 mars : avec 33,96 % sur le département, le P.s. local a amélioré ce « plus » traditionnel d'un demi-point supplémentaire. Résultat immédiat : la réélection de Jean-Pierre Worms, le troisième homme de la liste socialiste. 33,96 % en 1986 contre 28,19 % au premier tour de l'élection présidentielle de 1981 — un plus de près de six points —, il « faut le faire » ! Ce beau succès se confirme y compris sur le pôle de conversion de Creusot-Loire. Voilà qui est plus surprenant. Au Creusot la liste P.s., conduite par Pierre Joxe, remporte 38,19 % des suffrages. Et le P.c. fait mieux que la moyenne du département : 10,05 % contre 8,52 %. Malgré la crise, la gauche tient. Curieux paradoxe. Maurice Mathus explique : « Il y a eu un énorme investissement personnel d'André Billardon et de la municipalité du Creusot, un vrai travail de terrain. » Un exemple : le président sortant du groupe socialiste à l'Assemblée nationale a tenu rien moins de 115 réunions publiques durant cette campagne électorale. Et il pouvait s'appuyer sur des « biscuits ». « Le problème de la reconversion de Creusot-Loire a été traité sur le fond. » L'implantation de la Snecma — 350 emplois futurs de haut niveau — n'y est pas pour rien. Tout comme la création de petites entreprises. « Elles vont tirer Le Creusot de la mono-industrie », explique Mathus. Toute proportion gardée, le résutat est pourtant moins bon à Chalon-sur-Saône et Montceau-les-Mines qu'au Creusot-Ville, l'un des triangles du pôle de conversion. Sans doute « parce que la reconversion de la houillère de Monceau-les-Mines n'a pas été traitée sur le fond comme à Creusot-Loire. » Et, à Chalon, fief de la gauche pendant cinquante-six ans, la droite reste majoritaire malgré le bon succès du P.s. (34,08 %). En cause : « Le laminage du P.c. ; il n'y a plus de réserves à gauche. »

Réserves ou pas, la situation est plus préoccupante dans les autres pôles de conversion, malgré la bonne tenue des socialistes. En règle générale, tous ces départements « font » moins bien que la moyenne nationale. C'est le cas de l'Allier (26,5 %), du Var (24,14 %) et de la Moselle (27,29 %), parmi d'autres. Sur les pôles de conversion, les chiffres chutent encore. C'est le cas pour Montluçon (Allier) où le P.s. reste devancé par le P.c.f. : 28,97 % à Lajoinie contre 24,72 % à Jean-Michel Belorgey. A La Seyne-sur-Mer, le paysage électoral reste, de toute évidence, marqué par la crise des chantiers navals. Le P.s. n'atteint que 20,16 % sur ce site (contre 24,14 % dans le département). Mais, en revanche, le P.c. puise largement dans ce mécontentement. Ici, Danielle de March, la candidate communiste « fait » 20,16 % contre 10,30 % pour l'ensemble du département, soit le double.

Autre cas-test : la Moselle. Grosse surprise à Thionville : le P.c.f. qui avait réussi à conserver la municipalité, après l'annulation des municipales de 1983, vient en quatrième position derrière le R.p.r., le P.s. et le Front national. Il « pèse » aujourd'hui 9,5 % contre 28,03 % au P.s. Ce sera dur en 1989 ! Pourtant Thionville, durement touché par les retombées de la crise de la sidérurgie a mieux voté pour le P.s. que l'ensemble du département (28,03 contre 27,29 %). Serait-ce que, là aussi, l'espoir renaît après le rude choc des restructurations industrielles ? En Moselle, l'avance socialiste par rapport au premier tour des présidentielles de 1981 est moins forte qu'ailleurs : ici on n'a gagné qu'un peu plus d'un point en cinq ans contre cinq points et demi, score national. Tout est relatif, bien sûr. N'empêche : çà et là les plaies ne sont pas encore totalement cicatrisées dans la majorité des pôles de conversion. Mais le P.c. n'en tire pas profit.



Exercice pratique d'instruction civique dans une école primaire de Seine-Maritime : simulation de vote le 11 mars dernier.

socialiste. Conséquence directe : 41 % des étudiants ont effectivement opté pour le P.s. dimanche, contre 43 % pour la coalition U.d.f.-R.p.r. De son côté le P.c. n'a été choisi que par 4 % de ces mêmes étudiants.

Une chose est sûre qui est tout sauf une surprise : la préoccupation dominante des jeunes de 1986 est constituée par le chômage. Les 15-25 ans consultés par « l'Etudiant » le place nettement en tête de leurs préoccupations (28 %) devant les questions relatives aux droits de l'homme (17 %) et à l'immigration (13 %). Une angoisse du reste partagée par l'ensemble du corps électoral si l'on se réfère aux nombreux sondages effectués avant les élections sur les thèmes de la campagne. Or ce problème du chômage et surtout celui de ses difficiles solutions rejaillit inmanquablement sur l'image des hommes politiques, laquelle n'est pas bonne dans l'esprit des plus jeunes surtout.

Une certaine raison de vivre

« Ils sont plus politiciens qu'efficaces » : c'est ce qui ressort du sondage de « l'Etudiant ». Ce qui fait dire à Gilbert Bonnemaison député-maire d'Epinay : « Les jeunes ont besoin de perspectives édifiantes, crédibles et porteuses d'une certaine raison de vivre. »

Il n'en demeure pas moins que la panoplie de mesures prises par la gauche en faveur de leur insertion sociale et professionnelle n'ont pas été sans effet, le P.s. ayant par ailleurs convaincu de voter en faveur de ses listes 38 % des jeunes qui ne votaient pas en 1981.

En fin de compte les jeunes font plus confiance à la gauche qu'à la droite pour tenter de résoudre les problèmes économiques et sociaux de l'heure. 61 % des 15-25 ans sondés par « l'Etudiant » estiment en effet que la droite ne fera pas mieux que la gauche pour atténuer dans l'Hexagone les effets d'une crise internationale. En outre, détail intéressant et complémentaire, les résultats économiques obtenus par la gauche au niveau de l'inflation, de la défense du franc voire de la modernisation industrielle n'ont pas été sans influencer favorablement les étudiants.

Une enquête de « l'Etudiant », réalisée en décembre 1985, montrait en effet qu'alors, 51 % des étudiants étaient tout prêts à voter à droite. Face à la crise, le réalisme et l'efficacité séduisent incontestablement ou du moins convainquent : « Le gouvernement doit réaliser ses objectifs, même si les Français ne comprennent pas toujours », estime Nicolas, 19 ans, étudiant à Sciences-po et jeune militant socialiste. En outre si une enquête Infométri-« Le Point » effectuée un an plutôt en janvier 1985, faisait également état, sans beaucoup de nuances, d'un basculement des jeunes à droite par rapport aux élections de 1981, les sondages effectués dimanche ont montré qu'il n'en était donc rien. Car si 44 % des jeunes votèrent P.s. en 1981 selon la Sofres, rappelons que 40 % d'entre eux sont restés fidèles aux socialistes cinq ans plus tard selon Bull-B.v.a.

En fait de basculement il s'agit plutôt d'une confirmation. Avec le pourcentage nullement négligeable des jeunes ayant voté en faveur des listes du Front national, c'est en revanche une inquiétante zone d'ombre qui transparaît de ces sondages. En effet selon Louis-Harris — « Le Parisien » 11 % des 18-24 ans ont choisi l'extrême droite, ce pourcentage étant ramené au niveau national, c'est-à-dire 9 % pour Bull-B.v.a.

Dans le même temps les écologistes plafonnaient à 3 % selon Louis-Harris. Le chômage, et son corrolaire la marginalisation, mais aussi l'angoisse de ne pouvoir accéder à un statut social supérieur à celui des parents ont rendu réceptifs un certain nombre de jeunes à la violence, à la radicalisation du discours de l'extrême droite. Par le biais des T.u.c. notamment, la gauche s'est efforcée d'éviter l'isolement des jeunes. Certains d'entre eux sont donc passés à travers les mailles du dispositif d'insertion mis en place. Malheureusement... ●

Verts : Le désert rouge ...

PAR DENIS DANGAIX

« QUELQUE chose nous a échappé. Quoi ? Il nous faut bien admettre... » Dur moment pour les Verts. Alors qu'ils attendaient, du nouveau mode de scrutin, une représentativité « enfin » institutionalisée, le verdict des urnes de ce dimanche 16 mars restera sans appel. Aucun élu aux législatives, trois aux régionales (2 en Alsace, 1 dans la Manche), c'est maigre.

28 listes pour les législatives, 49 pour les régionales, les plus optimistes des militants écologistes voyaient élus : à Paris, René Dumont ; à Lille, Yves Cochet ; en Alsace, Solange Fernex et Hugues Stoeckel et en Seine-Saint-Denis, Alain Lipietz. Même Lyon tablait sur l'entrée au Parlement du « dissident » Brice Lalonde. Les scores devaient être là. La stratégie durement bâtie depuis des années au travers moultes assemblées, était précise. Les Verts misaient tout sur cette échéance.

Point de score, point d'élus. Et quelle claque ! A peine 1,5 % en moyenne à Paris pour le vétéran Dumont. A peine plus en Alsace, région où, rappelons-le, les Verts se considèrent comme « chez eux ». Une poignée de bulletins dans le Rhône (2,5 % pour Lalonde plus Brière, le candidat officiel du mouvement)... n'en jetez plus : les scores se suivent et se ressemblent. Le « meilleur » chiffre se situant dans la Manche, où Didier Anger, vieux briscard des milieux associatifs n'atteint que 3,76 % des voix (5,48 % aux régionales où il sera élu).

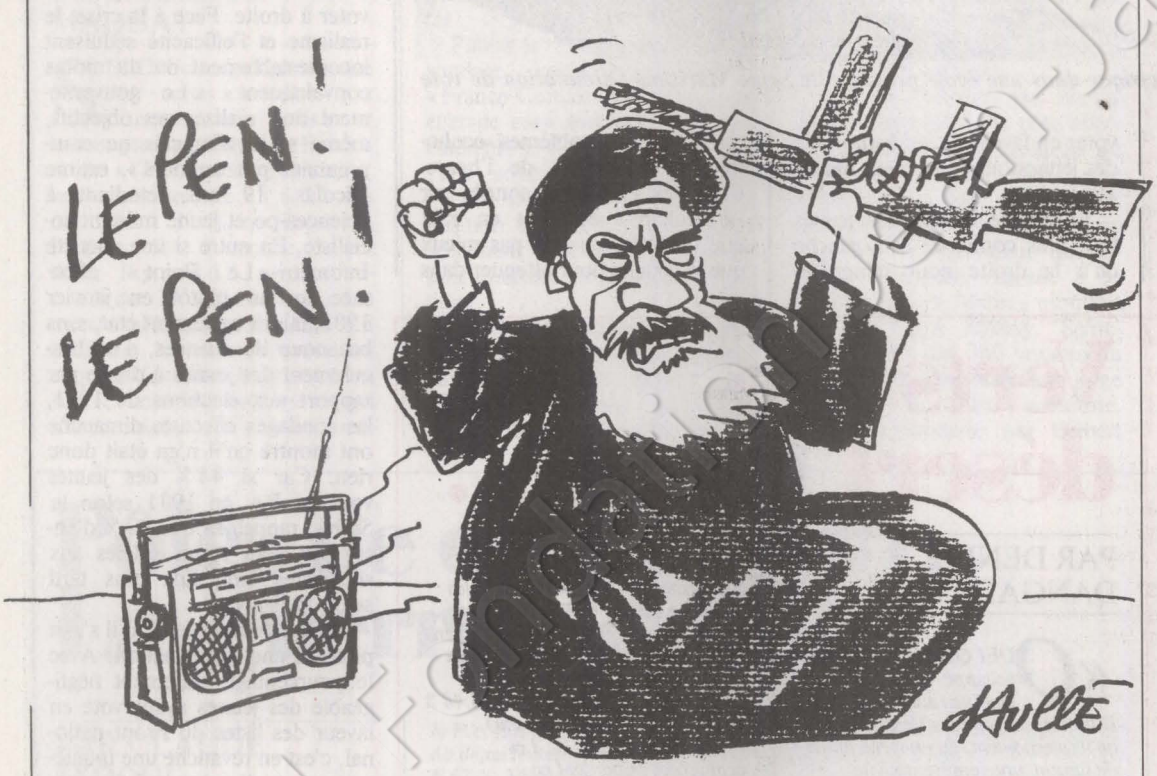
Que s'est-il passé ?... Les écologistes se perdent en conjectures. Jamais la règle dite des « 75 % » — ce qui en langage décodé indique que plus des deux tiers de l'électorat écologiste est « à gauche » — jamais cette règle n'a autant sévi. Le « vote utile » a fait son office. Et même aux régionales, où, d'une manière générale, les Verts augmentent leurs scores des législatives de 1,5 à 2 % — les urnes sont restées sourdes à l'écologie. La suite des événements n'est pas sans importance pour le mouvement écologique. Il faudra bien qu'il tire les conséquences de son échec. Il a choisi, au grand dam de la plupart des militants associatifs, la voie du parti.

« Ni gauche — ni droite » suffisait à cerner son idéologie. Visiblement, son électorat n'a pas suivi. Pour les Verts, la traversée du désert risque d'être difficile. Car pour exister, il faudra qu'ils se définissent. Première causerie le week-end prochain. Les Verts réunissent le Conseil national inter-région à Choisy-le-Roi.

Les élections vues de l'étranger: Drôle de drame

PAR CARLOS FERRARI LOPEZ

La « cohabitation » apparaissant comme une figure inédite de la vie politique française, les commentateurs étrangers restent prudents même s'ils soulignent la courte victoire de la droite et le renforcement du président.



PRUDENCE dans l'analyse et beaucoup d'interrogations. Voilà ce qu'on peut lire dans la presse étrangère quand il s'agit de commenter les élections françaises. Du côté des gouvernements la même circonspection et une réserve, coutumière il est vrai de la part des gouvernements soucieux de ne-pas-intervenir-dans-les-affaires-intérieures-d'un-pays-ami-, mais aussi plus soutenue que d'habitude. C'est que la « cohabitation » apparaît comme une figure inédite de la vie politique française et cela brouille les cartes... et les analyses. D'autant plus qu'un bon nombre de confrères étrangers avaient fait des commentaires souvent élogieux « après cinq années de gouvernement socialiste ». Les correspondants étrangers à Paris *(voir « l'Unité » n° 639)* avaient dépeint en rose le bilan de la législature.

Alors forcément, au lendemain du 16 mars, l'incertitude de la nouvelle donne politique ne se prête pas aux opinions tranchées, définitives. Il y a une exception. Téhéran, où la radio a indiqué dans des commentaires répétés plusieurs fois dans les journées du lundi et mardi, que « la défaite des socialistes est due à leur politique étrangère erronée au Moyen Orient » pour dans un même mouvement lancer un avertissement « aux adversaires des socialistes » pour qu'ils tiennent compte du « mouvement islamique ». Le terrorisme s'exerce aussi à travers les ondes ; les fanatiques religieux en Iran considèrent que la « défaite » est due « à la pression exercée par les musulmans du monde « contre la politique extérieure française ».

A part l'incongruité des propos de gens qui s'autoproclament les représentants du monde musulman, cette dernière affirmation équivaut à une revendication de la paternité des enlèvements des français au Liban.

En Europe, la presse n'est pas pressée. Le journal espagnol « el Pais », donne une large place aux élections et affirme « la campagne pour l'élection présidentielle vient de commencer », « le Parti socialiste reste le premier parti politique français ». « La très courte majorité obtenue par la droite met Jacques Chirac dans une situation délicate ». Selon le journal espagnol « certains pensent que Mitterrand est le grand vainqueur des élections ». Sentiment partagé par des éditorialistes d'une bonne quantité d'organes de presse en Europe et en Amérique, Unanimité aussi pour constater « La modeste victoire de la droite » (« Daily Telegraph », Londres) et parfois le regretter... Les principaux journaux américains s'accordent à signaler « l'étroite victoire de l'opposition » et le « International Herald Tribune » signale « les partis de droite ont reçu un mandat limité », bref, ils ne pourront pas « défaire toute l'œuvre politique des socialistes ». Ce journal, rappelant que sur le terrain économique « le gouvernement sortant avait obtenu des bons résultats ».

La droite a « raté son coup »

A Bonn et à Madrid, à Bruxelles et à Washington, on s'interroge sur « les chances de réussite de la cohabitation ». Pour le quotidien « le Soir » (Belgique) « la Constitution va être soumise à une dure épreuve ». Le « Corriere della Sera » (Italie) remarque que « l'équilibre politique est fragile » et souligne que si la droite attendait « l'effondrement du Parti socialiste », elle a raté son coup. « Le Journal de Geneve » écrit « la majorité sera un peu juste pour gouverner ». Dans les hebdomadaires des Etats-Unis on peut lire des commentaires sur les bons résultats obtenus par les socialistes et surtout l'expression d'une inquiétude produite par la « faible victoire » de la droite » « que va-t-il arriver du programme libéral des conservateurs français ? ».

La politique étrangère de la France préoccupe aussi les observateurs qui pensent que remettre en question les orientations définies par le président Mitterrand peut entraîner « l'affaiblissement des positions françaises dans le monde ». La presse soviétique de son côté ne s'attarde pas sur les résultats obtenus par le Parti communiste, elle préfère souligner que « les Français ont exprimé leur hostilité à la politique d'austérité que menait le gouvernement depuis trois ans ». Suivez mon regard...

Les réactions à l'étranger sont plus véhémentes quand il s'agit du Front national. Etonnement mais aussi une grande inquiétude devant l'émergence dans « le pays des droits de l'homme » d'une force politique qui fait « de l'intolérence et de la xénophobie son cheval de bataille ». ●

NOS ELUS

Nous publions ci-dessous les noms des députés élus dimanche sur les listes « Majorité de progrès avec le président de la République » présentées par le Parti socialiste et le M.r.g. Ils sont au nombre de 212. En outre quatre candidats qui se présentaient contre ceux investis par le P.s. et qui ont de ce fait été exclus du parti ont été élus : André Pinçon en Mayenne, Michel Lambert dans l'Orne, Robert Borrel en Haute-Savoie et Hubert Gouze dans le Tarn-et-Garonne.

AIN
Noël Ravassard
Dominique Saint-Pierre

AISNE
Jean-Pierre Balligand
Bernard Lefranc

ALLIER
Jean-Michel Belorgey

ALPES-DE-H-PROVENCE
André Bellon

HAUTES-ALPES
Daniel Chevallier

ALPES-MARITIMES
Jean-Hugues Colonna
Henri Fiszbin

ARDECHE
Robert Chapuis

ARDENNES
Roger Mas

ARIEGE
Augustin Bonrepaux

AUBE
Michel Cartelet

AUDE
Régis Barailla
Jacques Cambolive

AVEYRON
Jean Rigal

BOUCHES-DU-RHÔNE
Gaston Defferre
Michel Pezet
Jacques Siffre
Philippe Sanmarco
Michel Vauzelle

CALVADOS
Yvette Roudy
Louis Mexandeau
André Ledran

CANTAL
René Souchon

CHARENTE
Jean-Michel Boucheron
Jérôme Lambert

CHARENTE-MARITIME
Michel Crépeau
Philippe Marchand

CHER
Alain Calmat

CORREZE
Jean-Claude Cassaing

CORSE-DU-SUD
Nicolas Alfonsi

HAUTE-CORSE
Emile Zuccarelli

COTE-D'OR
Roland Carraz
François Patriat

COTE-DU-NORD
Charles Josselin
Didier Chouat

CREUSE
André Lejeune

DORDOGNE
Roland Dumas
Alain Bonnet

DOUBS
Guy Bèche
Huguette Bouchardeau

DRÔME
Rodolphe Pesce
Henri Michel

EURE
François Loncle
Freddy Deschaux-Beaume
Claude Michel

EURE-ET-LOIR
Georges Lemoine
Françoise Gaspard

FINISTERE
Louis Le Pensec
Marie Jacq
Joseph Gourmelon
Jean Peuziat

GARD
Georgina Dufoix
Alain Journet

HAUTE-GARONNE
Alex Raymond
Gérard Bapt
Jacques Roger-Machart
Pierre Ortet

GERS
Jean Laborde

GIRONDE
Catherine Lalumière
Michel Sainte-Marie
Pierre Garmendia
Gilbert Mitterrand

HERAULT
Georges Frêche
Jean Lacombe
Alain Barrau

ILLE-ET-VILAINE
Edmond Hervé
Jean-Michel Boucheron
Clément Theaudin

INDRE
André Laignel

INDRE-ET-LOIRE
Christine Mora
Jean Proveux

ISERE
Louis Mermaz
Christian Nucci
Odile Sicard

JURA
Alain Brune

LANDES
Henri Emmanuelli
Jean-Pierre Penicaut

LOIR-ET-CHER
Jack Lang

LOIRE
Jean Auroux
Jacques Badet

LOIRE-ATLANTIQUE
Jean-Marc Ayrault
Claude Evin
Jean Natiez
Alain Chenard

LOIRET
Jean-Pierre Sueur
Jean-Claude Portheault

LOT
Martin Malvy

LOT-ET-GARONNE
Christian Laurissergues

MAINE-ET-LOIRE
Ginette Leroux
Jean-Claude Chupin

MANCHE
Olivier Stirn
Louis Darinot

MARNE
Georges Colin
Ghislaine Toutain

HAUTE-MARNE
Guy Chanfrault

MEURTHE-ET-MOSELLE
Job Durupt
Jean-Paul Durieux
Jean-Yves Le Déaut

MEUSE
Jean-Louis Dumont

MORBIHAN
Jean-Yves Le Drian
Jean Giovannelli

MOSELLE
Jean Laurain
René Drouin
Charles Metzinger

NIEVRE
Pierre Bérégovoy
Bernard Bardin

NORD
Pierre Mauroy
Jean Le Garrec
Arthur Notebart
Jacqueline Osselin
Michel Delebarre
Bernard Derosier
Alain Faugaret
Marcel Dehoux

OISE
Jean Anciant
Roland Florian
Guy Vadepied

PAS-DE-CALAIS
Roland Huguet
Guy Lengagne
Jean-Pierre Kucheida
Jacques Mellick
André Delehedde
Marcel Wacheux

PUY-DE-DOME
Roger Quilliot
Maurice Adevah-Pœuf
Jacques Lavédrine

PYRENEES-ATLANTIQUE
André Labarrère
Jean-Pierre Destrade
Henri Prat

HAUTES-PYRENEES
Pierre Forgues

PYRENEES-ORIENTALES
Renée Soum

BAS-RHIN
Jean Oehler
Catherine Trautmann

RHÔNE
Charles Hernu
Jean Poperen
Marie-Josèphe Sublet
Gérard Collomb
Jean-Jack Queyranne

HAUT-RHIN
Jean-Marie Bockel
Jean Grimont

HAUTE-SAÔNE
Jean-Pierre Michel

SAÔNE-ET-LOIRE
Pierre Joxe
André Billardon
Jean-Pierre Worms

SARTHE
Raymond Douyère
Guy-Michel Chauveau

SAVOIE
Louis Besson

HAUTE-SAVOIE
Dominique Strauss-Kahn

SEINE-MARITIME
Laurent Fabius
Jean Beaufils
Joseph Menga
Paul Dhaille
Pierre Bourguignon

DEUX-SEVRES
André Clert
Michel Hervé

SOMME
Jacques Fleury
Jean-Claude Dessein

TARN
Pierre Bernard
Charles Pistre

VAR
Christian Goux
Maurice Janetti

VAUCLUSE
André Borel

VENDÉE
Pierre Métais
Philippe Puaud

VIENNE
Edith Cresson
Jacques Santrot

HAUTE-VIENNE
Alain Rodet

VOSGES
Christian Pierret
Gérard Welzer

YONNE
Henri Nallet

TERRITOIRE-DE-BELFORT
Jean-Pierre Chevènement

PARIS
Lionel Jospin
Paul Quilès
Georges Sarre
Michel Charzat
Edwige Avice
Gérard Fuchs
Gisèle Stievenard
Louis Moulinet

SEINE-ET-MARNE
Alain Vivien
Robert Le Foll
Jean-Pierre Fourré

YVELINES
Michel Rocard
Martine Frachon
Bernard Schreiner
Guy Malandain

ESSONNE
Claude Germon
Jacques Guyard
Yves Tavernier
Michel Berson

HAUTS-DE-SEINE
Philippe Bassinet
Georges Le Bail
Michel Sapin
Michel Margnes

SEINE-SAINT-DENIS
Gilbert Bonnemaison
Claude Bartolone
Véronique Neiertz
Jacques Maheas

VAL-DE-MARNE
Joseph Franceschi
Laurent Cathala
Roger-Gérard Schwartzenberg
Paulette Nevoux

VAL-D'OISE
Michel Coffineau
Alain Richard
Marie-France Lecuir

GUADELOUPE
Frédéric Jalton

MARTINIQUE
Aimé Césaire
Louis-Joseph Dogue

GUYANE
Elie Castor

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON
Albert Pen (sera élu dimanche).

Droites: Les enchaînés

René Rémond : « La faible majorité obtenue par la droite me paraît un gage de cohésion. »



René Rémond, historien et professeur a écrit de nombreux ouvrages sur la Ve République ; il a publié récemment chez Aubier Montaigne « l'Histoire des droites en France » à partir de la Constitution de la République. Commentateur à la radio et à la télévision il est un des politologues les plus avertis.

« L'UNITE » : Le 16 mars au soir on a pu lire une certaine déception sur les visages des hommes de la nouvelle majorité parlementaire : mais ce résultat a-t-il vraiment été une surprise ?

RENE REMOND : Ce n'est pas une surprise que le P.c. ait continué de décliner, mais c'est une surprise effectivement, que le P.s. ait si bien tenu et qu'il ait même regagné du terrain, et c'est une surprise corrélatoire, que la droite parlementaire n'ait pas fait en définitive un meilleur résultat. Elle est plusieurs points en dessous de ce que l'on pouvait prévoir, mais la plus grande surprise est sans doute venue du résultat du Front national, car on se fondait sur le résultat des élections cantonales pour dire que les amis de M. Le Pen étaient en perte de vitesse. Donc il y a effectivement eu un ensemble de surprises plus ou moins grandes.

– A l'intérieur de la droite parlementaire, on a également pu observer la faible distance qui sépare le R.p.r. et l'U.d.f.

– Ce résultat est plus difficile à apprécier étant donné que dans presque les deux tiers des départements il y avait des listes d'union. Il est donc à peu près impossible de ventiler les suffrages entre les deux tendances. Ce sont les états-majors qui ont décidé des têtes de liste... Il eût suffi que l'on mette dans certain un R.p.r. en première position pour que le résultat se soit trouvé modifié. Je crois donc que cela n'a pas grande signification puisque l'ordre dans lequel on les a classés dépendait de l'idée que les différents dirigeants se faisaient de leurs forces respectives, mais sans avoir le moyen de la vérifier. Cela explique que l'écart entre les deux soit relativement faible.

C'est probablement une déconvenue pour le R.p.r., mais c'est probablement aussi la conséquence du choix qu'il a fait d'accepter qu'il y ait autant de listes d'union. Je pense que s'il s'en était tenu à son choix initial qui était de moitié-moitié, il aurait peut-être accentué son avance par rapport à l'U.d.f. Cela aura sûrement des conséquences du point de vue de la composition du gouvernement. Il y aura également des retombées sur le fonctionnement de la majorité parlementaire, donc le résultat n'est pas indifférents, mais je ne suis pas sûr qu'il soit très révélateur du véritable rapport des forces entre les deux tendances au sein du corps électoral.

Je pense que de plus en plus les électeurs ne font pas tellement la différence entre les deux. Il semble que l'on assiste avec les années à un rapprochement progressif dans la mesure où le R.p.r. s'éloigne de ses origines gaullistes. Il s'est rallié au fil des ans à des positions qui sont souvent proches de l'U.d.f., notamment pour ce qui est de l'Europe, il s'est rallié à une économie libérale, il a donc pris beaucoup de distance par rapport au gaullisme originel, et les divergences se sont peu à peu atténuées. Tous les sondages d'opinion donnent à penser que les deux électorats tendent à se ressembler de plus en plus et qu'au fond en dehors des situations individuelles des candidats, on peut considérer qu'il y a une masse relativement homogène.

– Peut-on également observer une dilution de la composition sociologique des deux électorats ?

– Il reste probablement encore des nuances. Le R.p.r. a probablement une clientèle plus populaire, et l'U.d.f. davantage de notables. On le voit bien d'ailleurs au niveau des candidats. Donc les deux pyramides sociales ne se recoupent pas tout à fait, mais du point de vue du programme, il y a de moins en moins de différence. Je ne suis pas sûr qu'il y ait plus de différence entre le R.p.r. et l'U.d.f. qu'il n'y en a entre l'aile droite et l'aile gauche du Parti socialiste. Par conséquent, je crois que l'on peut considérer que l'on a de part et d'autre deux nébuleuses, qui sont un peu des confédérations. On va d'ailleurs le voir à l'épreuve du pouvoir. Il y aura certainement des tiraillements, mais je ne pense pas que cela puisse aller jusqu'à des divergences, sans compter que la faible majorité obtenue par le R.p.r. et l'U.d.f. me paraît un gage de cohésion. Je pense que dans les six premiers mois il ne devrait pas y avoir de dissensions graves. La menace principale sur la cohabitation ne vient pas de l'intérieur de la majorité, mais de l'extérieur.

– Mais la situation entre les deux partis de la majorité, va nécessairement devenir conflictuelle, par lieutenants interposés au seuil de l'élection présidentielle.

– Raymond Barre est réduit au silence pour plusieurs mois. Dans sa situation tout propos de sa part sera interprété comme une menace de division, et puis après le résultat de Lyon, il vivra une traversée du désert. Quant aux autres, ils sont intéressés à ce que l'expérience de cohabitation réussisse pendant la première période, car autrement ils restitueraient au président de la République une marge de jeu. Ils ont au contraire intérêt à lui opposer un front cohérent.

Quant à Giscard d'Estaing, il

semble qu'on va le détourner vers une fonction honorifique, comme la présidence de l'Assemblée nationale. Donc les principaux prétendants vont être en dehors du circuit, pour un temps.

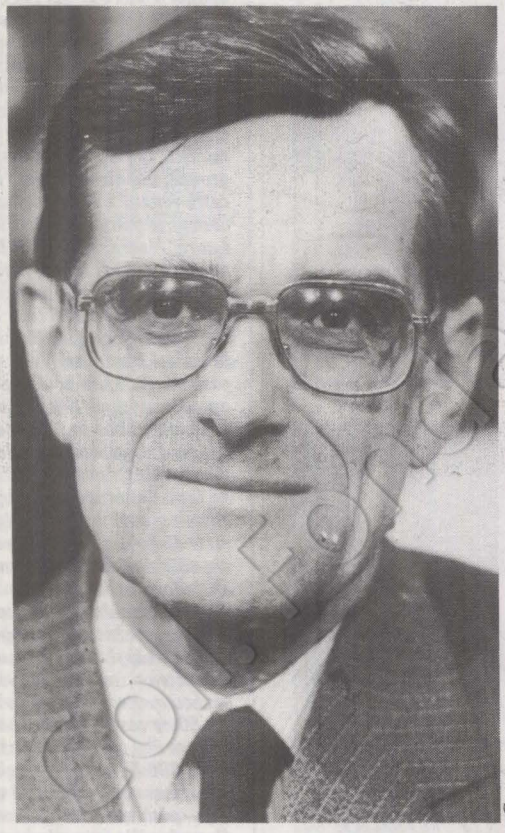
– Est-ce que la nouvelle majorité aura les moyens de sa politique ?

– Je crois que c'est là son vrai problème. Qu'est-ce qu'elle va bien pouvoir faire qui donne l'impression qu'on a changé, que les gens n'ont pas voté pour rien, et qui ne soit pas des mesures purement démagogiques. Elle ne pourra pas tenir un langage aussi arrogant ni provocant et par ailleurs elle se sait relativement faible. Elle ne peut pas prétendre que le pays l'a plébiscitée pour bouleverser les choses. Donc la nouvelle majorité devra considérablement réduire son programme. Sans compter qu'elle héberge des gens modérés, qui n'ont pas tellement envie que l'on remette en cause ce qui a été fait par la majorité socialiste.

Je pense qu'un Bernard Stasi est parfaitement en mesure de s'opposer à ce que l'on adopte une politique à l'égard des immigrés qui soit par trop discriminatoire. La droite va donc être amenée à s'établir assez en retrait de sa plate-forme. Le problème sera donc pour elle de trouver un élément symbolique fort, pour que l'on ne dise pas c'est le gouvernement Fabius qui continue. D'un autre côté, dans la mesure où elle ne fera pas une politique très différente de ce qui a été pratiqué par les socialistes, cela réduit d'autant les risques d'affrontement avec le président de la République, et donc l'espoir de réaliser en douceur la seconde alternance qui consolide la première.

Je pense que si la cohabitation fonctionne correctement quelques mois, si l'on vérifie à cinq ans d'intervalle l'alternance dans les deux sens, cela renforcera considérablement les institutions de la France, et nous aurons la preuve que cette Constitution est adaptable à des situations politiques différentes et contraires.

(Propos recueillis par MICHEL MATHIEU)



René Rémond.

Gamma

Divers droite : Péril en la demeure

PAR MARC PERRY

ON attendait les barristes, ce sont les « divers droite » qui sont arrivés... Pendant toute la campagne la dialectique électorale de la droite, a reposé, rappelons-le, sur cette question qui, au demeurant, n'a pas passionné la France : « Quand et comment Raymond Barre prendra-t-il en otage la plate-forme U.d.f.-R.p.r. ? Telle était la question et, comme souvent, l'hypothèse la plus savamment élaborée ne vaut pas la vérité la plus bancale. On avait oublié les D.v.d. Vous avez dit D.v.d. ? Oui, les « divers droite », les carabiniers d'Offenbach de la quadripolarisation.

Faisons les comptes. R.p.r. : 151 députés en incluant celui de Wallis-et-Futuna qui sera élu la semaine prochaine. U.d.f. : 127. Total de la plate-forme : 278. Restent 11 sièges pour atteindre le cap fatidique des 289 qui sanctionne la majorité. Or, 14 « divers droite » ont été élus. Il faudrait donc que 11 députés sur 14 D.v.d. se rallient à la houlette plate-formesque pour que celle-ci puisse prétendre voter la confiance à un gouvernement 100 % U.d.f. ou R.p.r. Et, nous allons le voir, ce n'est pas du tout cuit. Nous allons voir également que Toubon n'étonne personne lorsqu'il claironne « ne pas être pressé ». En effet, entre-temps, il va falloir négocier. Non pas avec les 26 députés barristes, mais avec les 14 D.v.d. Avant tout accord, la plate-forme U.d.f.-R.p.r. avec 277 députés, ne peut être montée en charge. Majorité parlementaire oblige. Le débat est donc encore plus cornélien qu'en 1967.

Tout serait en définitive facile si les D.v.d. étaient homogènes, mais par définition, il s'agit de marginaux, qui pour des raisons personnelles tenant à la géopolitique électorale ou aux rancœurs enfouies ont été excentrés.

Mais en clair, les D.v.d., qui sont-ce ? Daniel Bernardet (Indre, R.p.r.), Christine Boutin (Yvelines, exclue de l'U.d.f. soutenue par Raymond Barre), Maurice Jeandon (Vosges, app. R.p.r.), Michel de Rostolan (Essonne, C.n.i.-Front national), Jean Royer (Indre-et-Loire, app. R.p.r.), Léonce Desprez (Pas-de-Calais, exclu de l'U.d.f.), Jacqueline Michaud-Chevry (Guadeloupe, app. R.p.r.), Antoine Bonjean (Id.), Thien Ah Koon (Réunion, app. R.p.r.), Martial Tagourdeau (Eure-et-Loir, exclu R.p.r.), Jean Bousquet (Gard, app. U.d.f.), Dominique Baudis et Jean Diebolt (Haute-Garonne, app. U.d.f.).

On le voit, les négociations vont se faire au cas par cas. Et comme dit Barre, ça ne va pas être triste. Tout d'abord on peut penser que Rostolan et Briant s'inscriront au groupe parlementaire du Front national. Et en tout état de cause beaucoup de plate-formistes ne sont pas prêts à cohabiter avec des transfuges lepenistes.

Christine Boutin a eu beaucoup de problèmes avec l'U.d.f. Après avoir été exclue de cette formation, elle a obtenu le soutien de Raymond Barre (il s'agit là de la seule vraie élue barriste 100 %). Christine Boutin n'est pas à proprement parler une « politique » et ses réactions pourraient ne pas manquer d'originalité. Même si Barre a déclaré ne pas vouloir jouer les trublions, Christine Boutin peut trouver là une manière de consommer son divorce d'avec l'U.d.f., ou en tout cas de monnayer une bonne pension alimentaire.

L'attitude de Léonce Desprez est à surveiller. Desprez n'a pas supporté le parachutage de Jacques Hersant dans le Pas-de-Calais. Dissident de l'U.d.f., il a bien failli ne pas être reconduit dimanche dernier. Il peut dire merci à la proportionnelle. Cacharel, alias Jean Bousquet, apparenté U.d.f. peut quant à lui reprocher au R.p.r. d'avoir refusé l'union, ce qui a coûté le siège de son amie Francine Gomez. Bousquet pourrait ne pas se montrer reconnaissant.

Et puis il y a le cas Baudis dont on ne sait plus si c'est le vent ou la girouette qui tourne. Sans oublier, Martial Taugourdeau, exclu du R.p.r. parce qu'il avait refusé de figurer sur la liste chiraquienne, conduite par un C.n.i. Pas triste, pas triste. Ajoutons le cas de Thien Ah Koon, le Réunionnais qui passe pour un député très indépendant. Pour que la plate-forme U.d.f.-R.p.r. soit majoritaire, il faudra l'accord de 11 députés D.v.d. Or au moins 8 sur 14 ont des raisons stratégiques ou personnelles de se faire prier.

On le voit cette campagne n'est pas terminée. Pour les leaders U.d.f.-R.p.r. il reste à convaincre ceux qui ont été trahis par l'accord électoral, de cohabiter avec les bons sujets. Et encore parmi les bons sujets il y a 26 barristes qui n'attendent qu'un signe. Bonjour l'ambiance...



CHOMAGE DES JEUNES UN DRAME EUROPEEN

Conséquence des mutations économiques que connaissent les sociétés industrialisées, le surchômage des jeunes par rapport aux adultes est un problème européen voire mondial.

PAR PHILIPPE MAQUAT

« PAR rapport à celui des adultes, le surchômage des jeunes est une réalité propre à l'Europe », a constaté Michel Lainé, membre de la Commission européenne pour l'emploi au cours d'une manifestation que vient d'organiser à Paris la Fédération Léo-Lagrange sur le thème symbole : « T.u.c. en France, T.u.c. en Europe ». Et, de fait, si le chômage des jeunes n'est qu'une fois et demie supérieur à celui des adultes en Allemagne fédérale, il est en revanche douze fois supérieur à celui de ces mêmes adultes en Italie.

Or, si personne ne peut décemment se réjouir de cette réalité, il n'en est pas moins vrai que le chômage des jeunes n'est pas un problème spécifiquement français. Mais bien européen et même mondial ; en fait, la conséquence des mutations économiques que connaissent les sociétés industrialisées.

(suite en page 24)

PAR FRANÇOISE LORIOL

LE portrait type de ces jeunes lycéennes ? D'abord on est jeune : 15/16/17 ans et on a le look d'aujourd'hui, même si on vit avec papa-maman. On peut habiter Paris ou sa banlieue, une région rurale ou à dominante industrielle, l'univers est studieux et familial.

Lycée-maison, maison-lycée, et parfois pas mal de temps perdu dans les transports en commun. On se le rappelle : même petite fille, on travaillait plutôt bien, enfin pas de bonnet d'âne ! ce qui permit peut-être à la fameuse bosse quelque part dans le crâne de se développer... mais – est-ce un hasard ? – les parents ont toujours suivi et contrôlé les devoirs, ensuite un frère aîné ou une sœur ont pris le relais... On travaille aussi en groupe, copains-copines, les plus calés venant à la rescousse, car, comme le disent Marie-Pierre, Laure, Nadia, Andrée et les autres : « si les maths jusqu'à présent, cela venait un peu tout seul... maintenant il faut s'accrocher... » (...) Des exercices jusqu'à 11 heures du soir ce n'est pas rare (...) Les heures de math ? on ne les compte plus !... » Mais comme on aime ce n'est pas le bagne. Les parents qui, dans l'ensemble, n'ont pas eu la chance de faire des études prolongées encouragent : « Ils n'obligent pas ! mais disent qu'il faut faire si on est capable de faire ! » Et eux, quelle situation ont-ils ? Technicien-chimiste, comptable, vendeur, serrurier, horloger... les mamans employée de banque, institutrice, mécanicienne... et beaucoup d'entre elles au foyer : 30 sur 50 de ces familles. Tout cela ne fait pas des revenus extras. Autour de 75 000 F. Autour, ce qui veut dire aussi au-dessous (33 cas sur 50) – pour quatre – prototype d'une famille française – c'est juste. Assez rares les familles plus nombreuses où l'on se coince un peu : 3 enfants dans la même chambre et qui travaillent « par roulement », où l'on s'organise pour ne pas se gêner... le « ça va, on s'arrange » veut dire en clair que cela pourrait être mieux.

C'est ça la France profonde : quel que soit l'environnement, une ambiance de travail qui conditionne, qu'on soit française ou d'origine étrangère, comme trois ou quatre de ces petites qui veulent, par le biais des études s'intégrer dans une France moderne.

Fondation Jean-Jaurès

ELLES ONT LA BOSSE DES MATHS... ET LA BOURSE D'YVETTE

Faire participer les jeunes filles à la modernisation du pays : un des objectifs d'Yvette Roudy. Mission accomplie. Cinquante lauréates reçues et félicitées à l'Elysée vont avoir la possibilité de devenir ingénieure, dans des domaines réservés jusqu'ici aux garçons.

Moderne, c'est-à-dire ouverte sur la science et les technologies de pointe. Alors, en perspective, une grande école : « peut-être, Sup-Aéro ou Ensa, les sciences de l'Espace » comme l'espèrent Laure, 16 ans, et Andrée, même âge.

Pour elles, c'est ça l'avenir, leur avenir. Nadia craque pour les sciences-nat, Leila pour l'informatique. Au Salon de l'étudiant elles ont interrogé des ingénieurs, emporté des brochures... Marie-Pierre pencherait pour l'audiovisuel, côté technique... mais rien n'est sûr : il reste deux ans pour réfléchir. Ce qui est sûr : « C'est que maintenant on ne tire plus en vain des plans sur la comète et que cette bourse donne un stimulant pour entreprendre... même Terminale C, je n'aurais peut-être pas osé ! » Oser, voilà le « hic ». Et d'autres moins timides affirment que la bourse « ne fait que confirmer leur décision ».

Pour Vay Fong, jeune réfugiée cambodgienne, aucune doute : c'est la recherche, la physique nucléaire... « Mais n'y a-t-il pas toujours de nouveaux domaines à explorer ? »...

Elle s'exprime parfaitement bien Vay Fong. Et cependant, arrivée en France en 1983, – famille enfin reconstituée après de pénibles péripéties – elle ne connaissait alors pas un mot de français !... « l'obligation, n'est-ce pas... » dit-elle. Un acharnement quotidien pour se perfectionner en matière littéaire, car maths/physique apparemment, pas de problèmes. Elle a même changé de lycée optant pour celui qui prépare aux grandes écoles, Maths sup., Maths spé... ! Voyant loin, elle est déjà sur place ! avec un désir de réussir sans ménager sa peine. Partout, on bosse. Et les loisirs dans cette histoire ? Peu : Volley, piscine, « le tennis, c'est fini, dit l'une, le piano encore un peu », « radio-musique, oui, le cinéma de loin en loin » les films historiques ou comiques : « surtout pas de violence », on devine qui dit ça... Et la télé ? et bien là, surprise totale : presque jamais !

Quelles seront les sciences et techniques qui auront une influence sur l'évolution de notre société... elles ont potassé la question : fusées, satellites, missiles, stations spatiales adaptées à l'homme, ce ne sont pas seulement des mots, mais des créations qui inquiètent ou fascinent, et parfois même présentent un côté amusant qui ne leur échappe pas. Ariane, Hermès, Giotto à la rencontre de la Comète : des noms familiers...



Sipa-presse



François Mitterrand et Yvette Roudy recevant les lauréates de la Bourse de la vocation scientifique à l'Elysée, le 8 mars dernier.

Qu'elles habitent Lille, Paris, Vitry ou une province lointaine : la télé très peu pour elles et c'est unanime : « De toute façon pas assez d'actualités scientifiques, des flashes vraiment insuffisants. » Et on dit que la jeunesse n'est pas sérieuse ! qu'il y a du laisser-aller et des valeurs en déroute ? allons donc ! Même si elles se rattrapent pendant les vacances, si elles pensent à l'amour... pour bien plus tard et les enfants de même (encore plus loin, et 1 ou 2 pas plus), ces jeunes filles sont décidément responsables et travailleuses.

C'est si évident qu'un encouragement supplémentaire de 56 bourses va compléter l'initiative du ministère des Droits de la Femme. Les conseils régionaux de Franche-Comté, Nord -Pas-de-Calais, et l'université de Poitiers vont les prendre en charge. Un coup de pouce qui crée la dynamique nécessaire pour que le pourcentage de femmes ingénieures grimpe jusqu'à 25 %...

C'est pourtant peu ! et témoigne d'un sacré retard... Un retard à rattraper. Ces jeunes l'ont bien compris. Pas fiérotes, elles savent que piger ne suffit pas, et qu'avant de « réaliser » et s'élancer vers la high-tech, il y a au ras des pâquerettes à aligner des kilomètres... d'équations !

A l'initiative du ministère des Droits de la femme, la Bourse de la vocation scientifique et technique était créée en septembre 1985. Au départ : 2 700 lycénnes de toutes régions de France. 780 sélectionnées sur des critères scolaires et sociaux... et puis l'épreuve nationale. Jury de 32 personnalités scientifiques – polytechniciens, normaliens ingénieurs – d'hommes et femmes, qui font émerger 220 copies. A la fin des fins ces 50 lauréates ayant fait preuve de connaissances déjà documentées en matière scientifique. Quarante-neuf sont en 1re S, une seule en 1re E. Dès leur première année d'études supérieures, chaque lauréate recevra le premier quart de la bourse, de 40 000 F.



Sipa-presse

Jeune Tuciste employée dans une bibliothèque municipale à Chartres.

(suite de la page 22)

Le remède ? Ce sont bien sûr les créations d'emplois émanant des entreprises. Mais lorsque celles-ci se font rares comme c'est le cas actuellement, restent aux pouvoirs publics à prendre le relais, à tout mettre en œuvre pour éviter la marginalisation des jeunes. L'ensemble des pays du Vieux Continent, à l'exception de l'Italie si l'on se réfère aux statistiques, ont donc pris le problème à bras le corps.

C'est toutefois au Canada, qu'il faut aller chercher dès 1971 l'origine des travaux d'utilité collective, les T.u.c. que la plupart des pays d'Europe ont aujourd'hui adoptés. Mais, comme c'est souvent le cas en matière de politique sociale, les pays nordiques ont pris en Europe plusieurs longueurs d'avance. Pour preuve : des programmes de travaux conjoncturels existent en Suède depuis... 1930. Mais étant réservés aux « plus de 20 ans », ils ont été complétés en 1984 par des activités, doublées d'une formation, pour les 16-19 ans. Quant au Danemark, il a mis dès 1977 en chantier une politique extrêmement imaginative en faveur de l'emploi des jeunes.

Système dit « dualiste »

Dans ce pays, qui, il est vrai ne compte pas plus de 5 millions d'habitants, une loi impose en effet aux communes et aux comtés de créer des emplois pour les jeunes au chômage depuis neuf mois, mais aussi pour les adultes sans travail depuis vingt-deux mois. A cet effet un impôt supplémentaire est levé au niveau des communes et comtés, la décentralisation jouant à plein. « Beaucoup des activités ainsi créées, notamment mais pas seulement dans le domaine de l'environnement, se sont pérennisées en véritables emplois, précise Michel Lainé. Au Danemark, le problème de l'emploi est prioritaire, mais c'est localement qu'il est résolu. »

Prioritairement, l'emploi l'est aussi aux Pays-Bas. A tel point qu'en 1978 un accord signé par l'Etat et les partenaires sociaux a débouché sur une réduction du temps de travail et des salaires pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes.

Les résultats sont là : « C'est au Danemark et aux Pays-Bas que le chômage recule le plus vite poursuit Michel Lainé qui tient cependant à préciser qu'il n'existe pas de recettes miracles exportables dans tous les pays, mais plutôt des solutions adaptées au contexte local. » C'est si vrai qu'en Allemagne fédérale, pays de forte tradition industrielle, un large consensus est intervenu autour de la place que tient l'entreprise dans la formation.

Ainsi 90 % des jeunes lycéens qui quittent l'enseignement secondaire après le second cycle commencent une formation professionnelle, sanctionnée au bout de trois ans, par un examen. Il s'agit du système dit « dualiste ». En d'autres termes, un système alterné qui combine formation pratique au sein de l'entreprise et cours théoriques dans une école professionnelle. Les entreprises privées et l'Etat se partagent en fait les responsabilités en matière de formation professionnelle.

Les 60 000 jeunes Allemands qui bénéficient actuellement de cette formation en alternance perçoivent un salaire d'apprenti, revalorisé chaque année. « L'Allemagne fédérale est incontestablement le pays où les entreprises investissent le plus en matière de formation », confirme Michel Lainé. En R.f.a. il existe en fait un double marché : celui de l'emploi et celui de la formation professionnelle. Il n'est pas rare, du reste, pour un étudiant de faculté de demander un stage en entreprise au cours de ses études. Bref, les jeunes Allemands ne rentrent pas en principe dans la vie professionnelle sans une formation adaptée. Reste que le système peut montrer ses limites en cas de contractions de l'emploi, ce qui est précisément le cas actuellement dans l'industrie allemande.

Pour leur part, des pays comme la Grande-Bretagne (1 million de chômeurs ont entre 18 et 25 ans), l'Espagne et la Belgique ne sont pas restés inactifs, loin s'en faut, face au problème du chômage des jeunes. Lancé en 1982 le « Community Program » britannique regroupe pour les 18-24 ans des mesures bien connues en France, qui vont des T.u.c. aux aides à la création d'entreprises. Est venu s'ajouter en 1983 le « Youth training Skill » qui, en deux ans, débouche sur une qualification reconnue par les entreprises.

« Pas à rougir »

En Belgique, les pouvoirs publics ont mis sur pied un puissant dispositif antichômage dès 1978, s'efforçant d'ouvrir les travaux d'intérêts collectifs proposés à tous les chômeurs sans limitation d'âge ni même de durée pour les personnes privées d'emploi depuis plus de deux ans. Mais, dans ce cas, le refus du travail offert n'est pas possible, on s'en doute. En Espagne ont été créées sous la double responsabilité de l'Etat et des autorités décentralisées, des écoles-ateliers. Ouvertes aux jeunes de 16 à 25 ans et aux chômeurs de longue durée, ces écoles privilégient les restaurations de monuments – tourisme oblige – mais prennent aussi en compte celles des logements, et d'autres domaines d'activité comme l'artisanat, voire la gastronomie. Peuvent en résulter des créations de coopératives.

A l'énoncé de ces exemples européens, force est de constater que la France avait pris beaucoup de retard en matière d'insertion professionnelle des jeunes, ce retard n'ayant commencé à être résorbé qu'à partir de 1982 *(voir dans « l'Unité n° 638 » le bilan de la gauche impulsé par le rapport du Professeur Bertrand Schwartz)*. Ce qui en conséquence fait dire à Michel Delebarre : « Nous n'avons vraiment pas à rougir de ce qui a été fait durant cette législature. » Le ministre du Travail insiste cependant sur l'effort qu'il reste à accomplir au niveau de la formation initiale, sachant que sur 10 jeunes inscrits à l'A.n.p.e., 5 n'ont aucun diplôme et 4, le seul C.a.p.

« Quelle place réserve-t-on aux jeunes ? » ; « Va-t-on vers une institutionalisation du travail précaire ? » a demandé Michel Lainé en guise de conclusion au débat organisé par la Fédération Léo-Lagrange. Des questions essentielles qui, on le sait, n'ont pas encore trouvé de réponses, satisfaisantes. Et notamment de la part des entreprises. Il n'en demeure pas moins que « si les T.u.c. ne représentent pas la panacée, ils ne sont pas méprisables pour autant », dixit Michel Delebarre. Quant à les étendre aux entreprises privées comme le propose la droite, qui semble soudain avoir découvert leur intérêt (1), il s'agit là, toujours selon le ministre du Travail, d'une « absurdité totale ». Ne serait-ce pas en effet le meilleur moyen d'embaucher des jeunes travailleurs au rabais, après avoir licencié le personnel jugé excédentaire ?

Reste qu'en matière d'emploi des jeunes, l'interaction européenne, voire la coopération internationale au niveau des échanges d'idées, de projets d'animateurs semblent plus que jamais indispensables. ●

(1) Alors que Béthune, 20 000 habitants, a créé 600 T.u.c., Paris, ville de plus de 2 millions d'habitants n'en compte que 500 ! Michel Delebarre, a rappelé ces chiffres au cours du débat organisé par la Fédération Léo-Lagrange.

ESPAGNE : LE SECOND ROI

Felipe joue et gagne ! Les sondeurs se sont plantés, les analystes politiques qui ont suivi leurs prévisions et qui avaient spéculé sur la défaite du gouvernement se sont trompés. Plus d'un journal a dû changer sa « une » au dernier moment. Le mercredi 12 mars, une nette majorité d'espagnols se sont prononcés, par référendum, pour le maintien de leur pays dans l'Otan.

PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ

SUCCES personnel pour Felipe Gonzalez qui emporte à nouveau une consultation électorale difficile qui lui permet d'éloigner un sujet de division au sein de la société espagnole. Victoire aussi pour la démocratie qui sort renforcée d'un scrutin qui a éveillé les passions des Espagnols. Sans débordements ni violences. Le Psoe avait promis le référendum quand il était dans l'opposition, les socialistes étaient alors favorables au retrait de l'Otan. Il fallait tenir cette promesse mais aussi expliquer pourquoi maintenant le gouvernement socialiste avait changé de position. La vigoureuse campagne menée par le chef du gouvernement lui-même a été jugée convaincante par les électeurs : 52,53 % de « oui », contre 39,84 % de « non ».

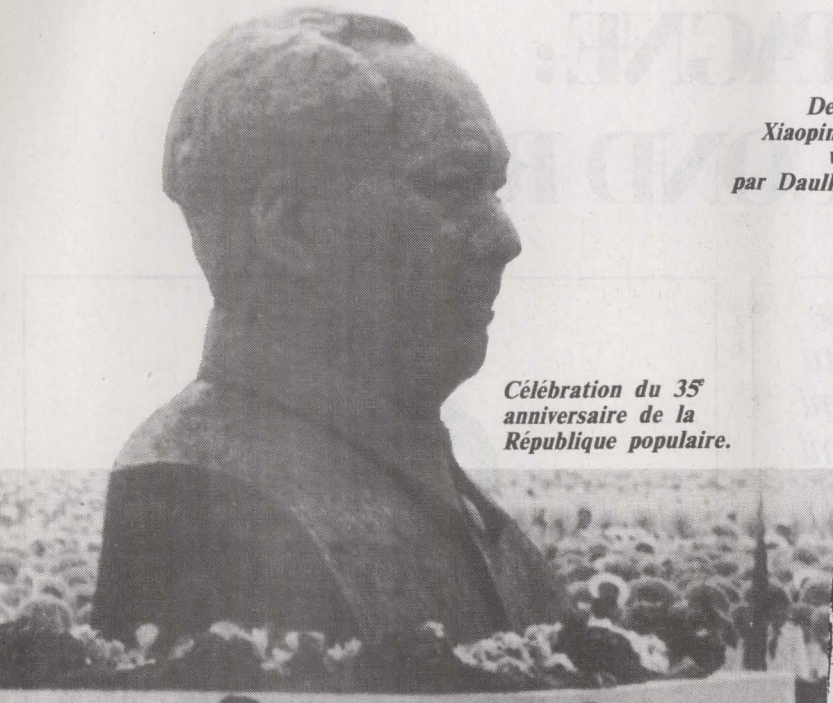
Les conservateurs, atlantistes forcenés, prônaient l'abstention espérant ainsi déstabiliser le gouvernement si les résultats étaient négatifs. Une façon comme une autre de réduire les marges de manœuvre de Gonzalez à quelques mois des prochaines élections législatives qui doivent avoir lieu avant la fin de l'année 1986. La tactique du leader de la droite, Fraga Iribarne, a échoué.

La coalition de communistes (il y a trois partis qui se revendiquent les héritiers du vieux P.c.e.), d'écologistes, de pacifistes et de groupuscules d'extrême gauche, n'a pas réussi à emporter la décision de l'électorat. Certains leaders politiques, partisans du « non », essaient maintenant de récupérer la dynamique créée durant la campagne. C'est le cas surtout des communistes qui voient dans cette mobilisation anti-Otan l'occasion de sortir d'une marginalisation politique aggravée par leurs divisions multiples. Mais il n'est pas sûr que ce rassemblement hétérogène puisse continuer d'exister après sa défaite dans les urnes.

Les socialistes espagnols, malgré les divisions apparues durant la campagne, se montrent satisfaits, « le P.s.o.e. tient ses promesses » disent-ils, « et Felipe garde la confiance des électeurs. » Face à une opposition en ordre dispersée et affaiblie par la défaite, le gouvernement socialiste espagnol a réussi son pari européen. Le chef de l'Etat avait fait du référendum une consultation qui allait au-delà du problème de l'Otan en prenant position pour une Espagne intégrée pleinement à l'Europe et consciente de ses intérêts, et de ses devoirs, de « puissance moyenne ». Felipe a gagné son pari. Il reste maintenant à négocier avec les Etats-Unis l'adéquation de la présence militaire américaine à la volonté populaire issue des urnes. Une nouvelle bataille en perspective. ●



Félipe Gonzalez, vu par Pym.



Célébration du 35e anniversaire de la République populaire.



Deng Xiaoping, vu par Daullé.



A.f.p.

CHINE : LE MAOISME A VISAGE HUMAIN

PAR CLAUDE GEOFFROY

Voyageurs rapportant que les Chinois boivent du Coca-Cola et que les murs de leurs villes sont couverts de publicités commerciales, ou experts débattant, à l'Est comme à l'Ouest, du marché et des réformes entreprises, les rumeurs et interrogations sur une Chine engagée dans la voie du capitalisme se sont gonflées au fil des années. Une chose est sûre : le successeur de Mao, Deng Xiaoping, a bousculé nombre de piliers de la société chinoise en moins de temps qu'il n'en a fallu au fondateur du régime pour les établir. Dix ans après le décès de Mao (1), le maoïsme semble également mort. Et pourtant n'assiste-t-on pas à un retour de l'orthodoxie idéologique ?

LE changement de cap fut amorcé dès 1978, alors que, à peine arrivé au pouvoir, l'auteur de la célèbre phrase « Peu importe qu'un chat soit noir ou blanc pourvu qu'il attrape les souris » lança une politique destinée à accélérer l'essor d'une Chine encore sous-développée. Appelée les « Quatre Modernisations », cette politique se proposa, en premier lieu, d'en finir avec l'arriération des campagnes où, aujourd'hui même, vivent encore 800 millions de Chinois (sur une population d'un milliard d'habitants). L'arme conçue pour lutter contre cette pauvreté et activer une agriculture à la traîne (d'une crois-

Gamma



Etudiants de l'école normale de Shangai, en février 1986.

sance quatre fois inférieure à celle de l'industrie et qui satisfaisait mal les demandes de l'industrie légère et à peine les besoins alimentaires de la population) est un système nommé « Responsabilité de la production » (Shengchan zeren), restaurant les marchés libres et l'exploitation familiale : une fois livré à l'Etat un certain quota, les paysans, désormais seuls responsables de la gestion de leur terre, disposent du surplus de leur récolte qu'ils peuvent vendre.

Taux de croissance d'environ 10 % par an, augmentation de la production de céréales et de coton en grande partie importée auparavant, accroissement également du revenu des paysans (de 133 yuans en 1980 à 355 yuans en 1984) qui, en droit de posséder des moyens de production, ont réinvesti leurs bénéfices dans l'achat de machines agricoles et ont ainsi contribué à cette mécanisation de l'agriculture recherchée par les autorités : ce système a, depuis 1980, plus d'un effet positif. Il n'en a pas moins sonné le glas de l'une des plus importantes réalisations du maoïsme : les communes populaires, qui ont été progressivement démantelées.

En octobre 1984, le Comité central adopte le projet d'une réforme urbaine inspirée par le même grand principe de « responsabilisation de la production » : les entreprises industrielles jouissent à leur tour d'une autonomie de gestion et sont responsables de leurs profits et pertes. Cette autonomie de gestion recouvre un pouvoir de décisions dans au moins deux domaines. Celui de la production : une fois les normes de l'Etat accomplies, les entreprises, qui disposent de leurs bénéfices (le prélèvement qu'en faisait auparavant l'Etat a été remplacé par un impôt), peuvent accomplir des productions répondant à un besoin du marché. Celui de l'emploi et de la rémunération, une liberté de licenciement et une possibilité de distribuer des primes de rendement ayant été instaurées.

Plus délicate, touchant à des rouages beaucoup plus complexes que la réforme rurale, la nouvelle politique urbaine, qui s'accompagne d'une libération partielle des prix, est plus prudente. D'ores et déjà, elle a au demeurant entamé la toute-puissance d'une planification centrale calquée sur le modèle soviétique, et a renversé l'institution du « Bol de riz en fer », ou inamovibilité des travailleurs quels que soient leur travail réel et les besoins en main-d'œuvre de l'entreprise.

La dernière innovation de Deng Xiaoping est bien connue : l'ouverture à l'Occident, avec la réalisation de « Zones économiques spéciales », ponts jetés vers les pays industrialisés pour attirer leurs technologies et capitaux — une mesure autrefois bannie au nom du principe maoïste : « Compter sur ses propres forces », qui signifierait indépendance, une indépendance conçue en nécessaire autarcie.

Toutefois, aussi profonds qu'ils soient, tous ces bouleversements s'inscrivent dans une certaine continuité. Comme le soulignent les nouveaux maîtres de la Chine, qui se défendent d'avoir engagé leur pays sur la voie du capitalisme, un certain nombre de principes socialistes de base ne sont, au moins aujourd'hui, pas entamés. Tel est le cas de la propriété de la terre : si les paysans peuvent en faire un usage privé, celle-ci appartient toujours à l'Etat (2). La remise en cause du système de planification imité du modèle soviétique (3) touche, quant à lui, à l'un des fondements de l'économie socialiste. Bien qu'il ait connu un remarquable essor depuis 1978, le secteur privé demeure néanmoins marginal par rapport au secteur public : il ne représente aujourd'hui que 4,5 % de l'activité économique non agricole du pays. Toutes les entreprises sont, en outre, censées se soumettre en priorité aux impératifs du plan d'Etat : pour l'heure, les moyens conçus pour faire respecter ce principe ne sont, il est vrai, guère précis. A signaler toutefois que, si les comités du parti n'ont désormais plus qu'un rôle de « contrôle » sur le fonctionnement des entreprises, les managers censés diriger ces dernières sont nommés par le Parti.

Simplement destinées à casser la rigidité sclérosante de l'ancien système, les lois du marché telles que la vérité des prix distillés dans l'économie chinoise seront toujours, affirment les autorités, limitées afin de ne pas « changer la nature socialiste de l'économie chinoise ». En un mot, après la Yougoslavie, la Chine a réinventé le « socialisme de marché ». Replacée dans l'histoire de la république populaire, cette innovation de Deng Xiaoping peut encore être considérée comme s'inscrivant dans la tradition marxiste chinoise du fait même... qu'elle constitue une entorse au modèle soviétique : Mao, déjà, n'avait-il pas « sinisé » le marxisme (4) ?

Enfin et surtout, la « libéralisation » promue par Deng Xiaoping est une libéralisation économique, destinée à inverser l'équation socialisme = faible productivité, et non une libéralisation politique : par-delà les conflits de tendances ; ainsi s'expliquent sans doute les signes contradictoires d'une démocratisation et d'un autoritarisme inchangé du régime.

Objets de méfiance et de mépris sous l'ère maoïste, ou encore soumis à la dictature du « réalisme socialiste » de l'épouse de Mao Jiang Qing, les intellectuels et les artistes chinois connaissent aujourd'hui un meilleur traitement : Deng Xiaoping en personne ne ménage pas ses efforts pour inciter les cadre du Parti à considérer les travailleurs autres que manuels comme des travailleurs quand même. Ces efforts semblent toutefois davantage motivés par la nécessité de mieux exploiter les ressources en matière grise du pays — nécessité dictée par l'impératif de modernisation —, que par la volonté d'accorder une plus grande li-

(suite en page 28)

(suite de la page 27)

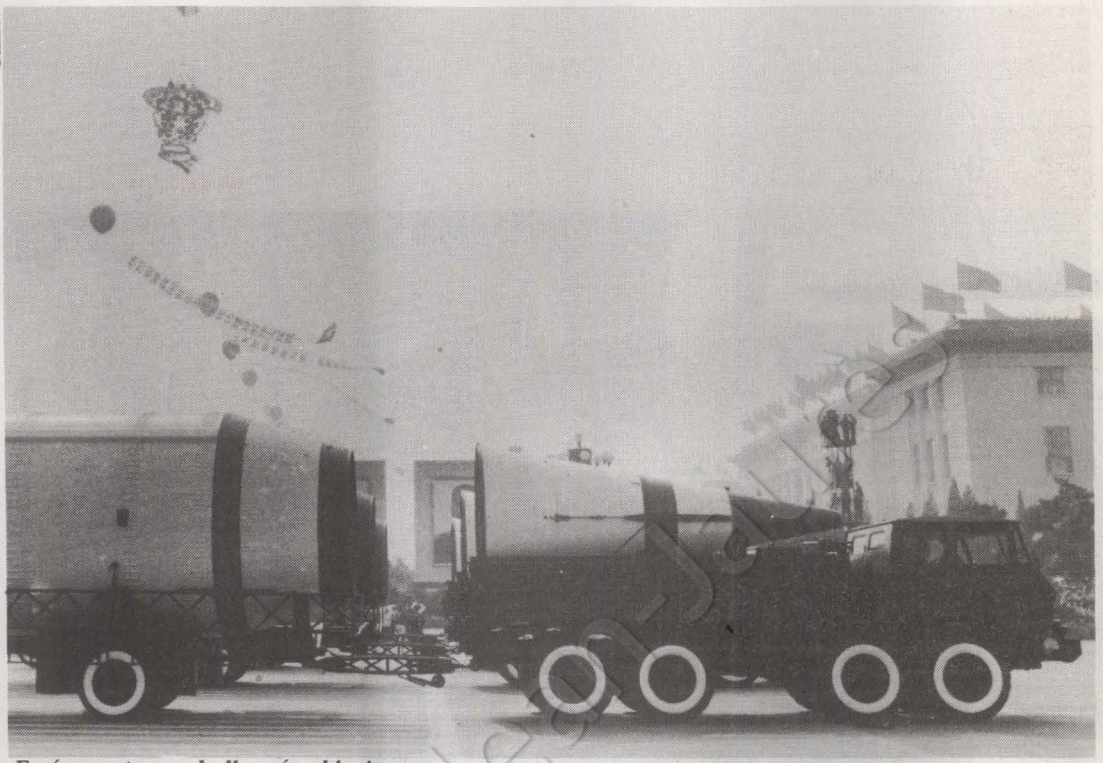
berté d'expression pour elle-même aux penseurs et créateurs chinois : confinée dans certaines limites, l'amélioration de leur statut et de leur condition de travail apparaît essentiellement comme un effet de la priorité aujourd'hui accordée à l'« expert » sur le « rouge ». Ainsi Wei Jingsheng, l'une des grandes figures de la dissidence chinoise, qui réclama lors du « printemps de Pékin » (1979) une « cinquième modernisation » : une démocratisation du régime, est-il toujours emprisonné. Quand elle a tendance à l'oublier, la presse chinoise se voit ainsi rappeler son rôle d'auxiliaire du Parti, son devoir d'expliciter les positions du gouvernement.

Le monopole du pouvoir

Aujourd'hui encore, le Parti communiste détient le monopole du pouvoir, et il entend d'autant plus le conserver que luttes intestines, échecs et désaffection d'une grande partie de la population à son endroit n'ont cessé de menacer son existence. Pour la plupart des dirigeants, le souci d'assurer la survie du régime semble primer tout autre préoccupation, comme le laisse penser le compromis réalisé entre réformistes et conservateurs lors du dernier plénum du Comité central (septembre 1985). Témoignent de ce même souci la polémique actuelle sur le marxisme en Chine, qui ne porte pas tant sur son abandon que sur sa nécessaire adaptation ou encore, les efforts auxquels s'associent — quoiqu'avec des méthodes différentes (5) — tant les conservateurs que les réformistes pour préserver une idéologie en décomposition parmi la population. « Nous devons fermement nous opposer au libéralisme bourgeois » : une phrase que l'on pourrait prêter à un orthodoxe tel que Chen Yun, et qui, en réalité, a été prononcée par Deng Xiaoping (6). A la réputation de libéral bien assise, Yaobang le chef du Parti communiste chinois, déclara un jour : « Si l'idéologie s'écroule, tout s'écroule ». Il y a fin du maoïsme en Chine, mais il n'y a pas fin du marxisme.

Pris entre deux exigences difficilement conciliables : celle d'une consolidation du régime et celle d'une adaptation à une réalité nécessairement disparate et mouvante, les réformistes — y compris les authentiques pragmatistes — ont, en outre, une marge de manœuvre étroite. Si,

Gamma



Fusées porteuses de l'armée chinoise.

dans l'ensemble, la politique agricole a atteint les objectifs recherchés, la réforme urbaine quant à elle connaît d'assez sévères handicaps. Atteignant un chiffre beaucoup plus élevé que celui envisagé par les économistes (17 % environ au lieu de 7 % à 8 %), la croissance industrielle a outrepassé les capacités en énergie et en moyens de transport de la Chine. Une importante hausse des prix (de plus de 10 % en 1985 dans les grandes villes), affectant notamment des produits de première nécessité tels que légumes, viande ou poisson a également eu lieu.

Conséquence inéluctable de la libération des prix, ces dérapages inflationnistes ont été aggravés par un autre effet pervers des réformes, d'une nature beaucoup moins technique : majoration inconsidérée des prix par des managers novices trop zélés dans la recherche de bénéfices, apprentis-banquiers d'une grande générosité dans l'octroi de prêts pour des investissements pas toujours justifiés, reconversion inopinée de cadres en hommes d'affaires qui ont créé leur propre

Les ouvriers de la Chine nouvelle de A à Z

* *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international de « la Chine »*, Editions ouvrières (846 p. ; 440 F).

Evoque-t-on la révolution chinoise que l'on songe à Mao, père fondateur du nouveau régime, et à quelques autres personnalités phares. Ils furent pourtant nombreux, les ouvriers de la Chine nouvelle — militants issus de toutes les couches sociales — qui, à l'aube du siècle, ont précipité la chute d'une dynastie chancelante, puis, pour certains d'entre eux, ont œuvré à la construction de la Chine que l'on connaît aujourd'hui. Obscurs militants ou partisans de mouvements perdants dans la lutte pour le pouvoir dont le Parti communiste chinois est sorti vainqueur, beaucoup sont demeurés inconnus : le volume Chine, récemment publié du Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international sort un certain nombre de ces acteurs de l'histoire chinoise de l'ombre où les avait relégués une historiographie tributaire des matériaux chinois.

Dû à une vingtaine de sinologues qui ont alimenté leurs recherches aux sources les plus variées, cet ouvrage, qui rend justice à certains protagonistes intervenus sur la scène chinoise à un moment ou l'autre d'une période allant de la fin de l'Empire (1910) à l'après-Mao (jusqu'à 1983), donne par là même une vision plus riche et plus juste d'un passé dont la transcription a longtemps été affectée par un « mao-centrisme » réducteur. Outre une « introduction historique » dégageant les problématiques qui ont sous-tendu les différentes étapes de la révolution chinoise et de l'installation du nouveau régime (en paticulier fortunes diverses du modèle soviétique dans un pays peu industrialisé qui, dans les années 1920, ne comptait qu'un million et demi d'ouvriers contre 400 millions de paysans), le Dictionnaire réunit 390 notices biographiques classées selon un ordre simplement alphabétique, cependant qu'une série de renvois tissent la toile de fond historique sur laquelle s'est inscrite l'action, plus ou moins importante, des différentes personnalités. Enfin, c'est avec un plaisir analogue à celui que l'on peut prendre à la lecture d'un ouvrage romanesque riche en événements et dénouements que l'on suit tous ces itinéraires individuels chargés et accidentés, certains prématurément achevés dans l'oubli ou l'opprobre, d'autres dans le triomphe. Etonnante carrière par exemple que celle de ce jeune ouvrier chinois des usines Renault à Billancourt qui, après avoir été un « docteur en ronéo » de la Ligue des Jeunesses socialistes (tirant les stencils de leur journal « Lumière rouge »), devait être, au terme d'une ascension entrecoupée de disgrâces, le maître de la Chine : Deng Xiaoping. Il reste à espérer une suite à ce Dictionnaire qui irait au-delà de 1983 : avec l'ample renouvellement des instances du parti et de l'administration auquel on assiste depuis le XIIe Congrès (septembre 1982), la scène politique chinoise voit en effet ses devants occupés par un bon nombre de nouveaux protagonistes qui, bien que sous les feux des projecteurs comme Li Peng ou Hu Qili, demeurent en grande partie des inconnus.

C. Geoffroy.

A.f.p.



Place Tien An Men, à Pékin.

entreprise avec les deniers de l'Etat...

Quelles que soient leurs causes : insuffisante formation des chefs d'entreprise, davantage initiés aujourd'hui encore aux lois du développement historique qu'à celles du marché ; simple corruption ou autre encore ; ces dérapages ont alimenté un mécontentement parmi la population. S'il s'est traduit par une activité inhabituelle sur les campus, ce mécontentement n'est pas le seul fait des étudiants ou des intellectuels : les laissés-pour-compte du progrès dans la Chine de Deng Xiaoping sont en effet présents dans toutes les couches sociales, y compris dans les campagnes où des inégalités marquées entre les paysans sont apparues.

Enfin, les conservateurs, qui avaient observé une certaine réserve, sont à leur tour sortis de l'ombre. Des critiques à l'égard des réformes sont apparues dans la presse, dont certaines particulièrement cinglantes : ainsi fut publiée une mise en garde contre un nouveau « Grand Bond en avant » qui renvoya aux réformistes la condamnation qu'ils ont prononcée il y a quelques années (7) des expériences maoïstes « aveugles ». A plusieurs reprises, les zones économiques spéciales furent également présentées comme semblables aux anciennes concessions, que les « barbares » étrangers se sont octroyées au XIXe siècle en entamant la souveraineté de la Chine... Conséquence ultime de cet enchevêtrement de débordements, les uns économiques, les autres sociopolitiques : un coup de frein à la politique de libéralisation, sous la forme d'un plan lancé en mars 1985. Comportant des mesures d'austérité destinées à tempérer les phénomènes de surchauffe de l'économie chinoise et à contrôler les gestionnaires enclins à faire une utilisation quelque peu laxiste de leur récente autonomie ; ce plan marque également un recul par rapport aux ambitions affichées lors du lancement de la réforme urbaine. Politique des « petits pas » ; mesures présentées comme des « essais » ; voire ensemble des réformes menées « à titre expérimental » : les déclarations de Pékin concernant un accroissement du libre jeu du marché, un assouplissement de la planification et une majeure autonomie des entreprises sont aujourd'hui marquées par une certaine prudence.

Retour des conservateurs

Et, bien qu'aucun des véritables fondements de la stratégie adoptée par Deng Xiaoping n'ait été récusés, certaines options ont été remises en cause : ainsi le principe d'une diversification de la production agricole prôné par les réformistes afin d'accroître les exportations a-t-il été remplacé dans le VIIe Plan quinquennal (1986-1990) par la priorité accordée au développement des céréales défendues par les orthodoxes soucieux d'assurer une autosuffisance alimentaire du pays.

Imposant davantage leurs conceptions sur le plan économique, les conservateurs ont également marqué des points sur le plan politique. Nombre d'entre eux, que l'on croyait en passe d'être évincés par des réformistes, ont été maintenus à leur poste lors du dernier Plénum du Comité central, réuni en septembre dernier, afin de « rajeunir » la direction du Parti. Enfin, le retour à l'orthodoxie en matière d'idéologie, qui se traduit par la réapparition de notions auparavant décrétées caduques : ainsi celle de la « lutte des classes », donne la preuve de l'influence qu'exercent encore les conservateurs au sein du parti. Faut-il en conclure que la politique de « libéralisation » est compromise ?

A en juger par les réglementations institutionnalisant l'autonomie octroyée aux nouveaux acteurs économiques et à en juger par les divers mécanismes, reposant sur une pluralisation des décisions mise en œuvre par le biais de diverses mesures adoptées, les réformes de Deng Xiaoping semblent promises à une certaine longévité. Par exemple, ont été conçus, dans le cadre du système de responsabilité rurale, des contrats fixant les devoirs mais également les droits des paysans, contrats d'une durée assez longue (15 ans ou 30 ans) et qui peuvent, en outre être légués.

Institutions au moins aussi solides que le système des contrats, les communes populaires de Mao n'ont pas moins été jetées bas. Parfois présentée comme une nouveauté radicale, la réforme agraire de Deng Xiaoping a elle-même des précédents dans la politique agricole de la république populaire, politique qui a constamment oscillé entre collectivisation et décollectivisation. Bien que plus modérés, ces précédents ont été... de courte durée. Pour le magazine américain « Times », « l'homme de l'année » 1985 fut Deng Xiaoping : l'homme de l'année 1986 sera-t-il... Mao ? ●

---

(1) L'annonce officielle du décès de Mao a été effectué le 8 septembre 1976.

(2) Cette distinction entre droit d'usage et de propriété ne semble toutefois pas avoir été toujours bien comprise par les paysans, certains ayant... vendu leur terre.

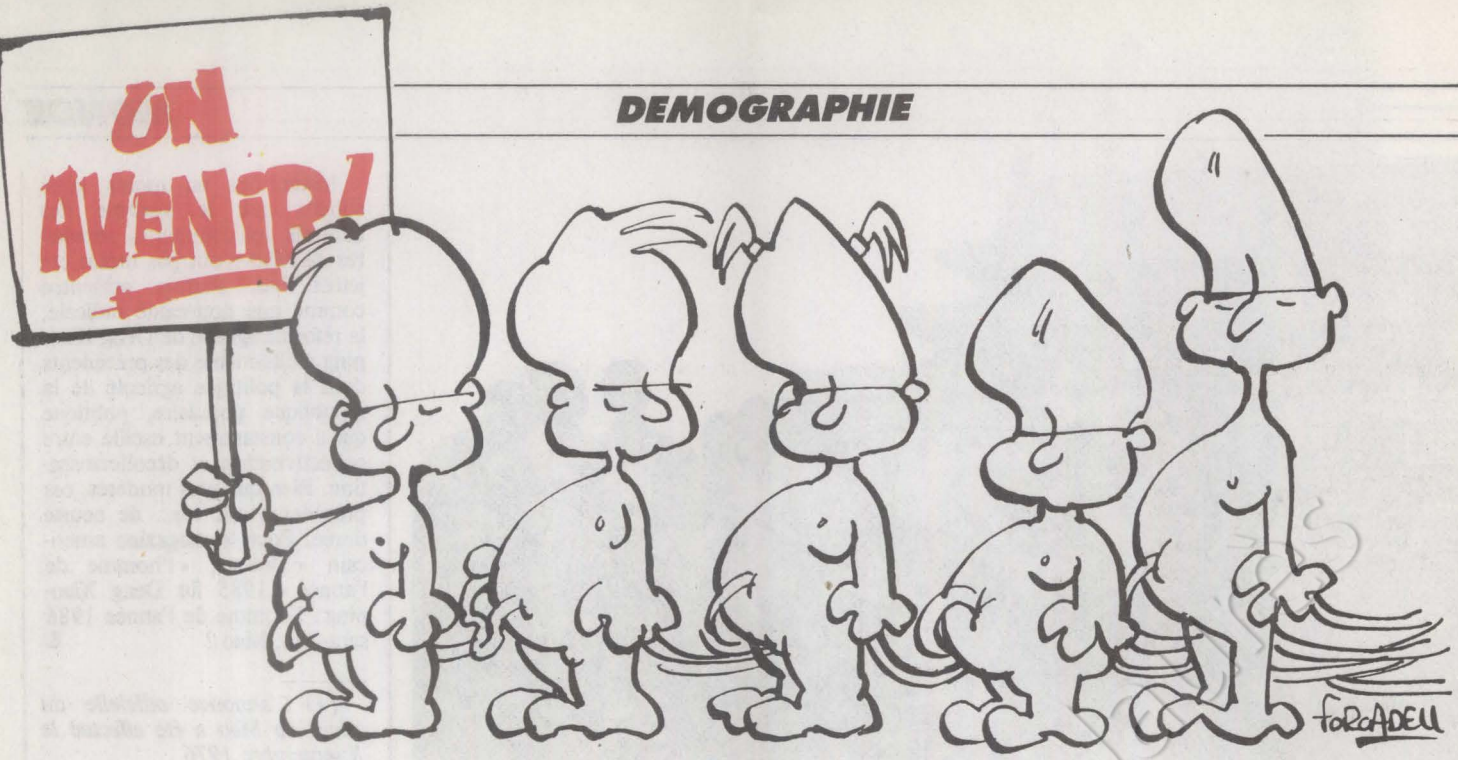
(3) Dans cette remise en cause du système soviétique de planification, entre la priorité accordée à l'industrie lourde et, d'une manière générale, celle accordée au développement des biens de production au détriment des biens de consommation.

(4) Les deux grands maîtres de la république populaire ont « sinisé » le marxisme d'une manière, bien entendu, très différente : Mao, par l'affirmation à un degré rare dans les pays communiste du primat politique, dans le prolongement d'une tradition marquée par le souci d'établir un pouvoir suffisamment fort pour unir quitte à uniformiser ; Deng Xiaoping par une reconnaissance de l'économique renouant avec l'esprit mercantile chinois tourné vers l'enrichissement quitte à ce qu'il divise.

(5) Contrairement aux orthodoxes, Deng Xiaoping s'est toujours déclaré contre les « campagnes de masses » et autres méthodes ayant recours à la contrainte plutôt qu'à la « persuasion ».

(6) Dans un discours effectué lors de la Conférence du parti réunie en septembre 1985.

(7) Dans la « Résolution sur quelques questions soulevées par l'histoire du Parti » adoptée par le VIe Plénum du Comité central du P.c.c. (27-29 juin 1981), les problèmes économiques de la Chine sont imputés à la collectivisation de l'agriculture et de l'artisanat menée par Mao lors du Grand Bond en avant (1958) puis lors de la Révolution culturelle (1966-76).



LA FRANCE AIME-T-ELLE VRAIMENT LES BEBES ?

PAR FRANÇOISE LORIOL

Pourquoi les Français ne veulent-ils plus faire ce troisième enfant qui nous assurerait une belle courbe démographique ? Un mystère que ni les mauvaises raisons, ni les incitations financières, ni les incantations natalistes ne peuvent percer.

Il suffit d'une affiche – commerciale – qui nous interpelle, de quelques mots sous un ventre arrondi : « la France aime les bébés »... pour qu'à l'heure où la courbe démographique est à la baisse on s'interroge : la France aime-t-elle vraiment les bébés ? Mais oui ! La gauche comme la droite ! Même si les natalistes les plus fanatiques comme Debré ou Chaunu se rencontrent plutôt chez les conservateurs.

La démographie, qui parle chiffres et non sentiment, voudrait-elle nous prouver le contraire ? Et d'abord, ses constats. Après le point culminant de 1964 : chute vertigineuse de la natalité ! Dans tous les pays industrialisés, catholiques ou pas, démocratiques ou pas : même phénomène ! Fécondité et mortalité se compensent un certain temps, puis plus du tout... Ainsi, depuis dix ans, la population française n'assure plus le remplacement des générations. Pour cela il faudrait un taux de fécondité de 2,1 enfants par femme. Il est de 1,84, le même qu'en 1976 (2,84 en 1965). Pas catastrophique cependant : la France a même une situation très enviable par rapport à la R.f.a. (la plus mal lotie : 1,4), meilleure que les Pays-Bas, l'Europe du Nord, l'Italie, les Etats-Unis et le Japon.

Pas de refus de procréation donc. Non. Le désir d'enfant existe : cette complicité avec le nourrisson, cet espoir de retrouver un regard, un sourire qu'on aime, enfin cette illusion d'immortalité. Tout cela existe toujours et le nombre de femmes ayant un enfant s'est fortement accentué mais le deuxième se fait attendre et le troisième reste là où il est.

La faute aux femmes !

A qui la faute ? Vraies et fausses explications... et les fausses dominent. La faute aux femmes, bien sûr ! les femmes travaillent, les femmes prennent la pilule, les femmes se font avorter ! Le travail ? C'est un fait : l'arrivée au travail des générations d'après-guerre a augmenté le pourcentage des femmes en activité qui, malgré la crise économique, ont continué par la suite à participer au revenu du ménage. Mais y-a-t-il une incidence ? Pas si forte qu'on le croit : la Hollande, où les femmes travaillant à l'extérieur sont très minoritaires, a cependant subi la même chute de natalité que les pays à forte main-d'œuvre féminine. Les méthodes contraceptives ? Ceux qui font chorus sur la pilule, le stérilet (et n'ont d'ailleurs pas une ribambelle d'enfants) oublient de dire qu'une régulation individuelle est décelable dès le XIXe siècle, que nos grands-parents la pratiquaient déjà quand le nombre d'enfants désirés était atteint... Les méthodes ont changé, c'est tout. Ce désir des couples de planifier, de diriger la constitution de leur famille s'est étendu, s'accomplit désormais dans la sérénité et non plus dans la transe, d'autant plus que la mortalité infantile a pour ainsi dire disparu.

Et l'I.v.g. ? Alors là c'est le règne de l'hypocrisie absolue ! A croire que tous ceux qui prétendent aimer les bébés détestent tant les femmes qu'ils préfèrent les voir utiliser des instruments perforants, se laisser tomber volontairement dans l'escalier ou ingurgiter des remèdes de cheval au risque de mourir ou rester stériles à jamais, plutôt que de reconnaître la nécessité de cette mesure médicale. Des chiffres : les avortements connus qui en 1976 étaient de 134 000 (plus d'innombrables clandestins) sont passés en 1983 à 181 000 – tous connus puisque sous contrôle médical ! – Quelques clandestins ? Sans doute mais peu... tellement inutilement dangereux ! Est-ce une si grande différence, si différence il y a ? Cette solution de secours concerne aujourd'hui des femmes de 20 ans à 30 ans. 63 % parmi celles-ci sont déjà mère de un ou deux enfants... tiens, tiens ! Mais voici l'argument massu : « l'affaissement des valeurs ». Nous y voilà !

« Plus de mariage chez les jeunes ou alors des mariages sans papier ! » s'attristent les bien-pensants. Les chiffres : en 1973 par exemple 400 000 mariages, dix ans après : 285 000. Les cohabitations hors mariages 500 000 en 1973, 800 000 ac-

tuellement. Un accroissement des divorces : le double en dix ans, c'est vrai (un sur dix dans l'ensemble de la France, un sur quatre à Paris). Mais au fait y a-t-il beaucoup moins d'enfants pour cela ? Pas forcément : les premières naissances sont extrêmement fréquentes, et très désirées – enfants légitimes ou naturel (14 %). Et cela va de soi, beaucoup de familles monoparentales : la durée d'une union n'étant pas une « valeur », l'engagement à perpétuité est devenu suspect. De ce fait le modèle de famille se réduit à 1 ou 2 enfants. De là à parler d'individualisme, de culte du moi, d'un certain hédonisme, le pas est vite franchi ! Disons une philosophie et une manière de vivre différentes, avec d'autres centres d'intérêts, et chez la femme le désir légitime de ne pas trimer jusqu'à minuit...

« Effets pervers »

« Des lois qui favorisent cet état de chose ! » s'écrient leurs détracteurs. En fait les lois, (droits des enfants naturels, divorce par consentement mutuel, remboursement de l'I.v.g., autorité parentale à la mère) ne font qu'entériner de nouvelles pratiques. Ont-elles des « effets pervers » ? Possible, mais en pourcentage c'est négligeable. Dans la baisse de la natalité interviennent aussi des phénomènes nouveaux : une mortalité masculine chez les adultes autour de 20 ans (accidents de la route) et à partir de 45 ans (maladies circulatoires). Là aussi, une incidence faible, mais enfin... de même la stérilité involontaire. Bref, un peu ceci, un peu celà, il y a donc moins d'enfants. Exact. Grave, ça ? La France sera-t-elle moins heureuse avec 45 millions d'habitants qu'avec 55 ? Heureuse, on ne sait pas ! Mais en mauvaise posture certainement ! disent les démographes qui calculent loin et analysent scientifiquement les tendances. Ce manque d'intérêt pour le long terme, ça les tracasse ! Que disent-ils ? D'abord qu'à ce train-là, même si le taux de natalité ne baisse que de 0,1 % par an, le déficit des bébés ira s'accentuant, et qu'en 2010/2020, il y aura plus d'hommes de 60 ans que de moins de 20 ans... avec 40 % de 75 ans ! Bigre ! Et toute l'Europe logée à la même enseigne ! Un continent de vieux, quoi ! Ce qui sous-entend un conservatisme obstiné, une perte de dynamisme culturel et technique... Il faut bien le reconnaître, à quelques exceptions près auxquelles il faut rendre hommage, ce ne sont pas les vieilles gens qui partent à l'assaut de la nouveauté, qui font bon accueil aux changements...

Le rapport actifs-inactifs basculant dans le mauvais sens, le prix de leur protection sanitaire et de leur retraite sera lourd.



Tout cela s'effectuera dans la douleur. Voilà le raisonnement de ceux qui voient le paysage en noir ; avec comme conséquences l'inutilité des équipements publics, écoles, gymnases, habitations... Enfin, non-croissance, déclin, et à la clé la mort lente dans l'action et la pensée, patatras !

Des arguments qui laissent pantois. Alors que faire pour freiner la débâcle, renverser la vapeur ? La gauche qui aime aussi les bébés, mais préfère les voir désirés et heureux, et qui n'aime pas, mais pas du tout qu'on les brandisse comme le vertueux drapeau de la moralité n'a pas lésiné sur les efforts de solidarité à l'égard des familles quel que soit leur modèle matrimonial : allocation de la grossesse, au jeune enfant, au parent isolé, récupération des pensions alimentaires, allègement des impôts, congé parental..., etc. enfin une sollicitude qui n'a pas cessé malgré la montée d'autres besoins : les vieux justement, les chômeurs, les handicapés...

Est-ce que pour autant cela a servi à quelque chose ? Un petit renouveau en 1982-1983, mais de peu de durée (même dans les pays de l'Est des mesures plus autoritaires n'ont eu qu'une incidence momentanée). Enfin, ces mesures incitatrices ne comblent pas la brèche qui se situe dans le comportement familial après le deuxième enfant. Un vrai problème le petit troisième ! Il coûte cher ! et par lui viendra, pauvre chou, la dégradation du niveau de vie de la famille ! En somme on demande à une famille de quatre personnes – prototype d'une famille française – qui vit convenablement avec deux salaires de vivre mal, à cinq, avec un unique salaire. C'est de l'héroïsme ! Le congé parental : bonne idée, mais mille francs c'est dérisoire et ne remplace nullement les frais qu'occasionnera le petit dernier à commencer par le changement d'appartement. On comprend qu'il n'y ait pas beaucoup de volontaires ! même si le ministère prend des mesures en faveur des familles, se penche sur des formules de garde diversifiées, des horaires souples, réduit les distorsions fiscales qui existaient en faveur des « marginaux du mariage », enfin tout (?) pour que la « décision » soit prise. C'en est une. Ce coup de pouce ne convaincra... que les convaincus ou les hésitants car si le désir n'est pas là, rien n'y fera !

Et c'est ce non-désir collectif aussi profond et inexplicable qu'un trou noir dans l'espace qui est préoccupant, comme si la vieille Europe accablée d'Histoire et de culture se laissait plus ou moins consciemment mourir en douceur. Et pas seulement l'Europe, le monde développé et occidental plutôt puisque ni le Japon ni les Etats-Unis ne sont épargnés. Cela arrive ces choses-là ! La Crète, l'Etrurie, Rome... on connaît. Les civilisations sont mortelles. Mais chut, la mort ! occultée la mort...

Alors un scénario plus optimiste. Une solution même : une cure de rajeunissement grâce aux nouveaux petits Européens, Africains et Asiatiques qui vivent sur notre sol. « Une chance pour la France », encore fraudrait-il la voir et la saisir, mais vite. Sinon quoi ? Un dernier scénario avec happy end – très plaisant car il n'y a rien à faire – ; l'inébranlable confiance en la mystérieuse mécanique ondulatoire qui pourrait bien à elle toute seule nous réserver un de ces jours quelque surprise. ●

** Pour en savoir plus : « Les Cahiers français », la population française de A à Z – sources Ined.*

SOUS L'ŒIL INDISCRET DE SPOT

PAR PIERRE-YVES POINDRON

Transmettre de haut avec le recul, des images de notre bonne vieille Terre avec comme champs de prédilection : l'environnement, l'aménagement du territoire, l'urbanisme, la cartographie, la météorologie, l'océanographie, c'est la tâche de Spot, satellite de télédétection qui donne à la France le droit d'être la troisième « indiscrète ».

ET maintenant il tourne ! Lancé avec succès voici un mois par la fusée Ariane, le satellite Spot I fait quatorze fois le tour de la terre en une journée sur une orbite polaire. Quatorze nuits, quatorze jours en une journée ! Il a donc l'occasion de contempler notre planète sous toutes les coutures. Car Spot est équipé d'instruments de prises de vue qui balayent à chaque passage une bande de terrain de 950 km de large. Comme la terre tourne « depuis » Galilée et que Spot en fait autant en passant par les pôles, le satellite découpe la terre en gros quartiers d'orange.

Ce vaste champ de vision fait que Spot n'a pas besoin d'attendre d'être rigoureusement à la verticale d'un point pour le photographier. Sinon il faudrait patienter vingt-six jours avant de rephotographier une même région. Les délais sont en fait considérablement raccourcis. D'où appréciables comparaisons d'une même région dans des délais suffisamment rapprochés pour être parlant en météorologie par exemple.

Le but de Spot ? Transmettre de haut avec le recul, des « images » de notre bonne vieille Terre. Les guillemets au mot image s'imposent : Spot envoie aux deux stations de traitement de Toulouse et de Kiruna en Suède, des données dont beaucoup nécessitent l'assistance d'un ordinateur.

Ce que l'œil ne voit pas...

N'attendez pas de Spot des cartes postales comme nous avons l'habitude d'en prendre du haut d'une montagne ou d'avion. Les images envoyées par le satellite nécessitent une « interprétation ». Notre œil, lui, est sensible aux radiations solaires. Mais il existe d'autres radiations, émises par les corps, en fonction de leur température par exemple. Ces radiations n'échappent pas à des appareils spécialisés qui les traduisent en images qui à leur tour doivent être traduites.



Sipa-presse

Hubert Curien, ministre de la Recherche et Jean-Louis Lions, président du Cnes.

C'est cela la télédétection : capter certes, mais aussi mesurer l'intensité de ces radiations qui constituent ce qu'on appelle « la signature spectrale » d'un corps grâce à laquelle il est reconnu. Une forêt de bouleaux n'a pas la même « signature » qu'une prairie et pourtant vu de haut... c'est vert. Ce sera plus ou moins rouge sur certaines images qui traduisent des radiations que nous ne voyons pas à l'œil nu. « L'observation de la terre depuis l'espace se fera donc dans le visible, dans certaines zones de l'ultraviolet et de l'infrarouge et des hyperfréquences », nous explique la revue « Métropolis », une revue assez pointue, consacrée à l'urbanisme, l'aménagement du territoire, l'environnement.

Environnement, aménagement du territoire, urbanisme, mais aussi cartographie, météorologie, et même océanographie, ce sont là justement des domaines de prédilection de la télédétection où elle sera utile aux spécialistes et aux décideurs de ce bas monde. Les nombreux passages du satellite dans une même zone permettront de mieux appréhender l'évolution de certains phénomènes dans le temps. En météorologie, par exemple, où il suffit parfois de quelques jours pour modifier le visage d'une région du globe. On voit bien mieux certaines choses lorsqu'on cesse d'avoir le nez collé dessus, la photographie aérienne nous avait habitués à cette évidence, c'est encore plus vrai avec la détection spatiale. La nature même des données transmises par télédétecteur est – on l'a vu – originale. Enfin, les prises de vues de Spot ont, sur celles des satellites américains, l'avantage d'avoir une résolution plus fine puisqu'on peut déceler sur des images des objets d'une dizaine de mètres.

Une vision de l'espace et du temps

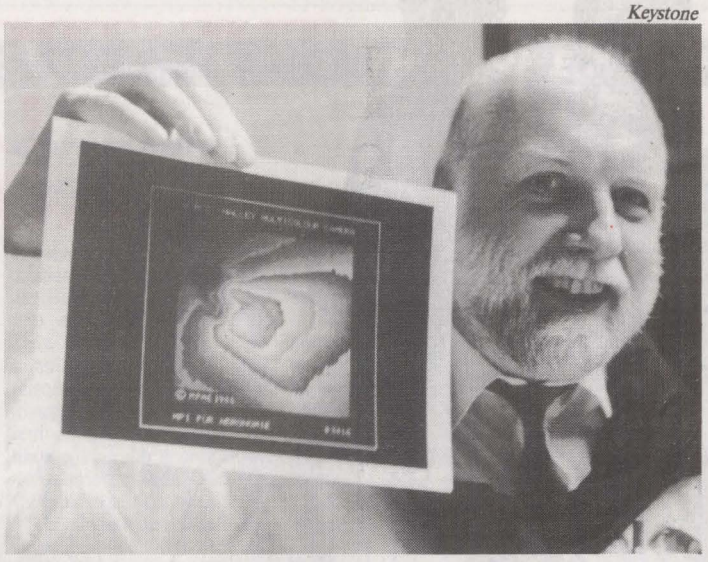
C'est donc un domaine nouveau qui s'ouvre à la connaissance de la Terre. Une vision qui prend de la hauteur permet par exemple d'embrasser en une seule fois des phénomènes aussi complexes que les phénomènes écologiques. Sans doute la télédétection permettra-t-elle de mieux suivre une catastrophe naturelle comme un incendie de forêt dans le Var ou une pollution marine aux larges des côtes. Tout aussi utile pour maîtriser l'avenir, elle aidera à l'inventaire et à la gestion de l'environnement. Un inventaire qui aura l'avantage de ne plus être statique, mais qui sera dynamique. Ainsi des études de l'occupation du sol en Normandie ou en Côte-d'Ivoire, travaux d'ores et déjà réalisés à partir de données spatiales. Ainsi aussi de l'évolution des crues du fleuve Niger dans le delta intérieur du Mali.

La cartographie de l'environnement facilite la prise en compte de l'environnement dans l'établissement d'un schéma directeur d'urbanisation ou au niveau des études d'impact de projets tel la construction d'une ligne de T.g.v. « Les cartes d'environnement » donnent en effet de précieux renseignements sur les équilibres écologiques à grande échelle, l'appréciation de

La comète de Halley dévoile ses charmes

On la croyait blanche, elle est noire et charbonneuse. La comète de Halley réserve encore des surprises, mais la coquette se dévoile peu à peu. Elle vient de livrer un peu de ses mystères sous les yeux de Giotto, la sonde européenne. Rendez-vous historique qui ne se reproduira que dans soixante-seize ans. C'est dire que les images que l'on pouvait glaner du chignon de la belle vont avoir leur prix. L'engin s'est approché du noyau que les spécialistes vont désormais tenter de disséquer, par photos interposées. Dieu merci, la caméra de Giotto a merveilleusement fonctionné, ne succombant qu'au dernier moment aux poussières qui auréolent la comète. On ne perd d'ailleurs pas espoir de lui faire reprendre du service, sinon on laissera Giotto se perdre dans l'espace... après avoir délivré de la comète de Halley un peu de mystère et beaucoup de rêve...

Keystone



Le Dr Keller inventeur de la caméra de Giotto montrant une photo de la comète de Halley.

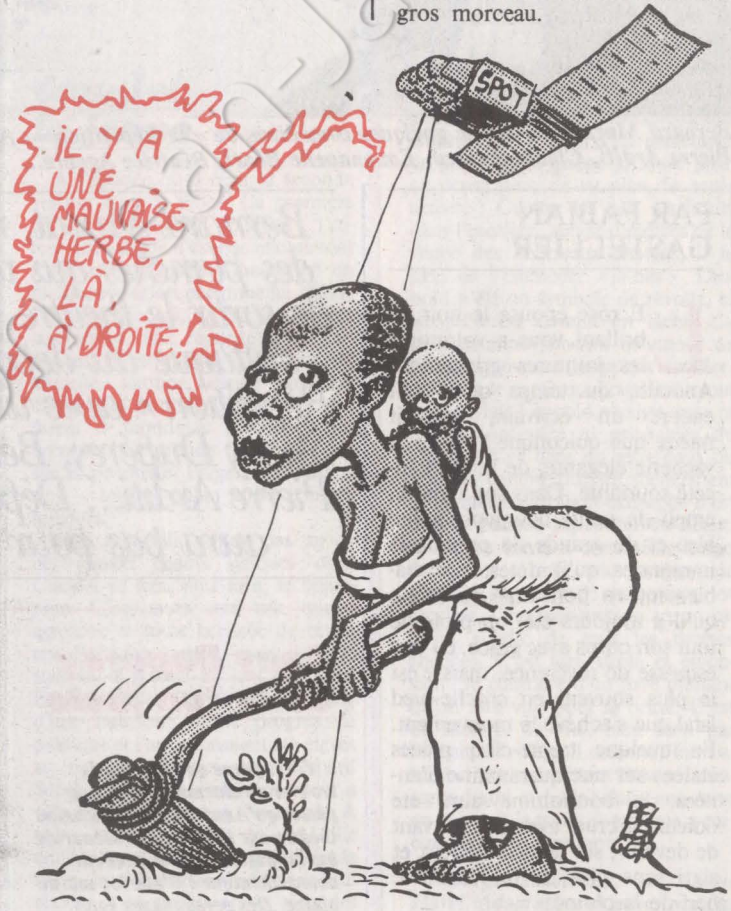
perpétuelle mutation, on sait moins bien la nature et les effets à plus ou moins long terme de ces mutations. Sans remplacer les méthodes traditionnelles d'enquête, la télédétection peut heureusement les compléter et leur donner tout leur sens.

L'Institut national de géographie est, on s'en doute, particulièrement intéressé par cette technique : gain de temps pour l'établissement des cartes, accessibilité à des zones difficiles comme les massifs montagneux ou les côtes inhospitalières, assistance aux pays du tiers monde, suivi de l'évolution rapide des grands centres urbains, tout ceci n'a pas échappé aux responsables de l'I.g.n.

Mais encore une fois, tous ces exemples ne doivent pas laisser croire que la télédétection ne renseigne que sur la morphologie du terrain... Des études ont par exemple été réalisées à l'aide de données spatiales, sur les températures de surface en Champagne qui renseignent sur l'ampleur des gelées ou leur durée, toutes données qui intéressent l'agriculture.

Est-ce rêver que d'imaginer qu'on pourra désormais prévoir, puis parer aux vastes modifications de climat qui affectent certains pays du globe ? On songe par exemple à la désertification du Sahel.

Nombre de pays, nombre d'organismes sont concernés par cette nouvelle technique. Il n'est donc pas étonnant que la société « Spot image » qui commercialise et diffuse les « images » envoyées par Spot soit une société mixte où l'on retrouve le Gnes, mais aussi l'I.g.n., l'Institut français du pétrole, le Bureau de recherches géologiques et minières, des sociétés commerciales comme Matra et la Société européenne de Propulsion, deux pays étrangers (la Suède et la Belgique)... Une ambition pour « Spot image » : s'implanter aux Etats-Unis par l'intermédiaire d'une filiale. Un gros morceau.





Gamma

La ville de Nice et la principauté de Monaco photographiées par Spot.

la « valeur patrimoniale » d'une région comme le fait remarquer Pierre-Yves Revillion, chargé d'études à la direction « ressources naturelles et télédétection » du bureau de développement de la production agricole. Bref, c'est tout un travail de synthèse des connaissances qui éclaire les actions des décideurs, des aménageurs et des gestionnaires du territoire.

Même chose en zone urbaine où l'écologie n'en est qu'à ses premiers balbutiements. Si l'on sait que le tissu urbain est en

Avec Ariane, avec Spot, la France jouit d'une certaine indépendance spatiale. « Je trouvais profondément anormal que dans le monde moderne, il n'y ait que deux puissances ayant, de fait, le droit de regarder le monde entier », explique Hubert Curien. Je ne trouve pas supportable cette bipolarisation d'une technique qui est finalement « indiscrète »... La France est devenue le « troisième indiscret » du monde... Le fruit d'un effort sans précédent dont on peut espérer vivement qu'il ne sera pas dilapidé. ●

THEATRE + STARS = LA DOUBLE INCONSTANCE



Bernard Murat entouré de quelques comédiens de « la Répétition » : Anny Dupérey, Bernard Giraudeau, Pierre Arditi, Claude Evrard, Emmanuelle Béart, Béatrice Agenin...

PAR FABIAN GASTELLIER

Bernard Murat, nouvel enfant gâté des planches qui tente – et réussit – de sortir le théâtre privé de sa sclérose s'attaque au dépoussiérage de « la Répétition » avec une pléiade de stars : Anny Dupérey, Bernard Giraudeau, Pierre Arditi... Dépêchez-vous, il n'y en aura pas pour tout le monde.

LE rose épouse le noir, le brillant vous a volontiers les jointures grinçantes : Anouilh, du temps qu'il était encore un écrivain, maniait mieux que quiconque l'art de la vacherie élégante, de la méchanceté souriante. Dans son théâtre, empli de petits bourgeois minables et de grands de ce monde immondes qu'il déteste cordialement en bon anar de droite qu'il a toujours été, on ploie de tout son corps avec grâce, en une esquisse de révérence, mais c'est le plus souvent en croche-pied fatal que s'achève le mouvement. En quelque trente-cinq pièces étalées sur une quarantaine d'années, le bonhomme aura été odieux et cruel avec talent avant de devenir, sur le tard, fielleux et aigri sans plus de brio dans le nerf de la plume.

Aussi, lorsqu'après la guerre il s'amuse, l'espace de « la Répétition » à pasticher Marivaux, c'est pour reprendre à son compte, en plus bilieux, la férocité des jeux de l'amour et pour taper jusqu'à l'exaspération sur une société d'oisifs bavards dont on sent bien que, secrètement, il les envie pour leur cynisme presque autant qu'il les hait pour leur inutilité. La pièce, qui mêle habilement Marivaux au babillage de nobliaux désœuvrés censés répéter « la Double Inconstance » en vue d'un bal costumé qui va virer au drame, n'avait pas été reprise depuis sa création, en 1950, dans une mise en scène de Jean-Louis Barrault.

C'est Bernard Murat, le nouvel enfant chéri des planches déjà deux fois triomphateur avec « Tailleur pour dames » de Feydeau-Poiret et « Deux sur la balançoire » de Gibson-Dabadie, qui s'attaque aujourd'hui à ce dépoussiérage. Cent représentations exceptionnelles au théâtre Edouard-VII à partir du 20 mars et une affiche prestigieuse où l'on retrouve Anny Dupérey, Bernard Giraudeau, Pierre Arditi, Claude Evrard, Béatrice Agénin et la toute jeune Emmanuelle Béart, la fille de son père, qui devraient lui assurer un troisième succès dans l'enceinte des théâtres privés qu'il rêve de sortir de leur actuelle sclérose Barillet-Grédy-Françoise Dorin avec sa recette miracle à lui : « Des spectacles drôles et délassants où le rire élève l'esprit au lieu de l'abaisser. » Un cocktail mis au point après des années de galère à naviguer en tant qu'acteur du comique facile à la décentralisation brechtienne, histoire de jouer puisqu'« un comédien qui ne joue pas c'est un muscle qui s'atrophie ».

Anouilh, Bernard Murat en rêvait depuis longtemps. Par

Anny Dupérey ou le ton juste

C'est parce qu'elle rêve de trouver au cinéma un rôle à se pâmer qu'Anny Dupérey enchaîne théâtre sur théâtre. Les scénarios qui lui parviennent la rendent neurasthénique : Waterloo morne plaine. Des personnages sans consistance, des utilités ripolinées... Résultat, et qui se plaindra, elle ne quitte plus les planches.

En trois ans, elle s'est même offert un répertoire des plus éclectiques. Agitée et hyper marrante dans « la Fille sur la banquette arrière », on l'a retrouvée par la suite clouée sur une chaise d'infirme dans « Duo pour une soliste ». Jekyll contre Hyde. La voici maintenant Comtesse chez Anouilh aux côtés de Bernard Giraudeau. Six années qu'ils n'avaient pas joué ensemble depuis leur comédie musicale commune « Attention fragile ! ».

« Anouilh, c'est un projet miraculeux, une chance inouïe, confie-t-elle de son ton si personnel, genre garçonne-nature. Mais c'est aussi une sacrée gageure. Le contraire de la facilité. »

Deux paris en un seul spectacle pour Anny Dupérey : trouver le ton juste, entre le marivaudage et le drame, et parvenir à faire exister des individus particulièrement antipathiques. « La Répétition », c'est un peu comme une page de Vivaldi où l'on perçoit la sonorité troublante de la contrebasse sous l'apparente légèreté, explique-t-elle. Du champagne au cyanure. Et puis ce petit monde-là, bonjour le rôle de composition ! Rien de plus éloigné de moi que ces oisifs qui ne foutent rien d'autre que s'asseoir pour jacter. »

Tant de travail pour démêler l'écheveau du texte « coton et alambiqué où parfois une seule idée court sur cinq phrases », pour inventer « un jeu moderne sur un parlé classique » avec, au terme, cent petites représentations et pas une de plus, est-ce que cela valait le coup ? « Vous savez, reconnaît Anny Dupérey, je ne crois pas être une actrice vraiment solide sur une longue distance. Mon désir, c'est d'être aussi enjouée et fraîche à la cinquantième qu'au soir de la première. Après trois cent soixante-cinq représentations, cela demande une attention de chaque seconde dont je me sens incapable. »

Courtes visites, donc, où la qualité l'emporte sur la quantité, entrecoupées d'activités diverses. Les casquettes d'Anny ne se comptent plus, et l'écrivaine (deux romans à son actif, « l'Admiroir » et « le Nez de Mazarin ») a aujourd'hui presque autant de succès que la comédienne. Un constat qui la fait rigoler. « Je ne me considère pas comme un auteur. Je ne subis pas les contraintes de l'écriture, ce serait plutôt mon luxe. J'ai quand même mis neuf ans à terminer mon second bouquin ! » Le secret d'Anny Dupérey, prototype de la femme active des années 80 ? « J'ai l'air de bouger beaucoup, mais en fait j'en fais peu, patiemment, dans le style obstinée. Au font, je suis une cossarde. »

amour du style, d'abord, et aussi pour réparer un malentendu. « On se méprend sur Anouilh et ce à cause d'Anouilh lui-même, estime-t-il. Sous prétexte que ce vieux monsieur gâtifie à présent dans la hargne purement réactionnaire, on voudrait refermer tous ses livres, oublier tous ses écrits passés. Pourtant, quelle langue ! On n'a plus d'auteurs de cette trempe, qui savaient allier le plaisir des mots à la force des idées. Ils sont morts. C'est comme Montherlant, même problème, même impasse. Un de ces jours, je mettrai en scène du Montherlant. D'ailleurs, j'ai en sommeil un projet avec Fanny Ardant. »

Et puis, parce qu'on ne se refait pas et que l'adulte qu'on est devenu abrite toujours le mouflet qu'on a été, Bernard Murat avait le spleen de « la Répétition », la première pièce qu'il ait jamais vue. D'où l'envie de renouer avec les souvenirs d'enfance, très précis : « Le souvenir de la salle comble et du rideau rouge, magique et mystérieux, se rappelle-t-il, avec ce parfum si particulier qui s'y rattache ; cette atmosphère qui s'en dégage... « La Répétition » est liée, pour moi, à une émotion terriblement forte, la découverte du théâtre, mais je crois qu'au-delà de ma mémoire personnelle, cette pièce est réellement porteuse d'émotions. C'est une pièce que j'appellerai « théâtreuse » au sens où elle évoque les dorures, la poussière des cintres, le parquet frémissant et les acteurs « vrais »... »

Les acteurs, Bernard Murat n'a pas à s'en plaindre, il collectionne les plus craquants. Les plus stars, également, qui lui assurent sans doute un raz de marée vers les guichets de location, mais dont l'emploi du temps n'est pas des plus élastiques et qui repartent bien vite vers les sunlights d'où ils étaient venus. En période où l'on parle sans cesse de crise du théâtre, un succès aussi éclatant que celui de « Deux sur la balançoire », pratiquement acquis en une quinzaine de jours sur le seul nom de Nicole Garcia, aurait certainement pu durer une bonne saison supplémentaire au lieu de s'arrêter irrémédiablement début mars. Mais la jungle du septième art impose ses lois et Nicole Garcia, c'est tout en son honneur, avait promis à Joël Séria de faire son prochain film.

Le revers de la médaille ? Bernard Murat hoche la tête : « Pratiquer la politique de « l'affiche », c'est s'assurer une sorte de smig d'intérêt de la part d'un public saturé d'informations et habitué au langage rapide des médias qui leur proposent des coups de cœur à la petite semaine. C'est autant de gagné en publicité gratuite. Et puis, du côté des subventionnés, est-ce qu'un Planchon fait autre chose ? Alors il faut bien accepter ce nouveau mode d'emploi. Se dire que jouer la même pièce deux, trois années de suite c'est une pratique relativement récente, apparue après la Seconde Guerre mondiale, et que c'est une pratique inhumaine. Jean Poiret, qui a joué sept années durant le même texte, reconnaît qu'il y a ruiné sa santé. »

Résultat de cette mode, si vous avez envie de goûter les délices de la comtesse d'Anny Dupérey, du comte, de Bernard Giraudeau, et du séducteur alcoolique, de Pierre Arditi, n'hésitez pas : il n'y en aura pas pour tout le monde et le rideau tombera irréparablement fin juin.

THEATRE EN BREF

Cérémonie secrète

Séparée de son mari presque immédiatement après ses noces, Renée de Sade, née Montreuil, a attendu près de vingt ans la libération du divin marquis auquel elle vouait, semble-t-il, une passion totale et irraisonnée. C'est cette passion, le mystère de ces liens étranges que renforçait l'éloignement que Mishima a cherché à comprendre avec « Madame de Sade », texte sublime, véritable chant d'amour tout à la fois pur et pervers que magnifie encore la traduction de Mandiargues. Cette pièce de femmes, Sophie Loucachevsky la monte aujourd'hui avec des hommes, retrouvant ainsi les racines du théâtre japonais. Ce qui aurait pu être un gadget mode et folklorique devient, par la précision du jeu qui oscille, sans jamais se fixer, entre l'Extrême-Orient et l'Occident ; par la beauté des costumes et la rigueur des éclairages, une cérémonie secrète qui marque la mémoire pour longtemps. L'ambiguïté triomphe, celle des sexes et celle des cultures entremêlées, qui rend plus inquiétants encore ces fragments d'un discours amoureux auxquels Didier Sandre, Bertrand Bonvoisin, Grégoire Oestermann et les autres donnent un charme savamment « différent ».

** « Madame de Sade », de Yukio Mishima. Adaptation d'André Pieyre de Mandiargues. Mise en scène de Sophie Loucachevsky. Avec : Didier Sandre, Bertrand Bonvoisin, Grégoire Oestermann, Hubert Saint-Macary, Yann Collette et François Berléand. Théâtre de Chaillot, salle Gémier : 47.27.81.15. Jusqu'au 28 mars, 20 h 30.*

Raide et poussiéreux

On voit ce qui a séduit Jean-Pierre Miquel à travers « les Justes » : mettre face à face, en un jeu de miroirs, notre société contemporaine convulsive où les attentats sont légion et les terroristes russes de Camus, puis chercher les reflets, les correspondances. Las, l'idée s'effondre, vaincue par le théâtre mécanique, raide, démonstratif et poussiéreux d'un écrivain qui ne fut jamais doué pour l'art des planches. Aucune vie dans ce texte, mais une pesante dissertation philosophique genre : « Peut-on tuer et être juste ? » ou, encore, « un mal peut-il être la condition d'un bien ? » que des comédiens sans métiers rendent encore plus indigeste. Avoir l'âge du rôle ne suffit pas.

** « Les Justes », d'Albert Camus. Mise en scène de Jean-Pierre Miquel. Avec Christian Cloarec, Fabienne Luchetti, Alain Lenglet, Jean-Pierre Miquel, Judith Magre... Théâtre de l'Odéon : 43.25.70.32. Jusqu'au 10 avril, 20 h 30.*

Claudel, le jeune

A l'époque où il écrit la seconde version de « la Ville » (la première est un capharnaüm échevelé : l'auteur dramatique n'est pas encore tout à fait né), le jeune Claudel est en pleine révolution personnelle. Même s'il possède déjà, de par sa récente conversion, une réponse à ses angoisses, il est encore quelqu'un qui cherche, tâtonne, essaie plusieurs chemins et, surtout, questionne avec fureur le monde et la société des hommes. Ce monde sans âme, bâti sur la propriété, l'argent, la possession — tout ce qu'un poète refusera toujours.

Non, « la Ville » n'est pas un de ces grands chants lyriques dont Claudel se fera, plus tard, le champion. C'est avant tout une œuvre agressive et toute hérissée de révoltes. Poétique, certes, mais dans le style du Rimbaud de la Commune. Et c'est cela, l'explosion violente d'une Babylone où le progrès, la politique et l'argent avaient été élevés au rang de valeurs, que Bernard Sobel nous donne magistralement à voir et à entendre à Nanterre. A voir : cette maquette d'une ville miniature, comme un jouet dans la main des puissants, idée de décor qui résume à la perfection le rêve des hommes qui se sont pris pour Dieu. A entendre : l'horreur du doute qui saisit soudain les maîtres du monde à l'heure de leur déclin. Ainsi retrouvé, grâce notamment aux comédiens, et principalement à Guy Tréjean qui donne une humanité bouleversante à son personnage de savant floué par l'Histoire, le texte de Claudel acquiert une force moderne exemplaire. Un jeune homme interroge la notion d'Etat. Eschyle rejoint le XXIe siècle.

** « La Ville » de Paul Claudel. Mise en scène de Bernard Sobel. Avec Guy Trejan, André Marcon, Dominique Reymond, Jean-Baptiste Malartre, Henri Serre... Théâtre des Amandiers de Nanterre : 47.21.18.81 — jusqu'au 20 avril, 20 h 30.*

Le guetteur de pas perdu

Au pays où la pensée est obligatoirement subversive, Vaclav Havel, signataire de la Charte 77, longtemps emprisonné, a rêvé d'un professeur de philosophie qui ne professe plus, ne pense plus, ne vit plus. Sa seule activité ? Guetter les pas, les bruits dans l'escalier : autant d'indices de la venue des bourreaux chargés, il le sait, de l'emmener « là-bas ». Léopold a été un symbole de révolte, et Léopold est devenu un lâche. La peur le mine pendant qu'autour de lui, des ouvriers jusqu'aux intellectuels, on le persécute pour en faire un héros. Mais Léopold n'existe pas : ni citoyen ordinaire ni prisonnier du Goulag, il vit dans un entre-deux où il aurait comme disparu socialement et humainement. Son existence n'est qu'une pesante répétition du néant, et Vaclav Havel a construit « Largo desolato » comme une partition de musique sérielle avec ses redites, ses reprises, l'interpénétration en un canevas subtile de tous les thèmes abordés. C'est fort, drôle et émouvant ; le contraire d'un pavé militant qu'on irait voir pour la cause. C'est du théâtre, du vrai, bien servi par Stephan Meldegg, Lucienne Hamon, Michel Such et Gilbert Bahon (étonnants Lada et Lada) dans une mise en scène à laquelle il manque peut-être un brin de rythme.

** « Largo desolato », de Vaclav Havel. Adaptation et mise en scène de Stephan Meldegg. Avec Stephan Meldeff, Evelyne Dress, Lucienne Hamon, Sophie Arthur... Théâtre La Bruyère : 48.74.88.21, 20 h 45.*

Quand les lendemains chantent faux



Heiner Muller.

**** Christoph Hein : « l'Ami étranger », Alinea, roman traduit de l'allemand par François et Régine Mathieu.***
**** Heiner Muller : « Germania mort à Berlin et autres textes », les Editions de Minuit, traduit de l'allemand par Jean Jourdheuil et Heinz Schwarzinger.***

QU'ELLE provienne de l'Ouest comme de l'Est il existe une vision germanique du monde ! Non pas que l'Ouest et l'Est soient interchangeables puisque la dictature à l'Est constitue une différence, ô combien réelle ! Mais, héritage d'un grand passé, autonomie relative des artistes, permanence d'une tradition nationale, quelle que soit l'explication, la convergence est là.

Couleur germanique dans le roman de Siegfried Lenz « le Bateau Phare » dont a été tiré le film époustouflant de Jerzy Skolimowski ; dans la pièce, belle et difficile, de Botho Strauss « le Parc » (actuellement en représentation à Chaillot et publiée par Gallimard dans la collection « Le Manteau d'Arlequin ») ; dans le très intéressant roman intitulé « l'Ami étranger » de l'Allemand de l'Est, Christoph Hein. Dans tous ces livres un pessimisme foncier combine les abstractions d'une perception où la philosophie et la mythologie ont leur part aux notations les plus concrètes, les plus réalistes, sinon même naturalistes.

Ce mélange équilibré, fascinant pour l'esprit, constitue une qualité que les Anglo-Saxons pratiquent également, mais point les Français ni les Slaves. Contrairement aux Anglais et aux Nord-Américains nos auteurs germaniques manquent cependant d'humour, comme si l'héritage de l'histoire allemande ne pouvait être que tragique, à tout le moins sérieuse, entraînant des responsabilités particulières. Emule moderne et fort talentueux de Brecht, Heiner Muller se veut iconoclaste et drôle, il y a chez lui une forme dadaïste, sujette à fantaisie qui bouscule (c'est le moins qu'on puisse dire) la hiérarchie traditionnelle des schémas historiques. L'humour de Muller est un humour noir, décapant, les spectateurs français l'ont déjà apprécié lors des représentations de « Quartett » au Théâtre des Amandiers à Nanterre. Par-delà son impact propre on retrouve, chez Muller, la même vision de l'univers tragique et sans concession.

L'intérêt du roman, en apparence banal, de Christoph Hein, tient certes à cette vision mais également à l'image qu'il nous propose de la société est-allemande, de même qu'à la forme extrêmement élaborée de l'organisation du livre, de sa technique d'écriture, en dépit d'une langue à première vue traditionnelle.

Le roman débute par un enterrement. Une femme y assiste, c'est elle qui parle à la première personne. Nous apprenons qu'elle travaille dans un hôpital, qu'elle réside à Berlin (Est) et qu'elle s'est séparée de son mari. L'homme qui est mené à sa dernière demeure se prénomme Henry Sommer. L'héroïne a eu une liaison avec lui. Est-ce pour cela que sa présence ne paraît guère acceptée au milieu de la petite foule des proches qui accompagnent le mort dans son ultime voyage ? Le roman revient ensuite au moment où s'est nouée la liaison en question. Nous savons tous, dès lors, que celle-ci est sans avenir. La mort borne la relation entre cette femme et cet homme. Sentiment d'une fatalité propre à la chronologie du récit, propre à Claudia (nous n'apprendrons son nom qu'à la page 77), peut-être aussi à la société où se déroule cette banale histoire. Le roman fourmille de détails, anodins à priori, sinificatifs si on y réfléchit dans un second temps. Cette foule de précisions, dignes d'un excellent observateur, est au livre ce que peut être une excellente bande son dans un film actuel. On y reconnaît à la fois un certain nombre de traits caractéristiques des sociétés industrielles et d'autres très typés qui appartiennent aux pays de l'Est.

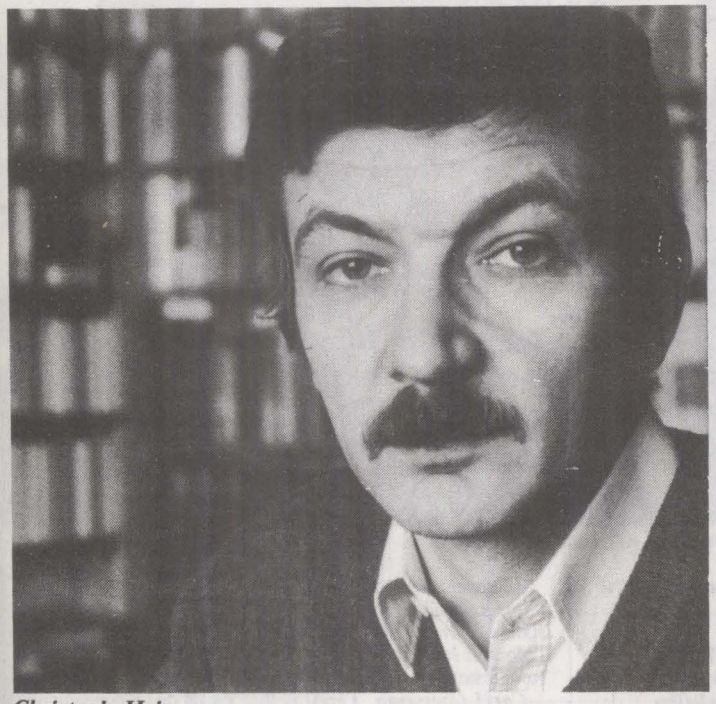
L'héroïne note ainsi le bruit des maisons mal fabriquées, cette promiscuité sonore qu'on rencontre ici dans les immeubles populaires, et là-bas dans les demeures d'un prétendu standing. Les résidents, des personnes âgées, des personnes seules (comme Claudia) s'épient les unes les autres : aspect fréquent ici, mais qui, là-bas comporte une petite connotation policière. Autre observation furtivement indiquée : la suspicion qui pèse sur tout individu qui s'adonne à la photographie. La psychose d'espionnage n'est pas loin. Est-ce à dire que le roman constitue un constat critique sur un pays dur, fermé ? Absolument pas ! L'écrivain ne mentionne que ce qu'il observe le plus naturellement possible. Et le plus naturellement aussi s'esquisse le portrait d'une femme qu'on jurerait insensible si elle ne donnait pas de temps à autre des preuves d'émotion, de jalousie par exemple, lorsqu'elle apprend qu'Henry est marié, père de deux enfants.

Femme distante de ceux qu'elle côtoie, baignant dans un sentiment d'étrangeté et d'enfermement passif. Ce qui lui donne presque un profil de voyeur. D'autant plus fondé – du moins si l'on s'en tient à ce roman – que l'Allemagne de l'Est paraît en proie à une libido généralisée et systématisée. A croire que la fornication a remplacé le marxisme (une enquête locale menée il y a quelques années a d'ailleurs vanté l'amour en pays « socialiste » allemand). Le tableau semble proche et lointain. Quoi de plus familier pour un lecteur occidental que le récit de ces soirées d'intense bavardage intellectuel où le schnaps et la coucherie font office de dérivatif collectif. Société matérialiste et inhibée où le sentiment, la psyché sont en perdition. Son rapport à Henry, Claudia ne peut le concevoir que sous la forme d'un accord, d'un contrat. Les sentiments existent mais ne sont admis qu'en fonction d'une répartition des forces.

Comparant cet univers à une clinique l'auteur note : « La vie considérée comme un état clinique : des mots, des gestes, des sentiments jugés exclusivement comme une déviance du comportement au regard de la terminologie d'une norme abstraite qui prétendrait tout expliquer. » C'est la figure de cette femme emblématique qui me paraît caractériser la société que peint Christoph Heinet qui n'aboutit qu'à une certaine inhumanité. Inhumanité de l'être en général (voir la tradition germanique en philosophie), inhumanité d'une



LA CHRONIQUE DE CLAUDE GLAYMAN



Christoph Hein.

société où, malgré les apparences d'un contexte à l'occidental, tout concourt à l'enfermement insidieux et aliénant. Sans doute y-a-t-il chez Claudia les traces d'une rébellion féministe non définitivement accomplie. Parlant de son ancien mari, Hinnern Claudia remarque : « Il réagissait comme réagissent habituellement les hommes. Un produit de cette société masculine vieille comme le monde : l'exercice du pouvoir entraîne la perte de la nature humaine. »

Plus généralement on ressent dans cette étrangeté au monde, dans cette pathétique étrangeté, comme l'avortement de lendemains censés chanter. Souvenir d'un paradis perdu, d'un idéal formel et nostalgique : « Je crois, dis-je, qu'autrefois j'étais différente. Il est certain que je croyais dans l'avenir, que je faisais des semblants de projets et que j'avais des idées précises sur la vie. Mais que déjà j'avais peur aussi... » Lecture politique d'un livre très abouti qui n'a strictement rien de didactique et qui décrit un processus d'altération existentielle dans un pays où la modernité (relative) est déclinée sur le mode des grandes machines bureaucratiques. Livre remarquable, très attachant, derrière son calme classique, c'est tout un déchirement qu'il révèle et qui ne doit pas tout au déchirement éternel de l'homme.

Chez Heiner Muller, la préoccupation d'avant-garde est première. L'auteur a les naïvetés d'une personne qui cherche et expérimente, mais il a aussi les fulgurance de celle qui trouve parfois. Ici, il imagine partir d'un tableau ou d'une nature morte. L'intégration du vent dans le tableau fait songer à Claude Simon. L'auteur distingue les plans de la vie et ceux de la mort mais n'exclut pas la permutation des choses, des objets : « Le meurtre est un échange de sexe, étrangers à son propre corps, le couteau est la blessure, la nuque le couperet, la perte de contrôle fait-elle partie du plan... » Muller pratique un large éventail de formes d'expression, la prose comme la poésie, le théâtre comme l'essai. Poèmes conçus tels des tableaux de Magritte (l'un d'entre eux est dédié à Anna Seghers qui fut un personnage important de la vie littéraire en Allemagne de l'Est). Sketches tels ceux qui constituent la pièce de résistance de ce petit volume « Germania mort à Berlin ».

Muller joue sur des moments forts de l'histoire contemporaine allemande ; le désastre et la révolution de 1918, la clique d'Hitler et de ses séïdes, la glaciation de l'après-guerre, les mythes de la construction du socialisme à l'Est, etc. Dans cette fougueuse mêlée d'images historiques où Muller pratique à gogo les rictus de la caricature, le rapprochement des puissants et des humbles est conçu à la Brecht. Ainsi le roi de Prusse dialogue avec un meunier de Postdam. La mythologie wagnérienne n'est pas oubliée. Le fantasme à la Günter Grass ne l'est pas plus : et l'on voit des personnages fantastiques sortir de la marmite de l'Histoire. Aux dialogues absurdes des marionnettes nazies il arrive qu'on rit. Par exemple lorsqu'à l'accouchement aux fers de Goebbels, Hitler s'écrit voyant arriver un enfant : « Mon peuple ! ».

Dans ce tir aux pigeons nul n'est épargné, pas plus le Parti d'aujourd'hui que les notables de tous les temps. Cette bouillie est salubre. On y décèle la marque d'une révolte authentique et sauvage. Là où Hein est d'un classicisme accompli, Muller retrouve les accents de l'imprécation dadaïste dont on suppose qu'elle doit affoler pontes et censeurs qui, en pays communiste, n'en ont guère vu d'autres depuis Maïakovski et quelques autres « goulaguisés ». La littérature ne dit-elle pas souvent ce que la politique cache ! C'est l'une de ses fonctions ! Notamment en pays totalitaire !

LISEZ AUSSI

**** Anna Seghers : « la Septième Croix », « Folio » et « Transit, Alinéa ».***

Sept prisonniers antinazis s'échappent, un seul finira par gagner la liberté... Un récit admirable qui fut un grand succès en librairie et un beau film de Fred Zinneman (enfin réédité !) ».

**** Rudolf von Thadden : « la Prusse en question », Actes Sud.***

La Prusse dans l'imaginaire français et dans l'histoire allemande, ce n'est pas forcément la même chose. Par un historien éminent, proche d'Helmut Schmidt, travaillant actuellement à Paris.

**** Walter Benjamin : « Origine du drame baroque allemand », Flammarion.***

Un des ouvrages importants de Benjamin. A partir d'une analyse des différents âges de l'art et d'hommes charnières comme Nietzsche, Benjamin pense le devenir de la création dans le monde moderne. Ardu mais stimulant. Exilé en France, Walter Benjamin se suicida en 1949. Une tache parmi tant d'autres de la collaboration française.

**** Martin Heidegger : « Chemins qui ne mènent nulle part », Gallimard, coll. « Tel ».***

Recueil (publié en 1950) regroupant une demi douzaine de textes dont la rédaction s'échelonne entre 1934 et 1946 : l'œuvre d'art, Nietzsche, Hegel, les poètes, la pensée grecque, la science, etc. La traduction ne facilite pas toujours la lecture de ces textes difficiles.

**** Hermann Hesse : « Fiançailles » ; « Histoires médiévales » ; « le Loup des steppes », 3 vols., Calmann-Lévy, Editions du Rocher, Presse-Pocket.***

Les nouvelles de « Fiançailles » ont été écrites pendant la jeunesse de l'auteur et ont pour thème l'amour, tandis que « Histoires médiévales », (un inédit), illustrent l'une des recherches essentielles du Prix Nobel 1946 dont « le Loup des steppes » a été un grand succès en même temps que la Bible d'une certaine génération.

**** Siegfried Lenz : « le Bateau Phare », Belfond, roman.***

Une histoire d'otages en mer dont le film de Skolimowski a repris la trame mais qui est en même temps tout une symbolique sur la nazisme, comme en son temps le fut « la Peste » de Camus.

**** Agota Kristof : « le Grand Cahier », Seuil, roman.***

Hongroise, résidant en Suisse, Agota Kristof décrit la loi de la jungle, celle de la guerre et du totalitarisme, telle que la vivent deux enfants encadrés par une terrible grand-mère. Un curieux et attachant roman d'initiation.



Fanny Ardant et Jean-Louis Trintignant dans « Vivement dimanche ».

PAR FABIAN GASTELLIER

VENDREDI 21 MARS

A2 Ciné-club : « Quadrille », de Sacha Guitry -22 h 55.

Comment tomber les femmes dans la France d'avant-guerre. Par Sacha et avec Sacha : tous aux abris !

F.r.3 « Face à la 3 », émission proposée par André Campana.

SAMEDI 22 MARS

Et si vous lisiez plutôt la nouvelle pièce de Bernard-Marie Koltès : « Quai ouest » (Minuit) ? C'est excellent et Patrice Chéreau la monte à Nanterre le mois prochain.

DIMANCHE 23 MARS

T.f.1 « les Reivers », de Mark Rydell - 20 h 35.

L'éclosion d'un adolescent dans l'Amérique du début du siècle. Avec Steve Mc Queen. Mais sur Musique, même heure, ce vieux Furtwängler...

A.2 « Maigret et l'Homme du banc », téléfilm de René Lucot -20 h 35.

Le mort menait une double vie.

F.r.3 « Histoire d'un jour », émission proposée par Philippe Alfonsi « Le jour du premier danger : 19 mai 1983 » - 20 h 35.

Les catastrophes que l'on ne trouve pas si naturelles que ça. Relire, à ce sujet, l'article du camarade Dangaix dans *« L'Unité » n° 638.*

Cinéma de minuit : « Hantise », de George Cukor - 22 h 30.

Comment baisser l'abat-jour et persuader votre femme qu'elle devient dingue. Grandiose. Avec Ingrid Bergman, Charles Boyer et la V.O. !

Canal Plus « La Drôlesse », de Jacques Doillon - 18 h. Prochaines diffusions les 26/3, 27/3, 31/3, 3/4 et 4/4.

Le fait divers, banal et sordide, contait la séquestration d'une enfant martyre par un paumé sadique. Jacques Doillon en a fait une fable de la solitude ordinaire. Un film superbe avec l'étrange Madeleine Desdevises.

« Taxi Driver », de Martin Scorsese - 20 h 30. Prochaines diffusions les 26/3, 28/3, 29/3, 1/4 et 3/4.

La purification par la violence : une fine analyse des traumatismes du Vietnam qui aboutit à une œuvre ambiguë, Palme d'or cannoise en 1976. La V.O. sera au rendez-vous le 28 mars.

LUNDI 24 MARS

T.f.1 « L'avenir du futur », émission proposée par Jean-Pierre Hutin : « A mort l'arbitre », de Jean-Pierre Mocky. Débat : la psychologie des foules - 20 h 35.

Le sport, la bêtise, la castagne et la mort. Mocky à son sommet et la consécration de la pire injure qui soit : espèce de supporter !

A.2. « Les 5 dernières minutes : le Fil conducteur », téléfilm de Claude Loursais - 20 h 35.

Un cadavre chez des industriels : c'est Tapie qui va être content.

« Nombre et lumière », série proposée par Jean-Louis Gonnet et Philippe Queau. Quatrième et dernière partie : « les Images de la nature » - 22 h 30.

F.r.3 « le Deuxième Souffle », de Jean-Pierre Melville - 20 h 35.

La reconversion dans le gangstérisme : l'âge de la retraite côté flic et côté truand. Sobre et glacé. Avec Lino Ventura et Paul Meurisse.

MARDI 25 MARS

T.f.1 « les Malheurs de Malou », téléfilm de Jeanne Barbillon -20 h 35.



Simone Signoret dans « Thérèse Raquin ».

Mésaventures loufoques d'une journaliste en mal de scoop. Avec Bernadette Lafont et Jean-Luc Bideau. Rediffusion.

« Caryl Chessman, l'écriture contre la mort », téléfilm de Jean-Christophe Rosé - 22 h.

Entre sa condamnation à mort et son exécution, Caryl Chesman a attendu douze ans, livré plusieurs batailles juridiques et publié quatre livres, tous best-sellers. Une enquête sur une figure mythique.

A.2 « Vivement dimanche ! », de François Truffaut - 20 h 35.

Le polar à la sauce comédie. Plus pétillant, tu exploses. Sacrément Truffaut !

F.r.3 « Tom Horn, sa véritable histoire », de William Wiard - 20 h 35.

Cow-boy contre voleurs de bétail. Re-Steve Mc Queen.

MERCREDI 26 MARS

T.f.1 « Contre-enquête », émission proposée par Anne Hoang - 21 h 35.

Les coulisses des faits divers. Toujours aussi remarquable.

A.2 « A l'œil nu », téléfilm de John Llewellyn -20 h 35.

Meurtres en série dans un building de Chicago. Les locataires encore vivants mènent l'enquête.

« Le dossier d'Alain Decaux : la légende de Mandrin », réalisation de Pierre Nivollet - 21 h 55.

Le contrebandier au grand cœur qu'admirait tant Voltaire.

F.r.3 « La nouvelle affiche », réalisation de Régis Forissier - 20 h 35.

Le gala de la jeune chanson française à l'heure des 20 ans du Midem. Avec Bibie, Etienne Daho, Marc Lavoine, Jeanne Mas et les autres.

« La salle n° 6 », téléfilm de Jean-Claude Arié d'après Anton Tchekhov -22 h 30.

L'asile, le fou et le médecin. Un réquisitoire féroce contre le système de réclusion hospitalier joué par Jean Gillibert et Marc Berman.

JEUDI 27 MARS

T.f.1 « Questions à domicile », émission proposée par Anne Sinclair, Pierre-Luc Séguillon.

A.2 « Le jour où le Christ est mort », téléfilm de James Cellan Jones -20 h 35.

British Bible. Introducing Chris Sarandon as Jesus.

F.r.3 « Quoi de neuf ? », magazine de Claude Glayman. I.d.f. - 18 h 34.

Soirée musicale en compagnie de Richard Dembo, le réalisateur de « la Diagonale du fou » qui vient de mettre en scène « la Bohème » à l'opéra de Lille.

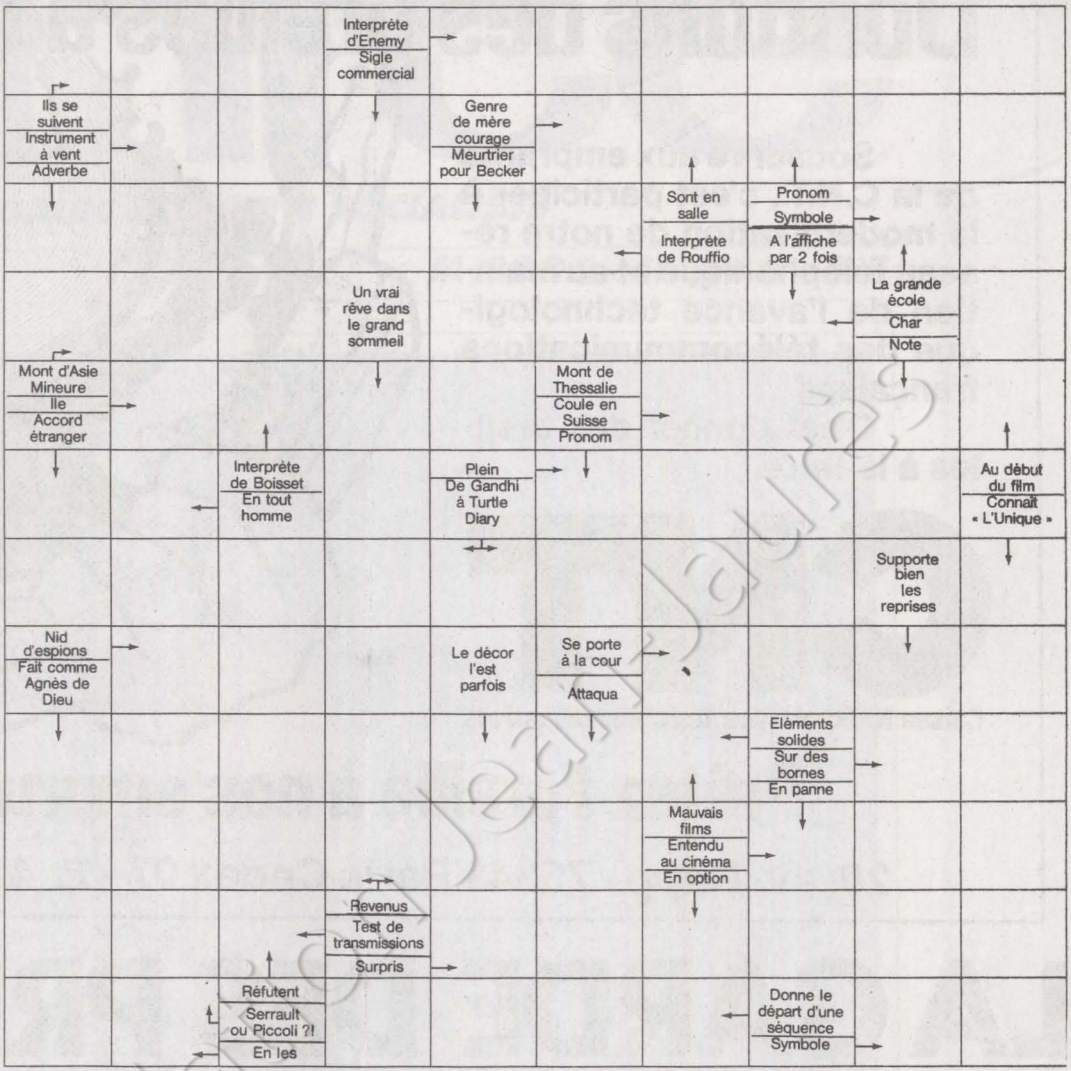
« Thérèse Raquin », de Marcel Carné - 20 h 35.

Le réalisme saignant de Zola avec les yeux verts de Signoret.

Archives du Parti communiste

PAR REMY ALBERT

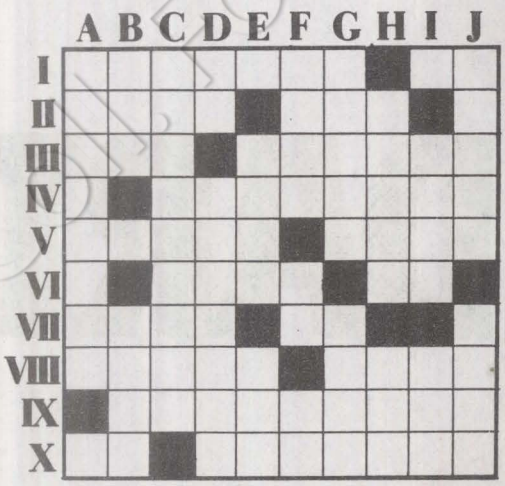
THEME : LE CINEMA



Solution des mots fléchés du n° 639

■	J	O	■	I	N	O	N	D	E
H	A	R	G	N	E	■	O	R	S
A	L	E	A	T	O	I	R	E	S
I	O	■	L	E	■	N	O	Y	E
N	U	M	E	R	O	■	I	F	S
E	S	■	Y	■	R	■	S	U	■
■	I	I	■	B	A	L	■	S	P
L	E	D	R	A	G	O	N	■	I
A	■	E	U	L	E	R	■	F	E
B	U	E	■	M	■	S	I	R	P
E	S	■	J	E	U	■	S	E	L
L	A	B	E	R	G	E	■	Y	U

THEME : LA RUBRIQUE LITTERAIRE



HORIZONTALEMENT : **I** - Roi juif. Cioran l'évoque parfois, à propos de Culture. **II** - Celle d'exister concerne Cioran. **III** - Symbole. Château des princes d'Orléans. Ce bossu fut un trouvère artésien. **IV** - Cet auteur méconnu fut victime de son concierge. **V** - Région d'Aquitaine, entre autres. Sont en service. **VI** - Accoucha d'une boule de cuir. Choc brutal, familier. **VII** - Mélodie populaire. Comme la créature de Patricia Highsmith. **VIII** - Echassier. Blanc et bleu ! **IX** - Cioran aime brosser celui des plus grands. **X** - Chahuta violemment. Bott rappelle que ce mot est étonnamment dérivé du verbe émouvoir.

VERTICALEMENT : **A** - Forme d'être, passé. Personnage du dernier livre de Patricia Highsmith. **B** - Etaient attachés à la glèbe. C'est un choix, peut-être un lieu ! **C** - Cycle. Ecartera, offrant une brèche ! **D** - Aspire. Sigle policier. **E** - Destinataire d'une lettre de François Bott. **F** - Poupe de paquebot. Unité de luminosité. Tonton des U.S.A. **G** - Agréable à la vue. C'est la fin d'une amitié. **H** - Fait de faux plis. Comme le toit d'un penty. **I** - Fournisseur de têtes pleines. Châtié, peut-être puni également. **J** - Dans le dernier livre de Patricia Highsmith, la jalousie de Fran la devient, pour Elsie.

Solution des mots croisés du n° 639

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
I	F	I	C	T	I	O	N	■	S	P
II	I	R	A	I	■	V	O	S	■	E
III	D	E	R	■	E	N	T	O	U	R
IV	E	■	A	L	L	I	A	N	C	E
V	L	U	C	A	S	■	S	I	L	S
VI	I	■	T	U	A	T	■	A	A	■
VII	T	U	E	R	■	U	R	■	■	A
VIII	E	R	R	E	S	■	A	J	A	R
IX	■	S	E	N	T	I	M	E	N	T
X	U	S	■	T	O	M	A	T	E	S

Collection Jean Jaurès

Donnons des oreilles à la terre.



Souscrire aux emprunts de la C.N.T., c'est participer à la modernisation de notre réseau téléphonique et au maintien de l'avance technologique des télécommunications françaises.

C'est donner des oreilles à la terre.

CNT

Caisse Nationale des Télécommunications

ROUX, SEGUELA, CAYZAC & GOUDARD

Prêtez l'oreille à nos emprunts.

20, av. Rapp - 75341 Paris Cedex 07 - ☎ 47 05 94 39

LA GARDE DES PRIX BAS



DARTY

HCM

TV.ÉLECTROMÉNAGER.HIFI.VIDÉO

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52 325